

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 juli 2012.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,
P. MAGNETTE

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de la Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} juillet 2012.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique,
P. MAGNETTE

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2012 — 2118

[2012/202787]

Extrait de l'arrêt n° 57/2012 du 3 mai 2012

Numéros du rôle : 5093 et 5094

En cause : les recours en annulation du décret flamand du 9 juillet 2010 « relatif à l'organisation des archives administratives et de gestion », introduits par l'ASBL « Association des Archivistes Francophones de Belgique » et autres et par le Conseil des ministres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents R. Henneuse et M. Bossuyt, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul et F. Daoût, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président R. Henneuse,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 3 et 4 février 2011 et parvenues au greffe le 7 février 2011, des recours en annulation du décret flamand du 9 juillet 2010 « relatif à l'organisation des archives administratives et de gestion » (publié au *Moniteur belge* du 5 août 2010) ont été introduits respectivement par l'ASBL « Association des Archivistes Francophones de Belgique », dont le siège social est établi à 7110 Houdeng-Aimeries, rue de l'Hospice 125, Claude de Moreau de Gerbehaye, demeurant à 5170 Rivière, rue de Bois Laiterie 84, et Claude Depauw, demeurant à 7700 Mouscron, rue Sainte-Germaine 176, et par le Conseil des ministres.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 5093 et 5094 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. Le décret de la Communauté flamande et de la Région flamande du 9 juillet 2010 « relatif à l'organisation des archives administratives et de gestion » dispose, aux termes de sa traduction en langue française parue au *Moniteur belge* du 5 août 2010 :

« CHAPITRE 1^{er}. - Dispositions générales, définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière communautaire et régionale.

Art. 2. Le présent décret peut être cité comme : le décret sur les archives du 9 juillet 2010.

Art. 3. Dans le présent décret, on entend par :

1^o gestion archivistique : l'action d'organiser et d'exécuter l'établissement des archives, d'ouvrir, de rendre accessibles, de sélectionner, de détruire ou de conserver et de rendre disponibles les documents d'archives;

2^o documents d'archives : tout document, quels que soient sa date, forme, stade de développement ou support, qui de par sa nature est destiné à être confié au garant qui l'a reçu, acquis ou établi du chef de ses activités ou tâches ou en vue du maintien de ses droits;

3^o charge archivistique : la responsabilité administrative de la gestion archivistique;

4^o liste de sélection : état des catégories de documents d'archives entrant en ligne de compte pour conservation permanente ou pour destruction, précédées d'une justification, avec mention des délais après lesquels la destruction peut avoir lieu, ou non.

Art. 4. Le présent décret est d'application aux instances suivantes :

1^o les juridictions administratives établies par le législateur décrétoal;

2^o les services, institutions et personnes morales relevant de la Communauté flamande ou de la Région flamande;

3^o les communes et les districts;

4^o les provinces;

5^o les structures de coopération intercommunale;

6^o les centres publics d'aide sociale et les associations, visées aux titres 7 et 8 du décret du 19 décembre 2008 relatif à l'organisation des centres publics d'aide sociale;

7^o les fabriques d'églises et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

8^o les polders et les wateringues;

9^o les autres institutions communales et provinciales, y compris les associations sans but lucratif dans lesquelles une ou plusieurs communes ou provinces ont au moins la moitié des voix dans l'un des organes de gestion.

Chacun d'entre eux est appelé garant ci-après.

CHAPITRE 2. - Charge et gestion

Art. 5. § 1^{er}. Tout garant a la charge archivistique des documents d'archives à lui confiés. Les documents d'archives sont inaliénables et ne sont pas susceptibles à la prescription.

§ 2. Tout garant assure la mise et la conservation en état de bonne qualité, d'ordre et d'accessibilité des documents d'archives à lui confiés durant tout leur cycle de vie à partir de leur création ou réception jusqu'à l'éventuelle destruction.

§ 3. Le Gouvernement flamand arrête les modalités relatives à l'état de bonne qualité, d'ordre et d'accessibilité.

Art. 6. § 1^{er}. La charge archivistique des garants dissous ou fusionnés est reprise par le successeur.

§ 2. Pour les documents d'archives de garants scindés, les successeurs conviennent un règlement de commun accord.

§ 3. Les documents d'archives des garants sans successeur sont confiés à un garant qui est désigné lors de la dissolution.

§ 4. A défaut d'un règlement dans un délai raisonnable, le Gouvernement flamand désigne un garant auquel sont confiés les documents d'archives.

Art. 7. § 1^{er}. La gestion archivistique répond aux critères suivants :

1^o la manière dont le garant assure la mise et la conservation en état de bonne qualité, d'ordre et d'accessibilité, est fixée dans des procédures;

2^o les documents d'archives sont rendus accessibles dans des états publics, qui sont publiés;

3^o les documents d'archives que le garant n'a pas reçus ou établis du chef de ses activités ou tâches ou en vue du maintien de ses droits, mais qu'il a acquis d'un tiers, et qui par la manifestation de volonté de ce tiers ne sont pas ou que partiellement consultables, sont décrits dans un état public, qui est publié;

4^o les réalisateurs de la gestion archivistique sont suffisamment experts pour s'acquitter de cette tâche;

5^o les réalisateurs de la gestion archivistique sont soumis à un code de déontologie.

§ 2. Le Gouvernement flamand arrête les modalités pour les critères, visés au paragraphe 1^{er}.

Art. 8. Pour ce qui concerne leur gestion archivistique, les garants peuvent coopérer entre eux, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Art. 9. § 1^{er}. Le Gouvernement flamand peut effectuer, en consultation avec les garants concernés, un audit externe de la gestion archivistique auprès des garants.

§ 2. L'audit comprend au moins :

1^o le contrôle du respect des dispositions relatives à la charge archivistique, visée aux articles 5 et 6;

2^o le contrôle de la gestion archivistique, visée à l'article 7;

3^o le contrôle du respect des listes de sélection, visées à l'article 12;

4^o le contrôle de l'autorisation d'accès aux documents d'archives à des fins scientifiques, visées à l'article 14;

5^o une identification des possibilités d'amélioration de l'effectivité et de l'efficacité de la gestion archivistique des garants concernés.

§ 3. Le Gouvernement flamand arrête les modalités relatives au fonctionnement, au financement et à la périodicité de l'audit.

CHAPITRE 3. - Appui

Art. 10. Le Gouvernement flamand assure les tâches suivantes dans le cadre de l'appui à la charge et à la gestion archivistiques auprès des garants :

1^o l'appui administratif des commissions de sélection;

2^o création de l'image et communication;

3^o gestion du registre central, visé à l'article 16;

4^o appui pratique;

5^o développement de la pratique;

6^o gestion de la compatibilité des listes de sélection.

Le Gouvernement flamand peut concrétiser ou compléter les tâches visées à l'alinéa premier.

CHAPITRE 4. - Sélection et destruction

Art. 11. § 1^{er}. Le Gouvernement flamand crée une commission de sélection par niveau administratif, chargée d'établir et d'actualiser régulièrement la liste de sélection générale pour ce niveau administratif. Les membres de la commission de sélection sont experts en la matière.

§ 2. Lorsqu'un ou plusieurs documents d'archives ou catégories de documents d'archives ne sont pas repris dans une liste de sélection générale, un garant peut soumettre une liste de sélection complémentaire et spécifique à la commission de sélection concernée.

La commission de sélection vérifie la conformité des listes de sélection spécifiques aux dispositions du paragraphe 3, et les transmet au Gouvernement flamand.

§ 3. Les éléments suivants doivent être pris en compte lors de l'établissement d'une liste de sélection :

1^o la tâche du garant;

2^o la relation des garants vis-à-vis d'autres garants;

3^o la valeur des documents d'archives comme faisant partie du patrimoine culturel;

4^o l'importance des informations présentes dans les documents d'archives pour les garants, justiciables ou personnes en quête de certaines preuves ou pour des fins scientifiques.

Une justification est jointe à la liste de sélection.

§ 4. Le Gouvernement flamand sanctionne les listes de sélection. Les listes de sélection sont publiées conformément aux dispositions du Gouvernement flamand.

§ 5. Le Gouvernement flamand arrête les modalités relatives aux listes de sélection, à la composition et au fonctionnement des commissions de sélection, ainsi qu'aux indemnités versées aux membres des commissions.

Art. 12. § 1^{er}. Les garants ne peuvent détruire les documents d'archives que lorsqu'ils disposent d'une liste arrêtée et que cette destruction correspond aux dispositions de la liste arrêtée.

§ 2. Les garants tiennent une déclaration datée de la destruction des documents d'archives. Cette déclaration contient au moins une spécification des documents d'archives détruits et indique également le motif de la destruction. Cette déclaration est publique et est publiée conformément aux dispositions du Gouvernement flamand.

CHAPITRE 5. - Accès aux documents d'archives

Art. 13. § 1^{er}. Les documents d'archives autres que les documents administratifs au sens du décret du 26 mars 2004 relatif à la publicité de l'administration sont régis par analogie par le décret précité.

§ 2. A partir de 30 ans après l'établissement ou la réception, l'exigence de démontrer [un intérêt] telle que visée à l'article 17, § 2, et les motifs d'exception fixés aux articles 13, 14 et 15 du décret du 26 mars 2004 relatif à la publicité de l'administration, à l'exception de ceux visés aux articles 13, 2^o et 6^o, 14, 2^o et 3^o, et 15, § 1^{er}, 1^o, 5^o, 6^o et 7^o, du décret précité, ne peuvent plus être invoqués pour refuser la publication.

Art. 14. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 13, § 2, chaque garant peut donner accès aux documents d'archives lorsque l'accès est demandé à des fins scientifiques. Le garant peut soumettre l'accès à des conditions particulières et spécifiques.

§ 2. La demande d'accès comprend au moins :

- 1° une preuve de l'identité du demandeur;
- 2° la mention des documents d'archives à consulter;
- 3° une motivation et une description circonstanciée des fins scientifiques et des méthodes de recherche à utiliser.

La demande est adressée au garant auquel les documents d'archives en question sont destinés à être confiés en fonction de leur nature. Elle est introduite par écrit ou par voie électronique, ou par remise en main propre.

§ 3. La décision sur la demande est basée sur les critères suivants :

- 1° le caractère scientifique de la méthode de recherche;
- 2° la plus-value scientifique des fins;
- 3° la possibilité pour le garant de consulter le résultat non publié de la recherche;
- 4° l'échelle de diffusion du résultat de recherche;
- 5° la manière de traiter les informations sensibles;
- 6° la manière d'anonymiser les données à caractère personnel;
- 7° le degré de dérogation aux restrictions posées par loi ou par décret à la publicité de l'administration.

§ 4. Sans préjudice de la délégation, la décision sur la demande est prise par :

- 1° pour les juridictions administratives : le greffier;
- 2° pour les garants, visés à l'article 4, § 1^{er}, 2° : l'administrateur général;
- 3° pour les communes et les districts : le secrétaire;
- 4° pour les provinces : le greffier;
- 5° pour les garants, visés à l'article 4, § 1^{er}, 5° : le président de l'association;
- 6° pour les garants, visés à l'article 4, § 1^{er}, 6° : le secrétaire du C.P.A.S. ou le fonctionnaire dirigeant de l'association;
- 7° pour les garants, visés à l'article 4, § 1^{er}, 7° : le président;
- 8° pour les polders et wateringues : le surintendant [des digues] ou le président [de la] wateringue;
- 9° pour les garants, visés à l'article 4, § 1^{er}, 9° : le président du conseil d'administration.

§ 5. Sauf dans le cas où le garant a reçu la permission des parties concernées, il refuse cependant l'accès pour des fins scientifiques lorsque les documents :

- 1° sont soumis à des dispositions de secret professionnel;
- 2° contiennent des informations fournies de manière volontaire et qualifiées explicitement de confidentielles par des tiers;
- 3° contiennent des informations confidentielles de nature commerciale et industrielle, devant être protégées en vue de sauvegarder un intérêt économique légitime;
- 4° ont été acquis sur une base contractuelle avec confidentialité temporaire.

§ 6. Le garant répond à la demande par écrit ou par voie électronique dans les plus brefs délais et au plus tard dans les soixante jours calendaires. La décision négative ou partiellement positive mentionne les motifs du refus. L'obligation de motivation ne peut cependant pas :

- 1° porter atteinte à la sûreté [extérieure] de l'Etat;
- 2° perturber l'ordre public;
- 3° porter préjudice au respect de la vie privée;
- 4° porter préjudice aux dispositions relatives au secret professionnel.

Art. 15. La consultation des documents d'archives est gratuite, mais la remise d'une copie peut être subordonnée au paiement d'un montant sur la base d'un coût raisonnable.

CHAPITRE 6. - Ouverture centrale des documents d'archives

Art. 16. § 1^{er}. Le Gouvernement flamand établit un registre central automatisé en vue de réaliser l'ouverture des documents d'archives à conserver par les garants de manière permanente, et d'optimiser leur valorisation publique et scientifique.

Les banques de données établies dans ce cadre sont publiques.

§ 2. Le registre est propriété de la Communauté flamande.

§ 3. Le Gouvernement flamand fixe les modalités relatives à l'introduction des données et au fonctionnement du registre.

CHAPITRE 7. - Dispositions finales

Art. 17. Les listes de sélection existantes, approuvées en vertu de l'article 5 de la Loi sur les archives du 24 juin 1955, sont maintenues jusqu'à leur remplacement par des listes de sélection fixées en vertu de l'article 11 du présent décret. Tant qu'elles sont maintenues, elles peuvent être utilisées par les garants pour la destruction de documents d'archives, conformément à l'article 12.

Art. 18. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 9 qui entre en vigueur à une date à fixer par le Gouvernement flamand ».

Quant à la compétence de la Cour

B.2.1. Le premier moyen du requérant dans l'affaire n° 5094 est, entre autres, pris de la violation de l'article 35 de la Constitution.

Le mémoire adressé par l'archiviste général du Royaume en application de l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle contient un premier moyen identique.

B.2.2. L'article 35 de la Constitution dispose :

« L'autorité fédérale n'a de compétences que dans les matières que lui attribuent formellement la Constitution et les lois portées en vertu de la Constitution même.

Les communautés ou les régions, chacune pour ce qui la concerne, sont compétentes pour les autres matières, dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi. Cette loi doit être adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa.

Disposition transitoire

La loi visée à l'alinéa 2 détermine la date à laquelle le présent article entre en vigueur. Cette date ne peut pas être antérieure à la date d'entrée en vigueur du nouvel article à insérer au titre III de la Constitution, déterminant les compétences exclusives de l'autorité fédérale ».

Tant que l'article 35 de la Constitution n'est pas entré en vigueur, la Cour n'est pas compétente pour statuer sur son respect.

B.2.3. Dans la mesure où ils sont pris de la violation de l'article 35 de la Constitution, le premier moyen du requérant dans l'affaire n° 5094 et le premier moyen de la partie intervenante sont irrecevables.

B.3.1. Il ressort des développements de la requête en annulation envoyée dans l'affaire n° 5094 que le troisième moyen est pris de la violation de l'article 3, § 3, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.

Le mémoire adressé en application de l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 contient un troisième moyen identique.

B.3.2.1. L'article 141 de la Constitution dispose :

« La loi organise la procédure tendant à prévenir les conflits entre la loi, le décret et les règles visées à l'article 134, ainsi qu'entre les décrets entre eux et entre les règles visées à l'article 134 entre elles ».

L'article 142, alinéas 1^{er} et 2, de la Constitution dispose :

« Il y a, pour toute la Belgique, une Cour constitutionnelle, dont la composition, la compétence et le fonctionnement sont déterminés par la loi.

Cette Cour statue par voie d'arrêt sur :

1° les conflits visés à l'article 141;

2° la violation par une loi, un décret ou une règle visée à l'article 134, des articles 10, 11 et 24;

3° la violation par une loi, un décret ou une règle visée à l'article 134, des articles de la Constitution que la loi détermine ».

B.3.2.2. En exécution de l'article 142, alinéa 1^{er}, de la Constitution, l'article 1^{er} de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, modifié par les articles 2 et 27 de la loi spéciale du 9 mars 2003 et par l'article 8 de la loi spéciale du 21 février 2010, dispose :

« La Cour constitutionnelle statue, par voie d'arrêt, sur les recours en annulation, en tout ou en partie, d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 134 de la Constitution pour cause de violation :

1° des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions; ou

2° des articles du titre II ' Des Belges et de leurs droits ', et des articles 170, 172 et 191 et de la Constitution ».

L'article 30bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989, inséré par l'article 10 de la loi spéciale du 9 mars 2003, dispose :

« Pour l'application des articles 1^{er} et 26, § 1^{er}, sont considérées comme règles visées au 1° de ces deux dispositions, la concertation, l'association, la transmission d'informations, les avis, les avis conformes, les accords, les accords communs et les propositions prévus par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, à l'exception des accords de coopération visés à l'article 92bis de ladite loi, ainsi que par la loi spéciale du 16 janvier 1989 sur le financement des Communautés et Régions ou par toute autre loi prise en exécution des articles 39, 127, § 1^{er}, 128, § 1^{er}, 129, § 1^{er}, 130, § 1^{er}, 135, 136, 137, 140, 166, 175, 176 et 177 de la Constitution ».

B.3.3. L'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat le 12 janvier 1973 dispose :

« § 1^{er}. Hors les cas d'urgence spécialement motivés et les projets relatifs aux budgets, aux comptes, aux emprunts, aux opérations domaniales et au contingent de l'armée exceptés, les Ministres, les membres des gouvernements communautaires ou régionaux, les membres du Collège de la Commission communautaire française et les membres du Collège réuni visés respectivement aux alinéas 2 et 4 de l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, chacun pour ce qui le concerne, soumettent à l'avis motivé de la section de législation, le texte de tous avant-projets de loi, de décret, d'ordonnance ou de projets d'arrêtés réglementaires. La demande d'avis mentionne le nom du délégué ou du fonctionnaire que le ministre désigne afin de donner à la section de législation les explications utiles. L'avis et l'avant-projet sont annexés à l'exposé des motifs des projets de loi, de décret ou d'ordonnance. L'avis est annexé aux rapports au Roi, au Gouvernement, au Collège de la Commission communautaire française et au Collège réuni.

Ne sont pas soumis à l'avis de la section de législation, les projets de règlements et d'arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou du Collège réuni qui concernent respectivement les attributions de l'agglomération bruxelloise, les attributions de la Commission communautaire française et celles de la Commission communautaire flamande.

En ce qui concerne le Collège de la Commission communautaire française, seuls les arrêtés qui concernent des matières transférées en application de l'article 138 de la Constitution sont soumis à l'avis de la section de législation.

§ 2. Lorsque l'urgence est invoquée à propos d'un avant-projet de loi, de décret ou d'ordonnance, l'avis de la section de législation est néanmoins requis et porte sur le point de savoir si l'avant-projet a pour objet des matières qui relèvent, selon le cas, de la compétence de l'Etat, de la Communauté ou de la Région.

Lorsque l'urgence est invoquée à propos d'un avant-projet de loi, l'avis de la section de législation porte également sur le point de savoir si le texte concerné a pour objet des matières visées à l'article 74, à l'article 77 ou à l'article 78 de la Constitution.

§ 3. Lorsque, selon l'avis de la section de législation, un avant-projet ou une proposition de loi, de décret ou d'ordonnance, ainsi qu'un amendement ou un projet d'amendement excède, selon le cas, la compétence de l'Etat, de la Communauté ou de la Région, cet avant-projet, cette proposition ou cet amendement sont renvoyés au Comité de concertation visé à l'article 31 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980.

§ 4. Le Comité de concertation donne endéans les quarante jours et suivant la règle du consensus, son avis sur la question de savoir s'il y a excès de compétence; l'avis est motivé.

Si le Comité de concertation estime qu'il y a excès de compétence, il demande, selon le cas, au Gouvernement fédéral, au gouvernement communautaire ou régional compétent, au Collège de la Commission communautaire française ou au Collège réuni de corriger l'avant-projet ou de déposer devant l'assemblée saisie de l'avant-projet ou de la proposition, les amendements qu'il détermine et qui font cesser cet excès de compétence ».

Cette disposition exécute l'article 141 de la Constitution. La procédure qu'elle instaure a notamment pour objet de prévenir les « conflits de compétence » visés par cette disposition constitutionnelle.

L'article 3, § 3, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 n'est toutefois pas une règle visant à déterminer les compétences respectives de l'autorité fédérale, des communautés et des régions. En outre, il ne s'agit pas d'une concertation au sens de l'article 30bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

La Cour n'est donc pas compétente pour statuer sur la violation éventuelle de l'article 3, § 3, des lois coordonnées le 12 janvier 1973.

B.3.4. Le troisième moyen du requérant dans l'affaire n° 5094 et le troisième moyen pris par la partie intervenante sont irrecevables.

Quant à l'intérêt des requérants dans l'affaire n° 5093

B.4. L'article 142, alinéa 3, de la Constitution et l'article 2, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt.

Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée. L'action populaire n'est pas admissible.

Lorsqu'une association sans but lucratif qui n'invoque pas son intérêt personnel agit devant la Cour, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; qu'elle défende un intérêt collectif; que la norme attaquée soit susceptible d'affecter son objet social; qu'il n'apparaisse pas, enfin, que cet objet social n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.5.1. La première partie requérante déduit son intérêt à demander l'annulation du décret du 9 juillet 2010 du fait que, aux termes de l'article 2 de ses statuts actuels (publiés aux annexes du *Moniteur belge* du 2 janvier 2007), elle « s'emploie à sensibiliser à la conservation, à l'utilisation et à la valorisation des archives, considérées comme instrument d'administration, comme fondement du droit, comme élément du patrimoine culturel et comme l'une des sources de l'histoire » et « vise à promouvoir la profession d'archiviste ».

B.5.2. Le décret du 9 juillet 2010 règle la gestion archivistique de documents que possèdent des instances dont le siège est établi sur le territoire de la Région flamande ou qui relèvent de sa compétence.

Ses dispositions contiennent des règles fixant les conditions de conservation de ces documents, ainsi que les conditions dans lesquelles ceux-ci sont sélectionnés, le cas échéant détruits, consultables par des tiers et valorisés.

B.5.3. Le décret du 9 juillet 2010 est, dès lors, de nature à porter atteinte directement et défavorablement à l'objet social précité de la première partie requérante. Celle-ci justifie de l'intérêt requis pour demander son annulation.

B.6. Dès lors que l'intérêt de la première partie requérante dans l'affaire 5093 est accueilli, il n'y a pas lieu d'examiner l'intérêt des deuxième et troisième parties requérantes.

B.7. Le recours en annulation dans l'affaire n° 5093 est recevable.

Quant au premier moyen dans l'affaire n° 5094

B.8. Il ressort des développements de la « première branche » du premier moyen que la Cour est invitée à statuer sur la conformité de l'article 3, 2°, du décret du 9 juillet 2010 avec l'article 4, 4°, avec l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1°, avec l'article 6bis, § 2, 4°, et avec l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Il est reproché à la disposition attaquée de permettre l'application des articles 5 à 9, 11 et 12 de ce décret aux « archives mortes » des institutions énumérées par l'article 4, 3^o à 9^o, du même décret.

B.9.1.1. L'article 127 de la Constitution dispose :

« § 1^{er}. Les Parlements de la Communauté française et de la Communauté flamande, chacun pour ce qui le concerne, règlent par décret :

1° les matières culturelles;

[...]

3° la coopération entre les communautés, ainsi que la coopération internationale, y compris la conclusion de traités, pour les matières visées aux 1° et 2°.

Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, arrête les matières culturelles visées au 1°, les formes de coopération visées au 3°, ainsi que les modalités de conclusion de traités, visée au 3°.

§ 2. Ces décrets ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, ainsi qu'à l'égard des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leurs activités, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté ».

B.9.1.2. L'attribution aux communautés du pouvoir de régler les matières culturelles trouve son origine dans l'ancien article 59bis de la Constitution, inséré dans celle-ci par la révision de la Constitution du 24 décembre 1970 instaurant notamment les « communautés culturelles ».

Le rapport de la Commission du Sénat relatif à cette révision de la Constitution indique que les « matières culturelles » visées par la disposition constitutionnelle précitée comprennent notamment la « protection du patrimoine culturel » (*Doc. parl.*, Sénat, 1969-1970, n° 402, pp. 26-27). « Le Ministre des Relations communautaires signale qu'il faut entendre notamment par là les réglementations concernant les monuments, les sites, le patrimoine culturel mobilier comme les œuvres d'art, les publications dont le dépôt est obligatoire, les archives, les enregistrements radiophoniques et télévisés présentant un intérêt pour l'histoire de la civilisation » (*ibid.*, p. 26).

B.9.2.1. L'article 2, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 21 juillet 1971 « relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle néerlandaise », abrogé par l'article 93 de la loi spéciale du 8 août 1980, disposait :

« Les matières culturelles visées à l'article 59bis, § 2, 1°, de la Constitution sont :

[...]

4° le patrimoine culturel, les musées et les autres institutions scientifiques culturelles;

5° les bibliothèques, discothèques et services similaires;

[...] ».

Ces matières culturelles doivent être définies en tenant compte des précisions mentionnées dans le rapport cité en B.9.1.2 (*Ann.*, Sénat, 7 juillet 1971, pp. 2342 et 2384; *Doc. parl.*, Chambre, 1970-1971, n° 1053/4, pp. 5 et 7).

Lors des travaux parlementaires précédant l'adoption de la loi spéciale du 21 juillet 1971, le « patrimoine culturel » était défini comme visant notamment le « patrimoine mobilier » et comprenant « entre autres la réglementation relative à l'exportation d'œuvres d'art; l'obligation du dépôt auprès d'une institution de droit public d'un ou de plusieurs exemplaires de toute publication quelconque qui est multipliée au moyen de l'imprimerie ou de procédés phonographiques ou cinématographiques; la conservation obligatoire d'enregistrements radiophoniques ou télévisés revêtant un intérêt pour l'histoire de la civilisation; l'obligation d'inventorier et de déposer les archives appartenant à des personnes de droit public; la fixation des règles de dépôt d'archives par des personnes de droit privé » (*Doc. parl.*, Sénat, 1970-1971, n° 400, pp. 4-5).

Les « musées et les autres institutions scientifiques culturelles » étaient définis comme englobant « notamment la création de musées, la fixation des conditions d'octroi de subventions pour la création, l'acquisition, la conservation d'édifices et de collections, l'accueil des visiteurs, la prospection (fouilles), l'établissement d'inventaires et l'organisation de services de prêts; les conditions auxquelles des collections peuvent être cédées en prêt, etc. » (*ibid.*, p. 5).

Les termes « bibliothèques, discothèques et services similaires » visaient « toutes formes de collections mises à la disposition du public : bibliothèques, y compris les bibliothèques mobiles, collections de journaux et de périodiques, collections d'enregistrements sonores et visuels », étant précisé que « cette compétence [comprenait] les conditions d'octroi de subventions pour la création et la conservation d'institutions, l'acquisition d'ouvrages, l'encouragement de la formation du personnel requis (par exemple bibliothécaires), etc. » (*ibid.*, p. 5).

Interrogé sur le sens à donner aux mots « institutions culturelles », le ministre de la Culture néerlandaise précisait qu'il s'agissait « d'institutions dont certaines sont actuellement communes, tels les grands musées de Bruxelles » (*Doc. parl.*, Sénat, 1970-1971, n° 497, p. 3). Le ministre des Relations communautaires indiquait par contre que « les institutions culturelles nationales, établies à Bruxelles, [relevaient] exclusivement de la compétence du législateur national » (*Doc. parl.*, Chambre, 1970-1971, n° 1053/4, p. 7).

B.9.2.2. L'article 4, 4° et 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980, complété par l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1988, dispose :

« Les matières culturelles visées à l'article 59bis, § 2, 1°, [actuellement l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°] de la Constitution sont :

[...]

4° le patrimoine culturel, les musées et les autres institutions scientifiques culturelles [] à l'exception des monuments et des sites ».

5° les bibliothèques, discothèques et services similaires;

[...] ».

Lors des travaux parlementaires de la loi spéciale, le ministre de la Communauté française observait que la matière visée par l'article 4, 5°, de la loi du 8 août 1980 visait « explicitement l'ensemble des méthodes permettant d'assurer la conservation et la diffusion des biens culturels », précisant que l'on ne pouvait « inclure n'importe quel type de banque de données » (*Doc. parl.*, Sénat, 1979-80, n° 434/2 p. 99).

A l'occasion de l'examen d'un amendement tendant à mentionner explicitement les « archives » dans l'intitulé de cette matière, le ministre de la Communauté française et le ministre des Réformes institutionnelles (F) observaient que les « archives au sens où elles sont touchées par la loi, organisant les archives générales du Royaume, [restaient] du domaine national et [échappaient] à la compétence des Conseils culturels » (*ibid.*, p. 100).

Le ministre de la Communauté française déclarait aussi à propos des bibliothèques :

« Dans le travail de partage qui s'impose, il faut non seulement tenir compte, pour les bibliothèques, de l'aspect communautaire, mais également d'autres facteurs. Les départements centraux peuvent en effet être amenés à constituer pour leur usage propre des bibliothèques destinées à leur bon fonctionnement; ces bibliothèques ne devraient pas ressortir de la compétence des communautés » (*Doc. parl.*, Chambre, 1979-1980, n° 627/10, pp. 37-38).

Il ajoutait :

« Il en va de même pour la formation des jeunes. Quant aux cours par correspondance, il s'agit d'un secteur qui est repris par les communautés. Une réponse identique peut être fournie en ce qui concerne le problème des archives. La gestion de la Bibliothèque royale demeure par exemple dans le domaine national. Ce serait en effet contraire au bon sens de scinder la Bibliothèque royale. En ce qui concerne les Archives nationales il faut tenir compte du bien commun » (*ibid.*, p. 38).

A la question de savoir si l'autorité nationale restait compétente pour régler le statut des « archives, autres que les archives de l'Etat », le même ministre répondait :

« [...] bien sûr les archives ou les banques de données peuvent être un des moyens nécessaires à la conservation d'un stock d'œuvres d'art par exemple.

Dès lors qu'il s'agit d'archives liées aux biens culturels, elles relèveront des compétences communautaires » (*ibid.*, p. 38).

Le Premier ministre estimait, à propos des archives, que « les Communautés sont compétentes pour les matières ne figurant pas dans la loi sur les Archives générales du Royaume » (*ibid.*, p. 38).

B.10.1. L'article 6bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980, inséré par l'article 5 de la loi spéciale du 8 août 1988 et remplacé par l'article 3, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 juillet 1993 « visant à achever la structure fédérale de l'Etat », dispose :

« Les Communautés et les Régions sont compétentes pour la recherche scientifique, dans le cadre de leurs compétences respectives, en ce compris la recherche en exécution d'accords ou d'actes internationaux ou supranationaux ».

L'article 6bis, § 2, 4°, de la même loi, inséré par l'article 5 de la loi spéciale du 8 août 1988 et remplacé par l'article 3, § 2, de la loi spéciale du 16 juillet 1993, dispose :

« L'autorité fédérale est toutefois compétente pour :

[...]

4° les établissements scientifiques et culturels fédéraux, en ce compris les activités de recherche et de service public de ces derniers. Le Roi désigne ces établissements par arrêté délibéré en Conseil des ministres. L'avis conforme des Gouvernements de Communauté et de Région est requis pour toute modification ultérieure de cet arrêté ».

Ces dispositions limitent aussi la compétence en matière de recherche scientifique de la Région de Bruxelles-Capitale (article 4, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises), de la Commission communautaire commune (article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989) et de la Commission communautaire française (article 4, 1°, du décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 « attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission Communautaire française »).

B.10.2. En vertu de l'article 6bis, § 2, 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980, l'autorité fédérale « conserve » sa compétence à l'égard des activités de recherche et des activités de service public des Archives générales du Royaume, étant précisé que les « efforts pour assurer la continuité des activités de recherche de ces établissements scientifiques fédéraux, à l'appui de leur mission de service public et en coopération avec les centres de recherche universitaires, seront poursuivis » (*Doc. parl.*, Sénat, 1992-1993, n° 558/1, pp. 30-32). Il s'agit d'une « compétence spécifique » de l'autorité fédérale, qui s'ajoute à la « compétence parallèle » relative à la recherche scientifique dont elle dispose dans les matières qui sont de sa compétence (*ibid.*, n° 558/5, p. 69).

B.10.3. En exécution de l'article 6bis, § 2, 4^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 octobre 1996 « désignant les établissements scientifiques et culturels fédéraux » disposait, avant sa modification par les articles 1^{er} et 2, 1^o, de l'arrêté royal du 9 avril 2007 « modifiant l'arrêté royal du 30 octobre 1996 désignant les établissements scientifiques et culturels fédéraux » :

« Les établissements scientifiques et culturels fédéraux sont :

1^o Etablissements scientifiques de l'Etat relevant du Ministre ayant la politique scientifique dans ses attributions :

a) Les archives générales du Royaume et les Archives de l'Etat dans les provinces;

[...] ».

Cette disposition - qui est une règle établie en vertu de la Constitution pour déterminer les compétences respectives de l'autorité fédérale, des communautés et des régions au sens de l'article 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 - est entrée en vigueur le jour de sa publication (article 2 de l'arrêté royal du 30 octobre 1996), soit le 7 décembre 1996.

B.10.4. A cette date, « Les Archives générales du Royaume et les Archives de l'Etat dans les provinces » faisaient partie des « établissements scientifiques de premier niveau » (article 1^{er}, premier tiret, de l'arrêté royal du 21 avril 1965 « fixant la liste et le niveau des établissements scientifiques relevant de l'Administration de la Recherche scientifique du Ministère de l'Education nationale et de la Culture », avant son abrogation par l'article 3, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 5 septembre 2001 « fixant le niveau et la structure des établissements scientifiques fédéraux relevant du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions »).

Cet établissement assumait alors des « activités de recherche scientifique et des missions de service public liées à ces activités » (article 1^{er}, de l'arrêté royal du 20 avril 1965 relatif au statut organique des établissements scientifiques de l'Etat), ses « compétences » et ses « attributions générales » devant être fixées par le Roi (article 2, alinéa 2, du même arrêté royal, avant son remplacement par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 26 mai 1999 « modifiant l'arrêté royal du 20 avril 1965 relatif au statut organique des établissements scientifiques de l'Etat »).

B.10.5.1. L'autorité fédérale est, par conséquent, seule compétente pour régler non seulement l'organisation et le fonctionnement de l'établissement scientifique dénommé « Les Archives générales du Royaume et les Archives de l'Etat dans les provinces », mais aussi les « activités de recherche et de service public » que cet établissement exerçait le 7 décembre 1996.

A cette date, certaines de ces activités étaient décrites par la loi du 24 juin 1955 relative aux archives - telle qu'elle était libellée avant sa modification par les articles 126 à 132 de la loi du 6 mai 2009 portant des dispositions diverses.

Cette loi du 24 juin 1955 était alors exécutée par l'arrêté royal du 12 décembre 1957, abrogé ultérieurement par l'article 30 de l'arrêté royal du 18 août 2010 « portant exécution des articles 1^{er}, 5 et 6bis de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives ».

B.10.5.2. L'article 1^{er} de la loi du 24 juin 1955 disposait alors :

« Les documents datant de plus de cent ans conservés par les tribunaux de l'ordre judiciaire, le Conseil d'Etat, les administrations de l'Etat et les provinces sont déposés - sauf dispense régulièrement accordée - aux Archives de l'Etat.

Les documents datant de plus de cent ans conservés par les communes et par les établissements publics peuvent être déposés aux Archives de l'Etat.

Toutefois, en ce qui concerne les archives des communes, le dépôt est obligatoire lorsque les dispositions de l'article 100 de la loi communale ne sont pas respectées.

Il pourra être procédé au dépôt aux Archives de l'Etat des documents ayant moins de cent ans et ne présentant plus d'utilité administrative, à la demande des autorités publiques auxquelles elles appartiennent.

Les archives appartenant à des particuliers ou des associations privées peuvent également être transférées aux Archives de l'Etat à la demande des intéressés.

Le Roi détermine les modalités selon lesquelles s'opéreront ces dépôts et transferts et les conditions dans lesquelles les autorités visées à l'alinéa 1^{er} du présent article sont dispensées de déposer leurs archives ».

Le 7 décembre 1996, le texte de l'article 100 de la loi communale du 30 mars 1836 était, à la suite de la coordination réalisée par l'arrêté royal du 24 juin 1988, devenu l'article 132 de la Nouvelle loi communale qui, à la suite de sa modification par l'article 2, § 3, de la loi du 27 mai 1989, disposait alors :

« Le collège des bourgmestre et échevins veille à la garde des archives, des titres et des registres de l'état civil; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ».

Les cours et tribunaux, le Conseil d'Etat, la plupart des administrations de l'Etat et les provinces étaient alors tenus de déposer leurs documents de plus de cent ans tous les dix ans, selon le cas, aux « archives générales du Royaume », aux « archives de l'Etat de la province » ou dans les « dépôts d'arrondissement » créés dans certaines communes sur proposition de l'archiviste général du Royaume (article 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 12 décembre 1957; article 3 du même arrêté modifié par l'article 2 de l'arrêté royal du 28 novembre 1963 « créant des dépôts d'archives dans les communes qui auront passé avec le Ministre de l'Education nationale et de la Culture des conventions mettant à la disposition des Archives générales du Royaume les locaux nécessaires au dépôt et à la consultation de ces archives »; articles 1^{er} et 5 de l'arrêté royal du 28 novembre 1963).

Les dépôts - facultatifs ou obligatoires - de documents datant de plus de cent ans effectués par les communes et par les établissements publics, de même que les dépôts facultatifs de documents appartenant à toute autorité publique ayant moins de cent ans et ne présentant plus d'utilité administrative avaient lieu aux mêmes endroits (article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 12 décembre 1957).

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ainsi que le ministère de la Défense étaient dispensés de déposer leurs archives (article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 12 décembre 1957).

En outre, aucune des autorités publiques précitées ne devait déposer, ni les « documents présentant une utilité administrative incontestable pour les autorités intéressées ou constituant des pièces pour leurs musées documentaires ou didactiques », ni les « doubles [ou] copies de documents » (article 4, § 2, 1^o et 2^o, de l'arrêté royal du 12 décembre 1957). Les tribunaux de première instance ne devaient pas non plus déposer « les doubles des registres de l'état civil postérieurs à l'arrêté du 29 prairial an IV (17 juin 1796) en possession [de leur greffe] » (article 4, § 2, 3^o, de l'arrêté royal du 12 décembre 1957).

B.10.5.3. Le 7 décembre 1996, l'article 2 de la loi du 24 juin 1955 disposait :

« Les documents versés aux Archives de l'Etat ne peuvent être détruits sans le consentement des autorités responsables ou de la personne privée qui en a opéré le transfert ».

B.10.5.4. L'article 3 de la loi du 24 juin 1955 disposait :

« Les documents déposés aux Archives de l'Etat en vertu de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont publics. Un règlement d'ordre intérieur, arrêté par le Ministre de l'Instruction publique, détermine les modalités selon lesquelles ils sont communiqués aux chercheurs.

Les expéditions ou extraits sont délivrés par les conservateurs des archives, signés par eux et munis du sceau du dépôt; ils font ainsi foi en justice ».

B.10.5.5. L'article 4 de la loi du 24 juin 1955 disposait :

« Le règlement d'ordre intérieur arrêté par le Ministre de l'Instruction publique détermine également les conditions dans lesquelles les documents déposés aux Archives de l'Etat en vertu de l'article 1^{er}, alinéas 4 et 5, peuvent être consultés ».

B.10.5.6. L'article 5 de la loi du 24 juin 1955 disposait :

« Les autorités visées à l'article 1^{er}, alinéas 1 et 2, ne pourront procéder à la destruction de documents sans avoir obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués ».

Sans cette interdiction, l'objectif de la loi, à savoir l'organisation « dans l'intérêt de la recherche historique [...] d'un service d'archives bien organisé », ne pourrait être atteint (*Doc. parl.*, Sénat, 1951-1952, n° 282, pp. 3-5; *Doc. parl.*, Chambre, 1954, n° 84/2, p. 1). L'interdiction de procéder à la destruction de documents sans autorisation préalable ne concernait pas seulement les autorités publiques tenues de déposer leurs documents aux Archives de l'Etat. Elle s'appliquait aussi aux autorités publiques qui n'étaient pas tenues d'effectuer un tel dépôt, à savoir les communes et les établissements publics.

B.10.5.7. Le 7 décembre 1996, l'article 6 de la loi du 24 juin 1955 disposait :

« Les documents détenus par les autorités visées à l'article 1^{er}, alinéas 1 et 2, sont sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués ».

Cette règle s'appliquait aussi aux autorités qui n'étaient pas obligées de déposer leurs archives, telles que les communes et les établissements publics.

B.11.1. Il résulte de ce qui précède que seule l'autorité fédérale est compétente pour adopter des règles visant à assurer la conservation à long terme des documents qui ne présentent plus d'utilité administrative et qui appartiennent aux provinces, aux communes et aux établissements publics. Ces règles portent notamment sur la surveillance de ces documents, sur la sélection des documents qui peuvent ou non être détruits ainsi que sur les conditions et les modalités d'une éventuelle destruction.

B.11.2. Un district au sens de l'article 4, 3^o, du décret du 9 juillet 2010 est un « organe territorial intracommunal » au sens de l'article 41, alinéas 2 et 3, de la Constitution qu'il convient d'assimiler, en l'espèce, à la commune.

Le centre public d'action sociale est un établissement public au sens de l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 24 juin 1955. Il en va de même des fabriques d'église et des autres établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, ainsi que des polders et des waterings.

Certaines des « autres institutions communales et provinciales » au sens de l'article 4, 9^o, du décret du 9 juillet 2010 peuvent aussi être qualifiées d'établissements publics.

D'autres « institutions communales et provinciales » visées par cette dernière disposition, ainsi que les structures de coopération intercommunale visées à l'article 4, 5^o, du même décret et les associations mentionnées au titre VIII du décret du 19 décembre 2008 « relatif à l'organisation des centres publics d'aide sociale » et visées par l'article 4, 6^o du même décret ne sont, par contre, pas des établissements publics au sens de la loi du 24 juin 1955.

B.12. Le décret du 9 juillet 2010 s'applique aux documents appartenant aux communes, provinces et établissements publics visés en B.11.

La définition des « documents d'archives » énoncée à l'article 3, 2^o, de ce décret englobe tant les documents qui ont encore une utilité administrative que ceux qui n'ont plus d'utilité administrative.

Les règles que contiennent les articles 5 à 9, 11 et 12 du même décret s'appliquent donc notamment à la conservation à long terme des documents qui n'ont plus d'utilité administrative.

En ce qu'il a pour effet que les articles 5 à 9, 11 et 12 du même décret s'appliquent aux documents qui n'ont plus d'utilité administrative et qui appartiennent aux autorités publiques précitées, l'article 3, 2^o, du décret du 9 juillet 2010 règle une matière fédérale.

B.13.1. L'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

« Les décrets peuvent porter des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles les Parlements ne sont pas compétents, dans la mesure où ces dispositions sont nécessaires à l'exercice de leur compétence ».

Cette disposition autorise notamment la Région flamande et la Communauté flamande à adopter un décret réglant une matière fédérale pour autant que cet empiètement soit nécessaire à l'exercice de compétences régionales ou communautaires, que la matière fédérale se prête à un règlement différencié et que l'incidence de cet empiètement ne soit que marginale.

B.13.2. Lors des travaux préparatoires du décret du 9 juillet 2010, le ministre compétent déclarait à ce propos :

« Cet excès de compétence est, en premier lieu, nécessaire pour pouvoir exercer les propres compétences. Le législateur décrétole flamand a indéniablement d'importantes compétences relatives à l'organisation des archives. Il n'est ainsi pas seulement compétent pour l'organisation des archives de ses propres institutions mais aussi pour les archives d'institutions à l'égard desquelles il dispose d'une compétence organique à la suite de la réforme de l'Etat et ceci au moins pour les archives dynamiques. Dans le domaine de l'accès aux documents d'archives de ces administrations décentralisées, le législateur décrétole flamand est aussi et reste compétent s'il s'agit de l'organisation de l'accès aux documents administratifs et pour imposer des limites à la publicité, pour autant que ces limites concernent des matières relevant de la compétence du législateur décrétole, et ce également pour ces documents d'archives qui appartiennent aux archives statiques. Afin de pouvoir mener une politique cohérente pour toutes les archives des institutions dont l'organisation relève de la compétence du législateur décrétole flamand, l'intervention de celui-ci est nécessaire pour toutes les archives, quelle que soit leur situation.

En outre, la compétence fédérale offre la possibilité d'une approche différenciée. Dans la mesure où l'autorité fédérale est compétente pour certains aspects de l'organisation des archives, rien n'exclut que les législateurs décrétoaux édictent leurs propres normes qui offrent de meilleures garanties pour la conservation et l'ouverture des documents d'archives des institutions dont l'organisation relève de la compétence du législateur décrétole flamand. Dans la mesure où le législateur fédéral est alors compétent, le législateur décrétole flamand ne porte d'ailleurs pas atteinte aux normes minimales du législateur fédéral.

L'incidence sur la compétence fédérale éventuelle est marginale en ce sens que le législateur décréteil ne touche pas à l'organisation des Archives générales du Royaume et des Archives de l'Etat dans les provinces. Le législateur décréteil ne porte pas davantage atteinte à la compétence du législateur fédéral relative aux documents d'archives des institutions qui sont organisées par celui-ci. En outre, le législateur décréteil flamand ne porte pas atteinte aux normes minimales fédérales existantes pour l'organisation des documents d'archives des institutions décentralisées organisées par le législateur décréteil flamand » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2009-2010, n° 547/1, p. 8).

B.13.3.1.1. L'article 128 de la Constitution dispose :

« § 1^{er}. Les Parlements de la Communauté française et de la Communauté flamande règlent par décret, chacun en ce qui le concerne, les matières personnalisables, de même qu'en ces matières, la coopération entre les communautés et la coopération internationale, y compris la conclusion de traités.

Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, arrête ces matières personnalisables, ainsi que les formes de coopération et les modalités de conclusion de traités.

§ 2. Ces décrets ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, ainsi que, sauf si une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, en dispose autrement, à l'égard des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leur organisation, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté ».

L'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980, remplacé par l'article 1^{er} de la loi spéciale du 16 juillet 1993, dispose :

« Les matières personnalisables visées à l'article 59bis, § 2bis, [actuellement l'article 128, § 1^{er}] de la Constitution, sont :

[...]

II. En matière d'aide aux personnes :

[...]

2° La politique d'aide sociale, en ce compris les règles organiques relatives aux centres publics d'aide sociale, à l'exception :

a) de la fixation du montant minimum, des conditions d'octroi et du financement du revenu légalement garanti, conformément à la législation instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

b) des matières relatives aux centres publics d'aide sociale, réglées par les articles 1^{er} et 2 et dans les chapitres IV, V et VII de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale sans préjudice de la compétence des Communautés d'octroyer des droits supplémentaires ou complémentaires;

c) des matières relatives aux centres publics d'aide sociale réglées dans la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique;

d) des règles relatives aux centres publics d'aide sociale des communes visées aux articles 6 et 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et des communes de Comines-Warneton et Fourons, inscrites dans les articles 6, § 4, 11, § 5, 18ter, 27, § 4, et 27bis § 1^{er}, dernier alinéa, de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale et dans la loi du 9 août 1988 portant modification de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux.

[...] ».

B.13.3.1.2. La compétence de la Communauté flamande afférente aux « règles organiques relatives aux centres publics d'aide sociale » contient, en principe, celle de régler la conservation des documents présentant encore une utilité administrative qui appartiennent aux institutions de ce type qui sont sises dans la région de langue néerlandaise.

B.13.3.2.1. L'article 39 de la Constitution dispose :

« La loi attribue aux organes régionaux qu'elle crée et qui sont composés de mandataires élus, la compétence de régler les matières qu'elle détermine, à l'exception de celles visées aux articles 30 et 127 à 129, dans le ressort et selon le mode qu'elle établit. Cette loi doit être adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa ».

L'article 41, alinéas 2 à 4, de la Constitution dispose :

« La règle visée à l'article 134 définit les compétences, les règles de fonctionnement et le mode d'élection des organes territoriaux intracommunaux pouvant régler des matières d'intérêt communal.

Ces organes territoriaux intracommunaux sont créés dans les communes de plus de 100.000 habitants à l'initiative de leur conseil communal. Leurs membres sont élus directement. En exécution d'une loi adoptée à la majorité définie à l'article 4, dernier alinéa, le décret ou la règle visée à l'article 134 règle les autres conditions et le mode suivant lesquels de tels organes territoriaux intracommunaux peuvent être créés.

Ce décret et la règle visée à l'article 134 ne peuvent être adoptés qu'à la majorité des deux tiers des suffrages émis, à la condition que la majorité des membres du Parlement concerné se trouve réunie ».

B.13.3.2.2. L'article 6, § 1^{er}, III, 10°, de la loi spéciale du 8 août 1980, modifié par l'article 4, § 5, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1988 dispose :

« Les matières visées à l'article 107quater [actuellement l'article 39] de la Constitution sont :

[...]

III. En ce qui concerne la rénovation rurale et la conservation de la nature :

[...]

10° Les polders et les waterings ».

B.13.3.2.3. L'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980, remplacé par l'article 4 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 « portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés », dispose :

« Les matières visées à l'article 107quater [actuellement l'article 39] de la Constitution sont :

[...]

VIII. En ce qui concerne les pouvoirs subordonnés :

1° la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions provinciales et communales, à l'exception :

- des règles inscrites dans la loi communale, la loi électorale communale, la loi organique des centres publics d'aide sociale, la loi provinciale, le Code électoral, la loi organique des élections provinciales et la loi organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux en vertu de la loi du 9 août 1988 portant modification de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux;

- des règles inscrites dans les articles 5, 5bis, 70, 3° et 8°, 126, deuxième et troisième alinéas, et le titre XI de la loi provinciale;
- des règles inscrites dans les articles 125, 126, 127 et 132 de la nouvelle loi communale, dans la mesure où elles concernent les registres de l'état civil;
- de l'organisation de et de la politique relative à la police, en ce compris l'article 135, § 2, de la nouvelle loi communale, et aux services d'incendie;
- des régimes de pension du personnel et des mandataires.

Les régions exercent cette compétence, sans préjudice des articles 279 et 280 de la nouvelle loi communale.

Les conseils communaux ou provinciaux règlent tout ce qui est d'intérêt communal ou provincial; ils délibèrent et statuent sur tout objet qui leur est soumis par l'autorité fédérale ou par les communautés.

Les gouverneurs des provinces, le gouverneur et le vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, l'adjoint du gouverneur de la province de Brabant flamand, les commissaires d'arrondissement et les commissaires d'arrondissement adjoints sont nommés et révoqués par le gouvernement de région concerné, sur l'avis conforme du Conseil des Ministres.

Lorsqu'un gouvernement de région ou de communauté demande des informations contenues dans les registres de l'état civil, l'officier de l'état civil donne immédiatement suite à cette demande ».

Au moment de l'entrée en vigueur de ce texte, l'article 132 de la Nouvelle loi communale - qui reproduit le texte de l'article 100, alinéa 1^{er}, de la loi communale du 30 mars 1836 -, disposait :

« Le collège des bourgmestre et échevins veille à la garde des archives, des titres et des registres de l'état civil; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ».

La matière visée à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 comprend, entre autres, la « réglementation relative à la conservation des documents provinciaux et communaux dans les archives provinciales ou communales » (*Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 2-709/1, p. 9).

B.13.3.2.4. L'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, inséré par l'article 4 de la loi spéciale du 13 juillet 2001, dispose :

« Les matières visées à l'article 107^{quater} [actuellement l'article 39] de la Constitution sont :

[...]

VIII. En ce qui concerne les pouvoirs subordonnés :

[...]

6° les fabriques d'églises et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, à l'exception de la reconnaissance des cultes et des traitements et pensions des ministres des cultes ».

B.13.3.2.5. Il ressort de ce qui précède que la Région flamande est, en principe, compétente pour régler la conservation des documents présentant encore une utilité administrative qui appartiennent aux polders et aux wateringues, aux fabriques d'églises et aux autres établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, ainsi qu'aux institutions provinciales, aux institutions communales et aux organes territoriaux intracommunales.

B.13.3.3. Il peut certes être considéré comme souhaitable que l'application des règles visées en B.13.3.1.2 et en B.13.3.2.5 soit aisément compatible avec celle des règles fédérales relatives à la conservation des documents ne présentant plus d'utilité administrative qui appartiennent aussi à ces autorités publiques.

Il n'est cependant pas nécessaire pour l'exercice des compétences communautaires et régionales précitées, en l'espèce, que la Communauté flamande ou la Région flamande adopte des règles qu'il appartient à l'autorité fédérale d'adopter.

B.13.4. En outre, l'application des articles 5 à 9, 11 et 12 du décret du 9 juillet 2010 aux documents qui n'ont plus d'utilité administrative et qui appartiennent aux autorités publiques visées en B.13.3.1.2 et en B.13.3.2.5 a une incidence plus que marginale sur l'exercice, par l'autorité fédérale, de sa propre compétence.

Le respect des règles relatives à la conservation, à la sélection et à la destruction de ces documents ne paraît pas compatible avec l'exercice de certaines des activités de l'établissement scientifique dénommé « Les Archives générales du Royaume et les Archives de l'Etat dans les provinces », telles que décrites aux articles 1^{er}, 5 et 6 de la loi du 24 juin 1955, tels qu'ils étaient libellés le 7 décembre 1996.

B.13.5. Par conséquent, même s'il était admis que la matière fédérale en cause se prête à une réglementation différenciée, l'empiètement de compétence résultant de l'article 3, 2°, du décret du 9 juillet 2010 ne pourrait être justifié sur la base de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.14. Il résulte de ce qui précède que, dans la mesure indiquée en B.12, la disposition précitée n'est pas compatible avec les articles 6bis et 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, lus en combinaison avec l'article 1^{er}, 1^o, a), de l'arrêté royal du 30 octobre 1996 désignant les établissements scientifiques fédéraux.

B.15. En sa première branche, le premier moyen est fondé.

B.16. L'examen de la seconde branche du premier moyen ne pourrait mener à une annulation plus étendue.

Quant au deuxième moyen dans l'affaire n° 5094

B.17. Il ressort des développements du deuxième moyen que la Cour est invitée à statuer sur la conformité de l'article 3, 2°, et de l'article 4, 3^o et 4^o, du décret du 9 juillet 2010 à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, et à l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 2, de la même loi, lus ou non en combinaison avec le principe de proportionnalité et avec l'article 143, § 1^{er}, de la Constitution.

Il est reproché aux dispositions attaquées de permettre l'application de l'ensemble des dispositions du décret du 9 juillet 2010 à la conservation des « archives vivantes » des provinces et des communes qui concernent des matières fédérales visées par l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, troisième, quatrième et cinquième tirets, de la loi spéciale du 8 août 1980, et par l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 2, de la même loi.

B.18.1. L'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, troisième, quatrième et cinquième tirets, de la loi spéciale du 8 août 1980, précité, dispose :

« Les matières visées à l'article 107^{quater} [actuellement l'article 39] de la Constitution sont :

[...]

VIII. En ce qui concerne les pouvoirs subordonnés :

1° la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions provinciales et communales, à l'exception :

[...]

- des règles inscrites dans les articles 125, 126, 127 et 132 de la nouvelle loi communale, dans la mesure où elles concernent les registres de l'état civil;

- de l'organisation de et de la politique relative à la police, en ce compris l'article 135, § 2, de la nouvelle loi communale, et aux services d'incendie;

- des régimes de pension du personnel et des mandataires ».

B.18.2. L'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, inséré par l'article 4 de la loi spéciale du 13 juillet 2001, dispose :

« Les matières visées à l'article 107^{quater} [actuellement l'article 39] de la Constitution sont :

[...]

VIII. En ce qui concerne les pouvoirs subordonnés :

[...]

Les actes, règlements et ordonnances des autorités des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes et des autres autorités administratives ne peuvent être contraires aux lois et aux arrêtés de l'autorité fédérale ou aux décrets et arrêtés des communautés, qui peuvent, en tout cas, charger ces autorités de leur exécution, et d'autres missions, en ce compris donner un avis, ainsi que d'inscrire au budget toutes les dépenses qu'elles imposent à ces autorités ».

B.19. La compétence régionale de régler l'« organisation » et le « fonctionnement » des provinces et des communes inclut notamment celle de régler « l'organisation des services communaux et provinciaux » et la « conservation des documents provinciaux et communaux dans les archives provinciales ou communales » (*Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 2-709/1, pp. 8-9).

Il appartient cependant à l'autorité fédérale de régler ces aspects de l'« organisation » et du « fonctionnement » des provinces et des communes quand ils concernent les « règles inscrites dans les articles 125, 126, 127 et 132 de la nouvelle loi communale, dans la mesure où elles concernent les registres de l'état civil », l'organisation de la police et des services d'incendie, la politique relative à la police et à ces services, les régimes de pension du personnel provincial et communal et des mandataires provinciaux et communaux (*ibid.*, pp. 9-10), ainsi que l'exécution de la réglementation fédérale et des missions confiées par l'autorité fédérale.

Dans ces matières, seule l'autorité fédérale est compétente pour régler la conservation des documents appartenant aux provinces et communes et présentant encore une utilité administrative.

B.20. Le décret du 9 juillet 2010 s'applique à tous les documents qui ont encore une utilité administrative et qui appartiennent aux provinces et aux communes (article 3, 2°, et article 4, 3° et 4°).

Les règles du même décret relatives à la conservation de ce type de documents s'appliquent donc aux documents qui concernent une matière régionale, une matière communautaire ou une matière fédérale.

En ce que l'article 3, 2°, et l'article 4, 3° et 4°, du décret du 9 juillet 2010 ont pour effet que les dispositions du même décret relatives à la conservation des documents s'appliquent aux documents provinciaux et communaux qui ont encore une utilité administrative et qui concernent une matière fédérale, ils règlent une matière fédérale.

B.21. Il résulte de ce qui précède que, dans la mesure où elles permettent l'application des dispositions du décret du 9 juillet 2010 relatives à la conservation des documents appartenant aux provinces et aux communes présentant encore une utilité administrative et qui

concernent les matières fédérales visées par l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1°, troisième, quatrième et cinquième tirets, de la loi spéciale du 8 août 1980, et par l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 2, de la même loi, les dispositions attaquées ne sont pas compatibles avec ces deux dernières dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.22. Le deuxième moyen est fondé.

Quant à l'affaire n° 5093

B.23. Les moyens allégués dans l'affaire n° 5093 ne pouvant conduire à une annulation plus étendue, il n'y a pas lieu de les examiner.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 3, 2°, du décret flamand du 9 juillet 2010 « relatif à l'organisation des archives administratives et de gestion », en ce qu'il a pour effet que les articles 5 à 9, 11 et 12 du même décret s'appliquent aux documents qui n'ont plus d'utilité administrative et qui appartiennent aux communes, provinces et aux établissements publics visés en B.11;

- annule l'article 3, 2°, et l'article 4, 3° et 4°, du même décret en ce qu'ils ont pour effet que les dispositions de ce décret s'appliquent à la conservation des documents appartenant aux provinces et aux communes présentant encore une utilité administrative et qui concernent les matières fédérales visées par l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1°, troisième, quatrième et cinquième tirets, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et par l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 2, de la même loi;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 3 mai 2012.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

R. Henneuse.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2012 — 2118

[2012/202787]

Uittreksel uit arrest nr. 57/2012 van 3 mei 2012

Rolnummers 5093 en 5094

In zake: de beroepen tot vernietiging van het Vlaamse decreet van 9 juli 2010 betreffende de bestuurlijk-administratieve archiefwerking, ingesteld door de vzw « Association des Archivistes Francophones de Belgique » en anderen en door de Ministerraad.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters R. Henneuse en M. Bossuyt, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter R. Henneuse,

wijst na beraad het volgende arrest:

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 3 en 4 februari 2011 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 7 februari 2011, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van het Vlaamse decreet van 9 juli 2010 betreffende de bestuurlijk-administratieve archiefwerking (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 2010) respectievelijk door de vzw « Association des Archivistes Francophones de Belgique », met maatschappelijke zetel te 7110 Houdeng-Aimeries, rue de l'Hospice 125, Claude de Moreau de Gerbehaye, wonende te 5170 Rivière, rue de Bois Laiterie 84, en Claude Depauw, wonende te 7700 Moeskroen, Sint-Germanastraat 176, en door de Ministerraad.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 5093 en 5094 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. Het decreet van de Vlaamse Gemeenschap en van het Vlaamse Gewest van 9 juli 2010 « betreffende de bestuurlijk-administratieve archiefwerking » bepaalt:

« HOOFDSTUK 1. - Algemene bepalingen, definities en toepassingsgebied

Artikel 1. Dit decreet regelt een gemeenschaps- en gewestaangelegenheid.

Art. 2. Dit decreet wordt aangehaald als: het Archiefdecreet van 9 juli 2010.

Art. 3. In dit decreet wordt verstaan onder:

1° archiefbeheer: het organiseren en uitvoeren van de archiefvorming, het ontsluiten, het toegankelijk maken, het selecteren, het vernietigen of bewaren en het beschikbaar stellen van de archiefdocumenten;

2° archiefdocumenten: alle documenten die ongeacht hun datum, vorm, ontwikkelingsstadium of drager naar hun aard bestemd zijn om te berusten onder de zorgdrager die ze heeft ontvangen, verworven of opgemaakt uit hoofde van zijn activiteiten of taken of ter handhaving van zijn rechten;

3° archiefzorg: de bestuurlijke verantwoordelijkheid voor het archiefbeheer;

4° selectielijst: staat van categorieën archiefdocumenten die voor blijvende bewaring dan wel voor vernietiging in aanmerking komen, voorafgegaan door een verantwoording, met vermelding van termijnen na het verstrijken waarvan de vernietiging wel of niet mag plaatsvinden.

Art. 4. Dit decreet is van toepassing op de volgende instanties:

1° de door de decreetgever opgerichte administratieve rechtscolleges;

2° de diensten, instellingen en rechtspersonen die afhangen van de Vlaamse Gemeenschap of het Vlaamse Gewest;

3° de gemeenten en de districten;

4° de provincies;

5° de intergemeentelijke samenwerkingsverbanden;

6° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de verenigingen, vermeld in titel 7 en 8 van het decreet van 19 december 2008 betreffende de organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

7° de kerkfabrieken en de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten;

8° de polders en de wateringen;

9° de andere gemeentelijke en provinciale instellingen, met inbegrip van de verenigingen zonder winstoogmerk waarin een of meer gemeenten of provincies minstens de helft van de stemmen in een van de beheersorganen hebben.

Zij worden elk hierna zorgdrager genoemd.

HOOFDSTUK 2. - Zorg en beheer

Art. 5. § 1. Elke zorgdrager draagt de archiefzorg over de onder hem berustende archiefdocumenten. De archiefdocumenten zijn onvervreemdbaar en zijn niet voor verjaring vatbaar.

§ 2. Elke zorgdrager brengt en bewaart de onder hem berustende archiefdocumenten in goede, geordende en toegankelijke staat gedurende de volledige levenscyclus, van de creatie, verwerving of ontvangst tot aan de eventuele vernietiging.

§ 3. De Vlaamse Regering stelt de nadere bepalingen vast inzake de goede, geordende en toegankelijke staat.

Art. 6. § 1. De archiefzorg van opgeheven of samengevoegde zorgdragers wordt gedragen door de rechtsoptvolger.

§ 2. Voor archiefdocumenten van zorgdragers die gesplitst worden, treffen de rechtsoptvolgers in onderlinge overeenstemming een regeling.

§ 3. Archiefdocumenten van zorgdragers zonder rechtsoptvolger worden toevertrouwd aan een bij de ontbinding aangewezen zorgdrager.

§ 4. Bij ontstentenis van een regeling binnen een redelijke termijn wijst de Vlaamse Regering een zorgdrager aan waaraan de archiefdocumenten worden toevertrouwd.

Art. 7. § 1. Het archiefbeheer voldoet aan de volgende criteria:

1° de wijze waarop de zorgdrager zijn archiefdocumenten in goede, geordende en toegankelijke staat brengt en bewaart, wordt vastgesteld in procedures;

2° de archiefdocumenten worden ontsloten in openbare staten, die bekendgemaakt worden;

3° de archiefdocumenten die de zorgdrager niet heeft ontvangen of opgemaakt uit hoofde van zijn activiteiten of taken of ter handhaving van zijn rechten, maar van een derde heeft verworven, en die door de wilsuiking van die derde niet of beperkt raadpleegbaar zijn, worden beschreven in een openbare staat, die bekendgemaakt wordt;

4° de uitvoerders van het archiefbeheer zijn voldoende deskundig om die taak uit te voeren;

5° de uitvoerders van het archiefbeheer zijn onderworpen aan een deontologische code.

§ 2. De Vlaamse Regering stelt de nadere bepalingen vast voor de criteria, vermeld in paragraaf 1.

Art. 8. De zorgdragers kunnen op het vlak van hun archiefbeheer onderling samenwerken, met inachtneming van de geldende regelgeving.

Art. 9. § 1. De Vlaamse Regering kan, in overleg met de betrokken zorgdragers, een externe audit van het archiefbeheer bij de zorgdragers uitvoeren.

§ 2. De audit omvat ten minste :

1° de controle op de naleving van de bepalingen over archiefzorg, vermeld in artikel 5 en 6;

2° de controle op het archiefbeheer, vermeld in artikel 7;

3° de controle op de naleving van de selectielijsten, vermeld in artikel 12;

4° de controle op het verlenen van toegang tot archiefdocumenten voor wetenschappelijke doeleinden, vermeld in artikel 14;

5° een identificatie van de mogelijkheden tot verbetering van de effectiviteit en de efficiëntie van het archiefbeheer van de betrokken zorgdragers.

§ 3. De Vlaamse Regering stelt de nadere bepalingen vast inzake de werking, de financiering en de periodiciteit van de audit.

HOOFDSTUK 3. - Ondersteuning

Art. 10. De Vlaamse Regering zorgt in het kader van de ondersteuning van de archiefzorg en het archiefbeheer bij zorgdragers voor de uitoefening van de volgende taken :

1° administratieve ondersteuning van de selectiecommissies;

2° beeldvorming en communicatie;

3° beheer van het centrale register, vermeld in artikel 16;

4° praktijkondersteuning;

5° praktijkontwikkeling;

6° zorg voor de onderlinge consistentie van de selectielijsten.

De Vlaamse Regering kan de taken vermeld in het eerste lid, concretiseren of aanvullen.

HOOFDSTUK 4. - Selectie en vernietiging

Art. 11. § 1. De Vlaamse Regering stelt per bestuursniveau een selectiecommissie samen, belast met het opstellen en op geregelde tijdstippen actualiseren van de algemene selectielijst voor dat bestuursniveau. De selectiecommissie bestaat uit leden die in hoge mate vertrouwd zijn met de materie.

§ 2. Als een of meer archiefdocumenten of categorieën van archiefdocumenten niet opgenomen zijn in een algemene selectielijst, kan een zorgdrager een aanvullende, specifieke selectielijst voorleggen aan de betrokken selectiecommissie.

De selectiecommissie toetst de specifieke selectielijsten aan de bepalingen van paragraaf 3, en bezorgt ze aan de Vlaamse Regering.

§ 3. Bij het ontwerpen van een selectielijst moet rekening gehouden worden met :

1° de taak van de zorgdragers;

2° de verhouding van de zorgdragers tot andere zorgdragers;

3° de waarde van de archiefdocumenten als bestanddeel van het culturele patrimonium;

4° het belang van de in de archiefdocumenten voorkomende gegevens voor zorgdragers, recht- of bewijszoekenden of wetenschappelijke doeleinden.

Bij de selectielijst wordt een verantwoording gevoegd.

§ 4. De Vlaamse Regering bekrachtigt de selectielijsten. De selectielijsten worden bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van de Vlaamse Regering.

§ 5. De Vlaamse Regering stelt de nadere bepalingen vast inzake de selectielijsten, de samenstelling en de werking van de selectiecommissies, alsook de vergoedingen die uitgekeerd kunnen worden aan de leden ervan.

Art. 12. § 1. Zorgdragers kunnen archiefdocumenten alleen vernietigen als ze over een vastgestelde selectielijst beschikken en als die vernietiging overeenstemt met de bepalingen van de vastgestelde selectielijst.

§ 2. Zorgdragers houden van de vernietiging van archiefdocumenten een gedateerde verklaring bij, die ten minste een specificatie van de vernietigde archiefdocumenten bevat, en die aangeeft op grond waarvan de vernietiging is uitgevoerd. Die verklaring is openbaar en wordt bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van de Vlaamse Regering.

HOOFDSTUK 5. - Toegang tot archiefdocumenten

Art. 13. § 1. Op archiefdocumenten die geen bestuursdocumenten zijn in de zin van het decreet van 26 maart 2004 betreffende de openbaarheid van bestuur, is voormeld decreet overeenkomstig van toepassing.

§ 2. De vereiste van het aantonen van een belang vermeld in artikel 17, § 2, en de uitzonderingsgronden vastgelegd in artikelen 13, 14 en 15 van het decreet van 26 maart 2004 betreffende de openbaarheid van bestuur, kunnen, met uitzondering van deze vermeld in artikel 13, 2° en 6°, artikel 14, 2° en 3°, artikel 15, § 1, 1°, 5°, 6° en 7°, van voormeld decreet, na 30 jaar na opmaak of ontvangst niet langer worden ingeroepen om de openbaarmaking te weigeren.

Art. 14. § 1. In afwijking van artikelen [lees : artikel] 13, § 2, kan elke zorgdrager toegang verlenen tot archiefdocumenten als om toegang wordt verzocht voor wetenschappelijke doeleinden. De zorgdrager kan de toegang onderwerpen aan bijzondere en specifieke voorwaarden.

§ 2. De aanvraag tot toegang bevat minstens :

1° een bewijs van de identiteit van de aanvrager;

2° een vermelding van de te raadplegen archiefdocumenten;

3° een omstandige motivering en beschrijving van de wetenschappelijke doeleinden en de onderzoeksmethoden die gebruikt zullen worden.

De aanvraag is gericht aan de zorgdrager waaronder de archiefdocumenten in kwestie naar hun aard bestemd zijn om te berusten. Ze wordt schriftelijk of elektronisch ingediend, of door persoonlijke overhandiging.

§ 3. De beslissing over de aanvraag wordt gebaseerd op de volgende criteria :

1° het wetenschappelijke karakter van de onderzoeksmethode;

2° de wetenschappelijke meerwaarde van de doeleinden;

- 3° de mogelijkheid voor de zorgdrager om het ongepubliceerde onderzoeksresultaat in te kijken;
- 4° de mate van verspreiding van het onderzoeksresultaat;
- 5° de wijze waarop gevoelige gegevens verwerkt worden;
- 6° de wijze waarop persoonsgegevens geanonimiseerd worden;
- 7° de mate waarin afbreuk gedaan wordt aan de beperkingen die bij wet of decreet gesteld worden aan de openbaarheid van bestuur.

§ 4. De beslissing over de aanvraag wordt, onverminderd delegatie, genomen door :

- 1° voor de administratieve rechtscolleges : de griffier;
- 2° voor de zorgdragers, vermeld in artikel 4, § 1, 2° : de ambtenaar-generaal;
- 3° voor de gemeenten en de districten : de secretaris;
- 4° voor de provincies : de griffier;
- 5° voor de zorgdragers, vermeld in artikel 4, § 1, 5° : de voorzitter van de vereniging;
- 6° voor de zorgdragers, vermeld in artikel 4, § 1, 6° : de secretaris van het O.C.M.W. of de leidend ambtenaar van de vereniging;
- 7° voor de zorgdragers, vermeld in artikel 4, § 1, 7° : de voorzitter;
- 8° voor de polders en de wateringens : de dijkgraaf van de polder of de voorzitter van de watering;
- 9° voor de zorgdragers, vermeld in artikel 4, § 1, 9° : de voorzitter van de raad van bestuur.

§ 5. Tenzij hij de toestemming heeft van de betrokkenen, weigert de zorgdrager de toegang voor wetenschappelijke doeleinden evenwel indien de archiefdocumenten :

- 1° onderhevig zijn aan geheimhoudingsbepalingen;
- 2° informatie bevatten die door derden vrijwillig is verstrekt en uitdrukkelijk als vertrouwelijk is bestempeld;
- 3° vertrouwelijke commerciële en industriële informatie bevatten, die om een gelegitimeerd economisch belang te vrijwaren beschermd wordt;
- 4° op contractuele basis werden verworven en waarvan de tijdelijke geheimhouding werd gestipuleerd.

§ 6. De aanvraag wordt door de zorgdrager zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen zestig kalenderdagen schriftelijk of elektronisch beantwoord. De negatieve of gedeeltelijk positieve beslissing bevat de reden voor de weigering. De motiveringsverplichting mag evenwel niet :

- 1° de uitwendige veiligheid van de Staat in het gedrang brengen;
- 2° de openbare orde verstoren;
- 3° afbreuk doen aan de eerbied voor het privéleven;
- 4° afbreuk doen aan de bepalingen over de zwijgplicht.

Art. 15. De raadpleging van de archiefdocumenten is kosteloos, maar de overhandiging van een afschrift kan afhankelijk gemaakt worden van de betaling van een bedrag op basis van een redelijke kostprijs.

HOOFDSTUK 6. - Centrale ontsluiting van archiefdocumenten

Art. 16. § 1. De Vlaamse Regering richt een centraal, geautomatiseerd register op dat de ontsluiting van de archiefdocumenten die door zorgdragers permanent bewaard moeten worden, realiseert en de publieksgerichte en wetenschappelijke valorisatie ervan optimaliseert.

De databanken die in dat kader worden opgemaakt, zijn openbaar.

§ 2. Het register is eigendom van de Vlaamse Gemeenschap.

§ 3. De Vlaamse Regering stelt de nadere bepalingen over de gegevensinvoer en de werking van het register vast.

HOOFDSTUK 7. - Slotbepalingen

Art. 17. De bestaande selectielijsten die ingevolge artikel 5 van de Archiefwet van 24 juni 1955 goedgekeurd zijn, blijven gehandhaafd tot ze vervangen zijn door op grond van artikel 11 van dit decreet vastgestelde selectielijsten. Ze kunnen zolang door zorgdragers gebruikt worden om archiefdocumenten te vernietigen, overeenkomstig artikel 12.

Art. 18. Dit decreet treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 9, dat in werking treedt op een door de Vlaamse Regering vast te stellen datum ».

Ten aanzien van de bevoegdheid van het Hof

B.2.1. Het eerste middel van de verzoekende partij in de zaak nr. 5094 is onder meer afgeleid uit de schending van artikel 35 van de Grondwet.

De met toepassing van artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof door de algemeen rijksarchivaris ingediende memorie bevat eenzelfde eerste middel.

B.2.2. Artikel 35 van de Grondwet bepaalt :

« De federale overheid is slechts bevoegd voor de aangelegenheden die de Grondwet en de wetten, krachtens de Grondwet zelf uitgevaardigd, haar uitdrukkelijk toekennen.

De gemeenschappen of de gewesten zijn, ieder wat hem betreft, bevoegd voor de overige aangelegenheden onder de voorwaarden en op de wijze bepaald door de wet. Deze wet moet worden aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid.

Overgangsbepaling

De wet bedoeld in het tweede lid bepaalt de dag waarop dit artikel in werking treedt. Deze dag kan niet voorafgaan aan de dag waarop het nieuw in titel III van de Grondwet in te voegen artikel in werking treedt dat de exclusieve bevoegdheden van de federale overheid bepaalt ».

Zolang artikel 35 van de Grondwet niet in werking is getreden is het Hof niet bevoegd om uitspraak te doen over zijn inachtneming.

B.2.3. In zoverre zij zijn afgeleid uit de schending van artikel 35 van de Grondwet, zijn het eerste middel van de verzoekende partij in de zaak nr. 5094, en het eerste middel van de tussenkomenende partij, onontvankelijk.

B.3.1. Uit de uiteenzetting van het verzoekschrift tot vernietiging in de zaak nr. 5094, blijkt dat het derde middel is afgeleid uit de schending van artikel 3, § 3, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State.

De met toepassing van artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 ingediende memorie bevat eenzelfde derde middel.

B.3.2.1. Artikel 141 van de Grondwet bepaalt :

« De wet stelt de procedure in om de conflicten tussen de wet, het decreet en de in artikel 134 bedoelde regelen, alsook tussen de decreten onderling, en tussen de in artikel 134 bedoelde regelen onderling te voorkomen ».

Artikel 142, eerste en tweede lid, van de Grondwet bepaalt :

« Er bestaat voor geheel België een Grondwettelijk Hof, waarvan de samenstelling, de bevoegdheid en de werking door de wet worden bepaald.

Dit Hof doet, bij wege van arrest, uitspraak over :

1° de in artikel 141 bedoelde conflicten;

2° de schending door een wet, een decreet of een in artikel 134 bedoelde regel, van de artikelen 10, 11 en 24;

3° de schending door een wet, een decreet of een in artikel 134 bedoelde regel, van de artikelen van de Grondwet die de wet bepaalt ».

B.3.2.2. Ter uitvoering van artikel 142, eerste lid, van de Grondwet, bepaalt artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, gewijzigd bij de artikelen 2 en 27 van de bijzondere wet van 9 maart 2003 en bij artikel 8 van de bijzondere wet van 21 februari 2010 :

« Het Grondwettelijk Hof doet, bij wege van arrest, uitspraak op de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van een wet, een decreet of een in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel wegens schending van :

1° de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten; of

2° de artikelen van titel II ' De Belgen en hun rechten ', en de artikelen 170, 172 en 191 van de Grondwet ».

Artikel 30*bis* van de bijzondere wet van 6 januari 1989, ingevoegd bij artikel 10 van de bijzondere wet van 9 maart 2003, bepaalt :

« Voor de toepassing van de artikelen 1 en 26, § 1, worden als regels bedoeld in 1° van deze twee bepalingen, beschouwd het overleg, de betrokkenheid, het geven van inlichtingen, de adviezen, de eensluidende adviezen, de akkoorden, de gemeenschappelijke akkoorden en de voorstellen waarvan sprake is in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de samenwerkingsakkoorden bedoeld in artikel 92*bis* van voornoemde wet uitgezonderd, alsook in de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten of in elke andere wet genomen ter uitvoering van de artikelen 39, 127, § 1, 128, § 1, 129, § 1, 130, § 1, 135, 136, 137, 140, 166, 175, 176 en 177 van de Grondwet ».

B.3.3. Artikel 3 van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State bepaalt :

« § 1. Buiten het met bijzondere redenen omklede geval van hoogdringendheid en de ontwerpen betreffende begrotingen, rekeningen, leningen, domeinverrichtingen en het legercontingent uitgezonderd, onderwerpen de Ministers, de leden van de gemeenschaps- of gewestregeringen, de leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de leden van het Verenigd College respectievelijk bedoeld in het derde en het vierde lid van artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, ieder wat hem betreft, aan het met redenen omkleed advies van de afdeling wetgeving de tekst van alle voorontwerpen van wet, decreet, ordonnantie of van ontwerpen van reglementaire besluiten. Het advies en het voorontwerp worden gehecht aan de memorie van toelichting van de ontwerpen van wet, decreet of ordonnantie. De adviesaanvraag vermeldt de naam van de gemachtigde of van de ambtenaar die de minister aanwijst om de afdeling wetgeving de dienstige toelichtingen te verstrekken. Het advies wordt gehecht aan de verslagen aan de Koning, aan de Regering, aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie en aan het Verenigd College.

Aan het advies van de afdeling wetgeving worden niet onderworpen, de ontwerpen van reglementen en besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering of van het Verenigd College die betrekking hebben op de bevoegdheden van de Brusselse agglomeratie en op de bevoegdheden van de Vlaamse of de Franse Gemeenschapscommissie

Wat het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreft, wordt het advies van de afdeling wetgeving alleen gevraagd voor de besluiten die betrekking hebben op aangelegenheden die met toepassing van artikel 138 van de Grondwet zijn overgeheveld.

§ 2. Indien de hoogdringendheid wordt ingeroepen voor een voorontwerp van wet, decreet of ordonnantie, is het advies van de afdeling wetgeving evenwel toch vereist, maar beperkt het zich tot de vraag of het voorontwerp betrekking heeft op aangelegenheden die, al naar het geval, tot de bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschap of het Gewest behoren.

Wanneer voor een voorontwerp van wet de hoogdringendheid wordt aangevoerd, slaat het advies van de afdeling wetgeving eveneens op de vraag of de voorgelegde tekst betrekking heeft op aangelegenheden bedoeld in artikel 74, artikel 77 of artikel 78 van de Grondwet.

§ 3. Indien, volgens het advies van de afdeling wetgeving, een voorontwerp of een voorstel van wet, decreet of ordonnantie, evenals een amendement of een ontwerp van amendement, de bevoegdheid te buiten gaat van de Staat, de Gemeenschap of het Gewest, al naar het geval, wordt het voorontwerp, dat voorstel of dat amendement doorgezonden naar het Overlegcomité bedoeld in artikel 31 van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980.

§ 4. Het Overlegcomité brengt binnen een termijn van veertig dagen en volgens de regel van de consensus, advies uit over de vraag of er naar zijn oordeel al dan niet bevoegdheidsoverschrijding is; het advies wordt gemotiveerd.

Indien het Overlegcomité oordeelt dat er overschrijding van bevoegdheid is, vraagt het, al naar het geval, aan de federale regering, aan de bevoegde gemeenschaps- of gewestregering, aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie of aan het Verenigd College het voorontwerp te verbeteren of bij de assemblée waar het voorontwerp of het voorstel aanhangig is, de amendementen in te dienen welke het vaststelt en die een einde maken aan deze bevoegdheidsoverschrijding ».

Die bepaling voert artikel 141 van de Grondwet uit. De procedure die zij invoert, heeft onder meer tot doel de in die grondwetsbepaling bedoelde « bevoegdheidsconflicten » te voorkomen.

Artikel 3, § 3, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State is evenwel geen regel die ertoe strekt de respectieve bevoegdheden van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten te bepalen. Bovendien gaat het niet over een overleg zoals bedoeld in artikel 30*bis* van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

Het Hof is dus niet bevoegd om uitspraak te doen over de eventuele schending van artikel 3, § 3, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten.

B.3.4. Het derde middel van de verzoekende partij in de zaak nr. 5094, en het derde middel van de tussenkomen- de partij, zijn onontvankelijk.

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partijen in de zaak nr. 5093

B.4. Artikel 142, derde lid, van de Grondwet en artikel 2, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 leggen iedere natuurlijke of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, de verplichting op te doen blijken van een belang.

Van het vereiste belang doen enkel de personen blijken wier situatie rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt door de bestreden norm. De *actio popularis* is niet toelaatbaar.

Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk die niet haar persoonlijk belang aanvoert, voor het Hof optreedt, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat zij een collectief belang verdedigt; dat haar maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat dit maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.5.1. De eerste verzoekende partij leidt haar belang om de vernietiging van het decreet van 9 juli 2010 te vorderen af uit het feit dat zij, naar luid van artikel 2 van haar huidige statuten (bekendgemaakt in de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* van 2 januari 2007), « poogt te sensibiliseren voor het bewaren, het gebruiken en het valoriseren van archieven, die als een bestuursinstrument, als een grondslag van het recht, als een onderdeel van het culturele patrimonium en als een van de bronnen van de geschiedenis worden beschouwd » en « ernaar streeft het beroep van archivaris te bevorderen ».

B.5.2. Het decreet van 9 juli 2010 regelt het archiefbeheer van documenten die in het bezit zijn van instanties waarvan de zetel op het grondgebied van het Vlaamse Gewest is gevestigd of die onder de bevoegdheid van de Vlaamse Gemeenschap ressorteren.

De bepalingen ervan bevatten regels die de voorwaarden vaststellen voor het bewaren van die documenten, alsook de voorwaarden waaronder zij worden geselecteerd, en in voorkomend geval worden vernietigd, door derden kunnen worden geraadpleegd en worden gevaloriseerd.

B.5.3. Het decreet van 9 juli 2010 kan het voormelde maatschappelijk doel van de eerste verzoekende partij bijgevolg rechtstreeks en ongunstig raken. Die doet blijken van het vereiste belang om de vernietiging ervan te vorderen.

B.6. Aangezien het belang van de eerste verzoekende partij in de zaak nr. 5093 wordt aangenomen, dient het belang van de tweede en de derde verzoekende partij niet te worden onderzocht.

B.7. Het beroep tot vernietiging in de zaak nr. 5093 is ontvankelijk.

Ten aanzien van het eerste middel in de zaak nr. 5094

B.8. Uit de uiteenzetting van het « eerste onderdeel » van het eerste middel blijkt dat het Hof wordt verzocht zich uit te spreken over de overeenstemming van artikel 3, 2°, van het decreet van 9 juli 2010 met artikel 4, 4°, met artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, met artikel 6bis, § 2, 4°, en met artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De bestreden bepaling wordt verweten dat zij het mogelijk maakt de artikelen 5 tot 9, 11 en 12 van dat decreet toe te passen op het « dood archief » van de in artikel 4, 3° tot 9°, van hetzelfde decreet opgesomde instellingen.

B.9.1.1. Artikel 127 van de Grondwet, bepaalt :

« § 1. De Parlementen van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap regelen, elk voor zich, bij decreet :

1° de culturele aangelegenheden;

[...]

3° de samenwerking tussen de gemeenschappen, alsook de internationale samenwerking, met inbegrip van het sluiten van verdragen, voor de aangelegenheden bedoeld in 1° en 2°.

Een wet aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid, stelt de in 1° vermelde culturele aangelegenheden, de in 3° vermelde vormen van samenwerking, alsook de nadere regelen voor het in 3° vermelde sluiten van verdragen vast.

§ 2. Deze decreten hebben kracht van wet respectievelijk in het Nederlandse taalgebied en in het Franse taalgebied, alsmede ten aanzien van de instellingen gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun activiteiten moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de ene of de andere gemeenschap ».

B.9.1.2. De toewijzing, aan de gemeenschappen, van de bevoegdheid om de culturele aangelegenheden te regelen, vindt haar oorsprong in het vroegere artikel 59bis van de Grondwet, dat in de Grondwet is ingevoegd bij de grondwetsherziening van 24 december 1970 waarbij onder meer de « cultuurgemeenschappen » zijn ingevoerd.

In het verslag van de Senaatscommissie met betrekking tot die grondwetsherziening, wordt aangegeven dat de in de voormelde grondwetsbepaling bedoelde « culturele aangelegenheden » onder meer « de bescherming van het cultureel patrimonium » omvatten (*Parl. St.*, Senaat, 1969-1970, nr. 402, pp. 26-27). « De minister van Communautaire Betrekkingen deelt mede dat daaronder moet begrepen worden de regelingen voor monumenten, landschappen, roerend cultureel patrimonium zoals kunstwerken, publicaties die moeten worden gedeponneerd, archieven, radio- en televisieopnamen van cultuurhistorisch belang » (*ibid.*, p. 26).

B.9.2.1. Artikel 2, eerste lid, van de bijzondere wet van 21 juli 1971 « betreffende de bevoegdheid en de werking van de cultuurraden voor de Nederlandse cultuurgemeenschap en voor de Franse cultuurgemeenschap », opgeheven bij artikel 93 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, bepaalde :

« De culturele aangelegenheden, bedoeld in artikel 59bis, § 2, 1°, van de Grondwet, zijn de volgende :

[...]

4° cultureel patrimonium, musea en andere wetenschappelijk-culturele instellingen;

5° bibliotheken, discotheken en soortgelijke diensten;

[...] ».

Die culturele aangelegenheden moeten worden bepaald door rekening te houden met de preciseringen die in het in B.9.1.2 aangehaalde verslag zijn vermeld (*Hand.*, Senaat, 7 juli 1971, pp. 2342 en 2384; *Parl. St.*, Kamer, 1970-1971, nr. 1053/4, pp. 5 en 7).

Tijdens de parlementaire voorbereiding die aan het aannemen van de bijzondere wet van 21 juli 1971 is voorafgegaan, werd het « cultureel patrimonium » in die zin gedefinieerd dat het betrekking heeft op met name het « roerend patrimonium » en « onder meer [...] het vaststellen van regels betreffende uitvoer van kunstwerken; het verplicht maken van de nederlegging in een publiekrechtelijke instelling van een of meer exemplaren van om het even welke publicatie die vermenigvuldigd wordt door middel van drukkunst, door fonografische of cinematografische procédés; de verplichte bewaring van radio- en televisieopnamen van cultureel-historisch belang; het verplicht maken van inventaris en van de nederlegging van archieven toebehorende aan publiekrechtelijke personen; het vaststellen van de regelen volgens welke privaatspersonen archieven kunnen nederleggen [...] » omvat (*Parl. St.*, Senaat, 1970-1971, nr. 400, pp. 4-5).

De « musea en andere wetenschappelijk-culturele instellingen » werden in die zin omschreven dat zij « onder meer [...] het oprichten van musea, het bepalen van de toekenningsvoorwaarden van toelagen voor oprichting, aankoop, instandhouding van gebouwen en verzamelingen, onthaal van bezoekers, prospectie (opgravingen), het opmaken van inventarissen en het inrichten van uitleendiensten; de voorwaarden waaronder verzamelingen in bruikleen kunnen worden afgestaan, enz. » omvatten (*ibid.*, p. 5).

De woorden « bibliotheken, discotheken en soortgelijke diensten » hadden betrekking op « alle vormen van verzamelingen die ten dienste van het publiek worden gesteld : bibliotheken, ook mobiele bibliotheken, hemerotherken, verzamelingen van klank- en beeldopnamen », waarbij werd gepreciseerd dat « [die] bevoegdheid [...] de toekenningsvoorwaarden [omvatte] van toelagen voor oprichting en instandhouding van inrichtingen, aankoop van werken, het aanmoedigen van de vorming van het nodige personeel (b.v. bibliothecarissen), enz. » (*ibid.*, p. 5).

Op de vraag welke betekenis aan de woorden « culturele instellingen » moest worden gegeven, verduidelijkte de minister van de Nederlandse Cultuur dat het « instellingen [betreft] waarvan er op het ogenblik een aantal gemeenschappelijk zijn zoals de grote musea te Brussel » (*Parl. St.*, Senaat, 1970-1971, nr. 497, p. 3). De minister van Communautaire Betrekkingen wees daarentegen erop dat « de te Brussel gevestigde nationale culturele instellingen [...] uitsluitend onder de bevoegdheid van de nationale wetgever [vielen] » (*Parl. St.*, Kamer, 1970-1971, nr. 1053/4, p. 7).

B.9.2.2. Artikel 4, 4^o en 5^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, aangevuld bij artikel 1, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1988, bepaalt :

« De culturele aangelegenheden bedoeld in artikel 59bis, § 2, 1^o, [thans artikel 127, § 1, eerste lid, 1^o] van de Grondwet zijn :

[...]

4^o Het cultureel patrimonium, de musea en de andere wetenschappelijk-culturele instellingen met uitzondering van de monumenten en landschappen;

5^o De bibliotheken, discotheken en soortgelijke diensten;

[...] ».

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, merkte de minister van de Franse Gemeenschap op dat de in artikel 4, 5^o, van de wet van 8 augustus 1980 bedoelde aangelegenheid « uitdrukkelijk [...] [sloeg] op alle methodes om cultuurgoederen te bewaren en te verspreiden », waarbij hij preciseerde dat « geen enkele databank van welk type ook, daarvoor in aanmerking [kon] komen » (*Parl. St.*, Senaat, 1979-1980, nr. 434/2, p. 99).

Bij de bespreking van een amendement dat ertoe strekte de « archieven » uitdrukkelijk in het opschrift van die aangelegenheid te vermelden, merkten de minister van de Franse Gemeenschap en de minister van Institutionele Hervormingen (F) op dat de « archieven in de zin bedoeld bij de wet op het Algemeen Rijksarchief, tot de nationale bevoegdheid [bleven] behoren en dus buiten de bevoegdheid van de cultuurraden [vielen] » (*ibid.*, p. 100).

De minister van de Franse Gemeenschap verklaarde eveneens in verband met de bibliotheken :

« Bij de verdeling die geboden is, moet voor de bibliotheken niet alleen rekening worden gehouden met het communautaire aspect, maar ook met andere factoren. De centrale departementen kunnen er immers toe gebracht worden voor eigen gebruik bibliotheken aan te leggen om goed te kunnen werken : die bibliotheken zouden niet onder de gemeenschappen mogen ressorteren » (*Parl. St.*, Kamer, 1979-1980, nr. 627/10, pp. 37-38).

Hij voegde daaraan toe :

« Hetzelfde geldt voor de vorming van de jongeren. Het schriftelijk onderwijs daarentegen is een sector die door de gemeenschappen wordt overgenomen. Hetzelfde antwoord kan voor het probleem van de archieven worden gegeven. Het beheer van de Koninklijke Bibliotheek blijft bijvoorbeeld tot het nationale domein behoren. Het zou immers tegen het gezond verstand indruisen de Koninklijke Bibliotheek te splitsen. Wat het Rijksarchief betreft moet rekening worden gehouden met het gemeenschappelijk belang » (*ibid.*, p. 38).

Op de vraag of de nationale overheid bevoegd bleef om het statuut van de « archieven, andere dan het Rijksarchief », te regelen, antwoordde dezelfde minister :

« ongetwijfeld [kunnen] archieven en databanken één van de middelen [...] zijn die wij nodig hebben voor het bewaren van een voorraad kunstwerken bv.

Voor archiefstukken die verband houden met cultuurgoederen zullen de Gemeenschappen bevoegd zijn » (*ibid.*, p. 38).

In verband met het archiefwezen was de Eerste Minister van mening dat « de Gemeenschappen bevoegd zijn voor de aangelegenheden die niet vervat zijn in de wet op het Algemeen Rijksarchief » (*ibid.*, p. 38).

B.10.1. Artikel 6bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, ingevoegd bij artikel 5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en vervangen bij artikel 3, § 1, van de bijzondere wet van 16 juli 1993 « tot vervollediging van de federale staatsstructuur », bepaalt :

« De Gemeenschappen en Gewesten zijn bevoegd voor het wetenschappelijk onderzoek in het raam van hun respectieve bevoegdheden, met inbegrip van het onderzoek ter uitvoering van internationale of supranationale overeenkomsten of akten ».

Artikel 6bis, § 2, 4^o, van dezelfde wet, ingevoegd bij artikel 5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en vervangen bij artikel 3, § 2, van de bijzondere wet van 16 juli 1993, bepaalt :

« De federale overheid is evenwel bevoegd voor :

[...]

4^o de federale wetenschappelijke en culturele instellingen, met inbegrip van hun onderzoeksactiviteiten en hun activiteiten van openbare dienstverlening. De Koning wijst deze instellingen bij in Ministerraad overlegd besluit aan. Het eensluidend advies van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen is vereist voor elke latere wijziging van dit besluit ».

Die bepalingen beperken eveneens de bevoegdheid inzake wetenschappelijk onderzoek van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest (artikel 4, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen), van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (artikel 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989) en van de Franse Gemeenschapscommissie (artikel 4, 1^o, van het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 « betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie »).

B.10.2. Krachtens artikel 6bis, § 2, 4^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 « behoudt » de federale overheid haar bevoegdheid ten aanzien van de onderzoeksactiviteiten en de activiteiten van openbare dienstverlening van het Algemeen Rijksarchief, waarbij wordt gepreciseerd dat « er zal naar gestreefd worden dat de onderzoeksactiviteiten

van deze Federale Wetenschappelijke Instellingen ter ondersteuning van hun taak van openbare dienstverlening in samenwerking met universitaire onderzoekscentra blijven doorgaan » (*Parl. St.*, Senaat, 1992-1993, nr. 558/1, pp. 30-32). Het betreft een « specifieke bevoegdheid » voor de federale overheid, naast de « parallele bevoegdheid » met betrekking tot het wetenschappelijk onderzoek waarover zij beschikt in de aangelegenheden die tot haar bevoegdheid behoren (*ibid.*, nr. 558/5, p. 69).

B.10.3. Ter uitvoering van artikel *6bis*, § 2, 4^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalde artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1996 « tot aanwijzing van de federale wetenschappelijke en culturele instellingen », vóór de wijziging ervan bij de artikelen 1 en 2, 1^o, van het koninklijk besluit van 9 april 2007 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1996 tot aanwijzing van de federale wetenschappelijke en culturele instellingen » :

« De federale wetenschappelijke en culturele instellingen zijn :

1^o Wetenschappelijke instellingen van de Staat die ressorteren onder de Minister bevoegd voor het wetenschapsbeleid :

a) het Algemeen Rijksarchief en het Rijksarchief in de provinciën;

[...] ».

Die bepaling - die een regel is die krachtens de Grondwet is vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheden van de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten in de zin van artikel 1, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 - is in werking getreden op de dag van de bekendmaking ervan (artikel 2 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1996), namelijk op 7 december 1996.

B.10.4. Op die datum maakten « het Algemeen Rijksarchief en het Rijksarchief in de provinciën » deel uit van de « wetenschappelijke inrichtingen van het eerste niveau » (artikel 1, eerste streepje, van het koninklijk besluit van 21 april 1965 « tot vaststelling van de lijst en van het niveau der wetenschappelijke inrichtingen afhankelijk van het Bestuur van het Wetenschappelijk Onderzoek bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur », vóór de opheffing ervan bij artikel 3, § 1, 1^o, van het koninklijk besluit van 5 september 2001 « tot vaststelling van het niveau en de structuur van de federale wetenschappelijke instellingen die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort »).

Die instelling verrichtte toen « activiteiten die betrekking hebben op het wetenschappelijk onderzoek, alsook opdrachten van openbaar dienstbetoon in verband met deze activiteiten » (artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 april 1965 « betreffende het statuut der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat »), waarbij de « bevoegdheid » en de « algemene attributen » ervan door de Koning moesten worden vastgesteld (artikel 2, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, vóór de vervanging ervan bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 26 mei 1999 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat »).

B.10.5.1. De federale overheid is bijgevolg als enige bevoegd om niet alleen de organisatie en de werking van de wetenschappelijke instelling genaamd « het Algemeen Rijksarchief en het Rijksarchief in de provinciën » te regelen, maar ook de « onderzoeksactiviteiten en [...] activiteiten van openbare dienstverlening » die die instelling op 7 december 1996 uitoefende.

Op die datum waren sommige van die activiteiten beschreven in de Archiefwet van 24 juni 1955 - zoals zij vóór de wijziging ervan bij de artikelen 126 tot 132 van de wet van 6 mei 2009 houdende diverse bepalingen luidde.

Die wet van 24 juni 1955 werd destijds uitgevoerd bij het koninklijk besluit van 12 december 1957, dat nadien werd opgeheven bij artikel 30 van het koninklijk besluit van 18 augustus 2010 « tot uitvoering van artikelen 1, 5 en *6bis* van de archiefwet van 24 juni 1955 ».

B.10.5.2. Artikel 1 van de wet van 24 juni 1955 bepaalde destijds :

« Bescheiden meer dan honderd jaar oud, bewaard door de rechtbanken der rechterlijke macht, de Raad van State, de Rijksbesturen en de provincies worden, behoudens regelmatige vrijstelling, in het Rijksarchief neergelegd.

Bescheiden meer dan honderd jaar oud, bewaard door de gemeenten en de openbare instellingen, kunnen in het Rijksarchief worden neergelegd.

Voor de archieven der gemeenten is de neerlegging evenwel verplicht, wanneer de bepalingen van artikel 100 der gemeentewet niet worden nageleefd.

Bescheiden minder dan honderd jaar oud, die geen nut meer hebben voor de administratie, kunnen in het Rijksarchief worden neergelegd op verzoek van de openbare overheden aan wie ze toebehoren.

Archieven van bijzondere personen of van private verenigingen kunnen, op verzoek van de betrokkenen, insgelijks naar het Rijksarchief worden overgebracht.

De Koning bepaalt de modaliteiten van neerlegging en overbrenging en de voorwaarden waaronder de in lid I van dit artikel bedoelde overheden van neerlegging van hun archieven worden vrijgesteld ».

Op 7 december 1996 was de tekst van artikel 100 van de Gemeentewet van 30 maart 1836, ingevolge de bij het koninklijk besluit van 24 juni 1988 doorgevoerde coördinatie, artikel 132 van de Nieuwe Gemeentewet geworden dat, ingevolge de wijziging ervan bij artikel 2, § 3, van de wet van 27 mei 1989, destijds bepaalde :

« Het college van burgemeester en schepenen zorgt voor de bewaring van het archief, van de titels en van de registers van de burgerlijke stand; het maakt daarvan, alsmede van de charters en andere oude bescheiden der gemeente, inventarissen op in tweevoud en belet dat enig stuk verkocht of uit de bewaarplaats weggenomen wordt ».

De hoven en rechtbanken, de Raad van State, de meeste rijksbesturen en de provincies waren destijds ertoe gehouden hun bescheiden van meer dan 100 jaar oud elke tien jaar, naar gelang van het geval, in het « algemeen rijksarchief », in het « rijksarchief van de provincie » of in de « arrondissementdepots » die in bepaalde gemeenten op voorstel van de algemene rijksarchivaris waren opgericht, neer te leggen (artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 12 december 1957; artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 november 1963 « tot oprichting van archiefdepots in de gemeenten die met de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur een overeenkomst gesloten hebben, waarbij de lokalen die nodig zijn voor het neerleggen en inzien van de archiefstukken ter beschikking gesteld worden van het Algemeen Rijksarchief »; artikelen 1 en 5 van het koninklijk besluit van 28 november 1963).

De - facultatieve of verplichte - neerleggingen van bescheiden van meer dan honderd jaar oud door de gemeenten en door de openbare instellingen, alsook de facultatieve neerleggingen van bescheiden van minder dan honderd jaar oud die aan enige openbare overheid toebehoren en die geen nut meer hebben voor de administratie, geschieden op dezelfde plaatsen (artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 12 december 1957).

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel en het Ministerie van Landsverdediging werden ervan ontslagen hun archieven neer te leggen (artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit van 12 december 1957).

Bovendien diende geen enkele van de voormelde openbare overheden de « bescheiden die van een onbetwistbaar administratief belang zijn voor de betrokken overheden of stukken zijn bestemd voor hun documentaire of didactische musea », noch de « duplicaten [of] afschriften van bescheiden » neer te leggen (artikel 4, § 2, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 12 december 1957). De rechtbanken van eerste aanleg dienden evenmin « de duplicaten van de registers van de burgerlijke stand die dagtekenen van na het besluit van 29 Prairial, jaar IV (17 juni 1796), en in het bezit zijn van de griffies [ervan] », neer te leggen (artikel 4, § 2, 3°, van het koninklijk besluit van 12 december 1957).

B.10.5.3. Op 7 december 1996 bepaalde artikel 2 van de wet van 24 juni 1955 :

« De in het Rijksarchief geplaatste archiefstukken mogen niet worden vernietigd zonder toestemming van de verantwoordelijke overheid of van de private persoon die de overbrenging verricht heeft ».

B.10.5.4. Artikel 3 van de wet van 24 juni 1955 bepaalde :

« De ingevolge het eerste artikel, lid 1, in het Rijksarchief neergelegde stukken zijn openbaar. Een reglement van orde, vastgesteld door de Minister van Openbaar Onderwijs, bepaalt de regelen volgens welke zij aan navorsers ter inzage kunnen verstrekt worden.

De expedities of uittreksels worden door de archiefbewaarders uitgereikt, door hen ondertekend en met het zegel van de bewaarplaats bekleed; zij zijn aldus bewijskrachtig in rechtszaken ».

B.10.5.5. Artikel 4 van de wet van 24 juni 1955 bepaalde :

« Het reglement van orde, vastgesteld door de Minister van Openbaar Onderwijs bepaalt eveneens de voorwaarden waaronder de in het eerste artikel, leden 4 en 5, in het Rijksarchief neergelegde stukken kunnen geraadpleegd worden ».

B.10.5.6. Artikel 5 van de wet van 24 juni 1955 bepaalde :

« De overheden, bedoeld in het eerste artikel, leden 1 en 2, mogen geen bescheiden vernietigen zonder toestemming van de algemene rijksarchivaris of van diens gemachtigden ».

Zonder dat verbod, zou het doel van de wet, namelijk de organisatie, « in het belang van de geschiedkundige opzoeken [van] een degelijke archiefdienst », niet kunnen worden bereikt (*Parl. St.*, Senaat, 1951-1952, nr. 282, pp. 3-5; *Parl. St.*, Kamer, 1954, nr. 84/2, p. 1). Het verbod om bescheiden te vernietigen zonder voorafgaande toelating had niet enkel betrekking op de openbare overheden die ertoe waren gehouden hun bescheiden in het Rijksarchief neer te leggen. Het gold ook voor de openbare overheden die niet ertoe waren gehouden een dergelijke neerlegging te verrichten, namelijk de gemeenten en de openbare instellingen.

B.10.5.7. Op 7 december 1996 bepaalde artikel 6 van de wet van 24 juni 1955 :

« De stukken, die bewaard worden door de in het eerste artikel, leden 1 en 2, bedoelde overheden, staan onder het toezicht van de algemene rijksarchivaris of van diens gemachtigden ».

Die regel gold ook voor de overheden die niet ertoe verplicht waren hun archieven neer te leggen, zoals de gemeenten en de openbare instellingen.

B.11.1. Uit het voorafgaande vloeit voort dat enkel de federale overheid bevoegd is om regels aan te nemen die ertoe strekken te verzekeren dat de documenten die geen nut meer hebben voor de administratie en die aan de provincies, de gemeenten en de openbare instellingen toebehoren, op lange termijn worden bewaard. Die regels hebben onder meer betrekking op het toezicht op die documenten, op de selectie van de documenten die al dan niet kunnen worden vernietigd en op de voorwaarden en de modaliteiten van een eventuele vernietiging.

B.11.2. Een district in de zin van artikel 4, 3°, van het decreet van 9 juli 2010 is een « binnengemeentelijk territoriaal orgaan » in de zin van artikel 41, tweede en derde lid, van de Grondwet, dat te dezen met de gemeente moet worden gelijkgesteld.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is een openbare instelling in de zin van artikel 1, tweede lid, van de wet van 24 juni 1955. Hetzelfde geldt voor de kerkfabrieken en de andere instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten, alsook voor de polders en de wateringen.

Sommige « andere gemeentelijke en provinciale instellingen » in de zin van artikel 4, 9°, van het decreet van 9 juli 2010 kunnen ook als openbare instellingen worden aangemerkt.

Andere in die laatste bepaling bedoelde « gemeentelijke en provinciale instellingen », alsook de in artikel 4, 5°, van hetzelfde decreet bedoelde intergemeentelijke samenwerkingsverbanden en de in titel VIII van het decreet van 19 december 2008 « betreffende de organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn » vermelde verenigingen die in artikel 4, 6°, van hetzelfde decreet worden beoogd, zijn daarentegen geen openbare instellingen in de zin van de wet van 24 juni 1955.

B.12. Het decreet van 9 juli 2010 is van toepassing op de documenten die aan de gemeenten, de provincies en de in B.11 bedoelde openbare instellingen toebehoren.

De in artikel 3, 2°, van dat decreet vermelde definitie van « archiefdocumenten » omvat zowel de documenten die nog een nut hebben voor de administratie als die welke geen nut meer hebben voor de administratie.

De regels vervat in de artikelen 5 tot 9, 11 en 12 van hetzelfde decreet, gelden dus met name voor de bewaring op lange termijn van de documenten die geen nut meer hebben voor de administratie.

In zoverre artikel 3, 2°, van het decreet van 9 juli 2010 tot gevolg heeft dat de artikelen 5 tot 9, 11 en 12 van hetzelfde decreet van toepassing zijn op de documenten die geen nut meer hebben voor de administratie en die aan de vermelde openbare overheden toebehoren, regelt het een federale aanleggenheid.

B.13.1. Artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, bepaalt :

« De decreten kunnen rechtsbepalingen bevatten in aangelegenheden waarvoor de Parlementen niet bevoegd zijn, voor zover die bepalingen noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun bevoegdheid ».

Die bepaling machtigt met name het Vlaamse Gewest en de Vlaamse Gemeenschap ertoe een decreet aan te nemen dat een federale aangelegenheid regelt, voor zover die overschrijding noodzakelijk is voor de uitoefening van gewest- of gemeenschapsbevoegdheden, de federale aangelegenheid zich leent tot een gedifferentieerde regeling en de weerslag van die overschrijding slechts marginaal is.

B.13.2. Tijdens de parlementaire voorbereiding van het decreet van 9 juli 2010 verklaarde de bevoegde minister daaromtrent :

« In de eerste plaats is deze bevoegdheidsoverschrijding noodzakelijk om de eigen bevoegdheden te kunnen uitoefenen. Onmiskenbaar heeft de Vlaamse decreetgever aanzienlijke bevoegdheden met betrekking tot de organisatie van het archiefwezen. Zo is hij niet enkel bevoegd voor de organisatie van de archieven van de eigen instellingen maar ook voor de archieven van instellingen waarvoor hij als gevolg van de staatshervorming organiek bevoegd is en dit tenminste voor het dynamische archief. Ook op het vlak van de toegang tot de archiefdocumenten van deze gedecentraliseerde besturen is en blijft de Vlaamse decreetgever bevoegd als het gaat om de organisatie van de toegang

tot de bestuursdocumenten en voor het opleggen van beperkingen op de openbaarmaking voor zover deze betrekking hebben op aangelegenheden waarvoor de decreetgever bevoegd is, ook voor die archiefdocumenten die tot het statische archief behoren. Om een coherent en samenhangend beleid te kunnen voeren voor alle archieven van de instellingen waarvoor de Vlaamse decreetgever organiek bevoegd is, is het optreden van de Vlaamse decreetgever voor alle archieven ongeacht hun situatie noodzakelijk.

Daarnaast biedt de federale bevoegdheid de mogelijkheid van een gedifferentieerde aanpak. Voor zover de federale overheid bevoegd is voor bepaalde aspecten van de organisatie van het archiefwezen, sluit niets uit dat de decreetgevers eigen normen uitvaardigen die betere garanties bieden voor het bewaren en ontsluiten van archiefdocumenten van de instellingen waarvoor de Vlaamse decreetgever organiek bevoegd is. In de mate dat de federale wetgever dan al bevoegd is, doet de Vlaamse decreetgever trouwens geen afbreuk aan de minimumnormen van de federale wetgever.

De weerslag op de eventuele federale bevoegdheid is marginaal in die zin dat de decreetgever niet raakt aan de organisatie van het Algemeen Rijksarchief en het Rijksarchief in de Provinciën. Evenmin tast de decreetgever de bevoegdheid van de federale wetgever aan over de archiefdocumenten van de instellingen die door deze zijn georganiseerd. Bovendien doet de Vlaamse decreetgever geen afbreuk aan de bestaande federale minimumnormen voor de organisatie voor archiefdocumenten van de gedecentraliseerde instellingen die door de Vlaamse decreetgever worden georganiseerd » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2009-2010, nr. 547/1, p. 8).

B.13.3.1.1. Artikel 128 van de Grondwet, bepaalt :

« § 1. De Parlementen van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap regelen, elk voor zich, bij decreet, de persoonsgebonden aangelegenheden, alsook, voor deze aangelegenheden, de samenwerking tussen de gemeenschappen en de internationale samenwerking, met inbegrip van het sluiten van verdragen.

Een wet aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid, stelt deze persoonsgebonden aangelegenheden vast, alsook de vormen van samenwerking en de nadere regelen voor het sluiten van verdragen.

§ 2. Deze decreten hebben kracht van wet respectievelijk in het Nederlandse taalgebied en in het Franse taalgebied, alsmede, tenzij wanneer een wet aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid er anders over beschikt, ten aanzien van de instellingen gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun organisatie, moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de ene of de andere gemeenschap ».

Artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, vervangen bij artikel 1 van de bijzondere wet van 16 juli 1993, bepaalt :

« De persoonsgebonden aangelegenheden bedoeld in artikel 59bis, § 2bis, [thans artikel 128, § 1] van de Grondwet, zijn :

[...]

II. Wat de bijstand aan personen betreft :

[...]

2° Het beleid inzake maatschappelijk welzijn, met inbegrip van de organieke regels betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van :

a) de vaststelling van het minimumbedrag, de toekenningsvoorwaarden en de financiering van het wettelijk gewaarborgd inkomen overeenkomstig de wetgeving tot instelling van het recht op een bestaansminimum;

b) de aangelegenheden met betrekking tot de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die geregeld zijn in de artikelen 1 en 2 en in de hoofdstukken IV, V en VII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, onverminderd de bevoegdheid van de Gemeenschappen om aanvullende of bijkomende rechten toe te kennen;

c) de aangelegenheden met betrekking tot de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die geregeld zijn in de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand;

d) de regelingen met betrekking tot de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de gemeenten bedoeld in artikelen 6 en 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en van de gemeenten Komen-Waasten en Voeren, die opgenomen zijn in de artikelen 6, § 4, 11, § 5, 18ter, 27, § 4, en 27bis, § 1, laatste lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en in de wet van 9 augustus 1988 tot wijziging van de gemeentewet, de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provinciewet, het Kieswetboek, de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen.

[...] ».

B.13.3.1.2. De bevoegdheid van de Vlaamse Gemeenschap voor de « organieke regels betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn » houdt in beginsel de bevoegdheid in om de bewaring van de documenten die nog een nut hebben voor de administratie en die toebehoren aan de instellingen van dat type die in het Nederlandse taalgebied zijn gelegen, te regelen.

B.13.3.2.1. Artikel 39 van de Grondwet bepaalt :

« De wet draagt aan de gewestelijke organen welke zij opricht en welke samengesteld zijn uit verkozen mandatarissen de bevoegdheid op om de aangelegenheden te regelen welke zij aanduidt met uitsluiting van die bedoeld in de artikelen 30 en 127 tot 129 en dit binnen het gebied en op de wijze die zij bepaalt. Deze wet moet worden aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid ».

Artikel 41, tweede tot vierde lid, van de Grondwet, bepaalt :

« De in artikel 134 bedoelde regel stelt de bevoegdheden, de werkingsregels en de wijze van verkiezing vast van de binnengemeentelijke territoriale organen die aangelegenheden van gemeentelijk belang kunnen regelen.

Die binnengemeentelijke territoriale organen worden opgericht in gemeenten met meer dan 100.000 inwoners op initiatief van de gemeenteraad. Hun leden worden rechtstreeks verkozen. Ter uitvoering van een wet, aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid, regelt het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel de overige voorwaarden waaronder en de wijze waarop dergelijke binnengemeentelijke territoriale organen kunnen worden opgericht.

Dat decreet en die in artikel 134 bedoelde regel moeten worden aangenomen met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen, op voorwaarde dat de meerderheid van de leden van het betrokken Parlement aanwezig is ».

B.13.3.2.2. Artikel 6, § 1, III, 10°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij artikel 4, § 5, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1988, bepaalt :

« De aangelegenheden bedoeld in artikel 107^{quater} [thans artikel 39] van de Grondwet zijn :

[...]

III. Wat de landinrichting en het natuurbehoud betreft :

[...]

10° De polders en wateringen ».

B.13.3.2.3. Artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, vervangen bij artikel 4 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 « houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen », bepaalt :

« De aangelegenheden bedoeld in artikel 107^{quater} [thans artikel 39] van de Grondwet zijn :

[...]

VIII. Wat de ondergeschikte besturen betreft :

1° de samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de provinciale en gemeentelijke instellingen, met uitzondering van :

- de regelingen die krachtens de wet van 9 augustus 1988 tot wijziging van de gemeentewet, de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provinciewet, het Kieswetboek, de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen opgenomen zijn in de gemeentewet, de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provinciewet, het Kieswetboek, de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen;

- de regelingen die opgenomen zijn in de artikelen 5, 5^{bis}, 70, 3° en 8°, 126, tweede en derde lid, en titel XI van de provinciewet;

- de regelingen die opgenomen zijn in de artikelen 125, 126, 127 en 132 van de nieuwe gemeentewet, voor zover zij de registers van de burgerlijke stand betreffen;

- de organisatie van en het beleid inzake de politie, met inbegrip van artikel 135, § 2, van de nieuwe gemeentewet, en de brandweer;

- de pensioenstelsels van het personeel en de mandatarissen.

De gewesten oefenen deze bevoegdheid uit, onverminderd de artikelen 279 en 280 van de nieuwe gemeentewet.

De gemeenteraden of de provincieraden regelen alles wat van gemeentelijk of provinciaal belang is; zij beraadslagen en besluiten over elk onderwerp dat hen door de federale overheid of door de gemeenschappen is voorgelegd.

De provinciegouverneurs, de gouverneur en de vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, de adjunct van de gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant, de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen worden benoemd en afgezet door de betrokken gewestregering, op eensluidend advies van de Ministerraad.

Wanneer een gemeenschaps- of gewestregering informatie opvraagt uit de registers van de burgerlijke stand, geeft de ambtenaar van de burgerlijke stand onmiddellijk gevolg aan dat verzoek ».

Op het ogenblik van de inwerkingtreding van die tekst luidde artikel 132 van de Nieuwe Gemeentewet - waarin de tekst van artikel 100, eerste lid, van de Gemeentewet van 30 maart 1836 wordt overgenomen als volgt :

« Het college van burgemeester en schepenen zorgt voor de bewaring van het archief, van de titels en van de registers van de burgerlijke stand; het maakt daarvan, alsmede van de charters en andere oude bescheiden der gemeente, inventarissen op in tweevoud en belet dat enig stuk verkocht of uit de bewaarplaats weggenomen wordt ».

De in artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bedoelde aangelegenheid omvat onder meer de « regelgeving inzake het bewaren van provinciale en gemeentelijke documenten in een provinciaal of gemeentelijk archief » (*Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-709/1, p. 9).

B.13.3.2.4. Artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, ingevoegd bij artikel 4 van de bijzondere wet van 13 juli 2001, bepaalt :

« De aangelegenheden bedoeld in artikel 107^{quater} [thans artikel 39] van de Grondwet zijn :

[...]

VIII. Wat de ondergeschikte besturen betreft :

[...]

6° de kerkfabrieken en de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, met uitzondering van de erkenning van de erediensten en de wedden en pensioenen van de bedienaars der erediensten ».

B.13.3.2.5. Uit het voorafgaande blijkt dat het Vlaamse Gewest in beginsel bevoegd is om de bewaring te regelen van de documenten die nog een nut hebben voor de administratie en die toebehoren aan de polders en de wateringen, de kerkfabrieken en de andere instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, alsook aan de provinciale instellingen, de gemeentelijke instellingen en de binnengemeentelijke territoriale organen.

B.13.3.3. Het kan weliswaar wenselijk worden geacht dat de toepassing van de in B.13.3.1.2 en in B.13.3.2.5 bedoelde regels moeiteloos bestaand is met die van de federale regels met betrekking tot de bewaring van de documenten die geen nut meer hebben voor de administratie en die ook aan die openbare overheden toebehoren.

Nochtans is het voor de uitoefening van de voormelde gemeenschaps- en gewestbevoegdheden te dezen niet noodzakelijk dat de Vlaamse Gemeenschap of het Vlaamse Gewest regels aanneemt die de federale overheid dient aan te nemen.

B.13.4. Bovendien heeft de toepassing van de artikelen 5 tot 9, 11 en 12 van het decreet van 9 juli 2010 op de documenten die geen nut meer hebben voor de administratie en die aan de in B.13.3.1.2 en in B.13.3.2.5 bedoelde openbare overheden toebehoren, een meer dan marginale weerslag op de uitoefening, door de federale overheid, van haar eigen bevoegdheid.

De inachtneming van de regels met betrekking tot de bewaring, de selectie en de vernietiging van die documenten blijkt niet bestaand met het uitvoeren van bepaalde activiteiten van de wetenschappelijke instelling genaamd « Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de provinciën », zoals beschreven in de artikelen 1, 5 en 6 van de wet van 24 juni 1955, zoals zij op 7 december 1996 luiden.

B.13.5. Bijgevolg, zelfs indien zou worden aangenomen dat de in het geding zijnde federale aangelegenheid zich leent tot een gedifferentieerde regeling, zou de bevoegdheidsoverschrijding die uit artikel 3, 2°, van het decreet van 9 juli 2010 voortvloeit, niet kunnen worden verantwoord op grond van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

B.14. Uit het voorafgaande vloeit voort dat de voormelde bepaling, in de in B.12 aangegeven mate, niet bestaanbaar is met de artikelen 6bis en 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, in samenhang gelezen met artikel 1, 1°, a), van het koninklijk besluit van 30 oktober 1996 tot aanwijzing van de federale wetenschappelijke instellingen.

B.15. Het eerste onderdeel van het eerste middel is gegrond.

B.16. Het onderzoek van het tweede onderdeel van het eerste middel zou niet tot een ruimere vernietiging kunnen leiden.

Ten aanzien van het tweede middel in de zaak nr. 5094

B.17. Uit de uiteenzettingen van het tweede middel blijkt dat het Hof wordt verzocht zich uit te spreken over de overeenstemming van artikel 3, 2°, en van artikel 4, 3° en 4°, van het decreet van 9 juli 2010 met artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, en met artikel 6, § 1, VIII, tweede lid, van dezelfde wet, al dan niet in samenhang gelezen met het evenredigheidsbeginsel en met artikel 143, § 1, van de Grondwet.

Aan de bestreden bepalingen wordt verweten dat ze het mogelijk maken om alle bepalingen van het decreet van 9 juli 2010 toe te passen op de bewaring van het « levend archief » van de provincies en de gemeenten dat betrekking heeft op de in artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, derde, vierde en vijfde streepje, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en in artikel 6, § 1, VIII, tweede lid, van dezelfde wet bedoelde federale aangelegenheden.

B.18.1. Het voormelde artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, derde, vierde en vijfde streepje, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« De aangelegenheden bedoeld in artikel 107^{quater} [thans artikel 39] van de Grondwet zijn :

[...]

VIII. Wat de ondergeschikte besturen betreft :

1° de samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de provinciale en gemeentelijke instellingen, met uitzondering van :

[...]

- de regelingen die opgenomen zijn in de artikelen 125, 126, 127 en 132 van de nieuwe gemeentewet, voor zover zij de registers van de burgerlijke stand betreffen;

- de organisatie van en het beleid inzake de politie, met inbegrip van artikel 135, § 2, van de nieuwe gemeentewet, en de brandweer;

- de pensioenstelsels van het personeel en de mandatarissen ».

B.18.2. Artikel 6, § 1, VIII, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, ingevoegd bij artikel 4 van de bijzondere wet van 13 juli 2001, bepaalt :

« De aangelegenheden bedoeld in artikel 107^{quater} [thans artikel 39] van de Grondwet zijn :

[...]

VIII. Wat de ondergeschikte besturen betreft :

[...]

De handelingen, reglementen en verordeningen van de overheden van de provincies, de gemeenten, de agglomeraties en federaties van gemeenten en andere bestuursoverheden mogen niet in strijd zijn met de wetten en de besluiten van de federale overheid of de decreten en besluiten van de gemeenschappen, welke in elk geval die overheden met de uitvoering daarvan en met andere opdrachten, met inbegrip van het geven van advies, kunnen belasten, alsook met het op de begroting brengen van alle uitgaven die zij aan deze overheden opleggen ».

B.19. De gewestelijke bevoegdheid om de « organisatie » en de « werking » van de provincies en de gemeenten te regelen, houdt onder meer de bevoegdheid in om « de organisatie van de provinciale en gemeentelijke diensten » en « het bewaren van provinciale en gemeentelijke documenten in een provinciaal of gemeentelijk archief » te regelen (*Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-709/1, pp. 8-9).

Het staat evenwel aan de federale overheid om die aspecten van de « organisatie » en van de « werking » van de provincies en de gemeenten te regelen, wanneer zij betrekking hebben op de « regelingen die opgenomen zijn in de artikelen 125, 126, 127 en 132 van de nieuwe gemeentewet, voor zover zij de registers van de burgerlijke stand betreffen », de organisatie van de politie en van de brandweer, het beleid inzake de politie en de brandweer, de pensioenstelsels van het provincie- en gemeentepersoneel en van de provinciale en gemeentelijke mandatarissen (*ibid.*, pp. 9-10), alsook de uitvoering van de federale regelgeving en van de door de federale overheid toevertrouwde opdrachten.

In die aangelegenheden is enkel de federale overheid bevoegd om de bewaring te regelen van de documenten die aan de provincies en de gemeenten toebehoren en die nog een nut hebben voor de administratie.

B.20. Het decreet van 9 juli 2010 is van toepassing op alle documenten die nog een nut hebben voor de administratie en die aan de provincies en aan de gemeenten toebehoren (artikel 3, 2°, en artikel 4, 3° en 4°).

De regels van hetzelfde decreet met betrekking tot de bewaring van dat soort van documenten gelden dus voor de documenten die betrekking hebben op een gewestelijke aangelegenheid, een gemeenschapsaangelegenheid of een federale aangelegenheid.

In zoverre artikel 3, 2°, en artikel 4, 3° en 4°, van het decreet van 9 juli 2010 tot gevolg hebben dat de bepalingen van hetzelfde decreet met betrekking tot de bewaring van documenten van toepassing zijn op de provinciale en gemeentelijke documenten die nog een nut hebben voor de administratie en die betrekking hebben op een federale aangelegenheid, regelen zij een federale aangelegenheid.

B.21. Uit het voorafgaande vloeit voort dat de bestreden bepalingen, in zoverre zij de toepassing mogelijk maken van de bepalingen van het decreet van 9 juli 2010 met betrekking tot de bewaring van de documenten die aan de provincies en aan de gemeenten toebehoren, die nog een nut hebben voor de administratie en die betrekking hebben op de in artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, derde, vierde en vijfde streepje, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en in artikel 6, § 1, VIII, tweede lid, van dezelfde wet bedoelde federale aangelegenheden, niet bestaanbaar zijn met die laatste twee bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

B.22. Het tweede middel is gegrond.

Wat de zaak nr. 5093 betreft

B.23. Vermits de middelen in de zaak nr. 5093 niet kunnen leiden tot een ruimere vernietiging behoeven ze niet te worden onderzocht.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 3, 2°, van het Vlaamse decreet van 9 juli 2010 « betreffende de bestuurlijk-administratieve archiefwerking » in zoverre het tot gevolg heeft dat de artikelen 5 tot 9, 11 en 12 van hetzelfde decreet van toepassing zijn op de documenten die geen nut meer hebben voor de administratie en die aan de gemeenten, aan de provincies en aan de in B.11 bedoelde openbare instellingen toebehoren;

- vernietigt artikel 3, 2°, en artikel 4, 3° en 4°, van hetzelfde decreet in zoverre zij tot gevolg hebben dat de bepalingen van dat decreet van toepassing zijn op de bewaring van de documenten die aan de provincies en aan de gemeenten toebehoren, die nog een nut hebben voor de administratie en die betrekking hebben op de in artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, derde, vierde en vijfde streepje, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervormingen der instellingen en in artikel 6, § 1, VIII, tweede lid, van dezelfde bijzondere wet bedoelde federale aangelegenheden;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 3 mei 2012.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

R. Henneuse.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2012 — 2118

[2012/202787]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 57/2012 vom 3. Mai 2012

Geschäftsverzeichnissnr. 5093 und 5094

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung des flämischen Dekrets vom 9. Juli 2010 «über die verwaltungsmäßig-administrative Archivorganisation», erhoben von der VoG «Association des Archivistes Francophones de Belgique» und anderen und vom Ministerrat.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten R. Henneuse und M. Bossuyt, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und F. Daoût, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten R. Henneuse,

verkündet nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

Mit Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 3. und 4. Februar 2011 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 7. Februar 2011 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des flämischen Dekrets vom 9. Juli 2010 «über die verwaltungsmäßig-administrative Archivorganisation» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. August 2010): die VoG «Association des Archivistes Francophones de Belgique», mit Vereinigungssitz in 7110 Houdeng-Aimeries, rue de l'Hospice 125, Claude de Moreau de Gerbehaye, wohnhaft in 5170 Rivièrè, rue de Bois Laiterie 84, und Claude Depauw, wohnhaft in 7700 Mouscron, rue Sainte-Germaine 176, beziehungsweise der Ministerrat.

Diese unter den Nummern 5093 und 5094 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

B.1. Das Dekret der Flämischen Gemeinschaft und der Flämischen Region vom 9. Juli 2010 «über die verwaltungsmäßig-administrative Archivorganisation» bestimmt:

«KAPITEL 1. - Allgemeine Bestimmungen, Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1. Dieses Dekret regelt eine gemeinschaftliche und regionale Angelegenheit.

Art. 2. Dieses Dekret wird bezeichnet als: das Archivdekret vom 9. Juli 2010.

Art. 3. In diesem Dekret sind zu verstehen unter:

1. Archivverwaltung: das Organisieren und Ausführen der Erstellung der Archive, das Erschließen, Zugänglichmachen, Auswählen, Vernichten, Aufbewahren und die Zurverfügungstellung von Archivdokumenten;

2. Archivdokumente: jedes Dokument, ungeachtet seines Datums, seiner Form, seines Entwicklungsstadiums oder seines Trägers, das wegen seiner Beschaffenheit dazu bestimmt ist, den Gewährleistenden anvertraut zu werden, der es erhalten, erworben oder erstellt hat wegen seiner Tätigkeit oder Aufgabe oder im Hinblick auf die Wahrung seiner Rechte;

3. Archivauftrag: die administrative Verantwortung der Archivverwaltung;

4. Auswahlliste: Aufstellung der Kategorien von Archivdokumenten, die zur ständigen Aufbewahrung oder zur Vernichtung in Frage kommen, mit vorheriger Begründung, mit Angabe der Fristen, nach denen die Vernichtung stattfinden kann oder nicht.

Art. 4. Dieses Dekret findet Anwendung auf folgende Instanzen:

1. die durch den Dekretgeber eingesetzten administrativen Rechtsprechungsorgane;
2. die Dienststellen, Einrichtungen und Rechtspersonen, die der Flämischen Gemeinschaft oder der Flämischen Region unterstehen;
3. die Gemeinden und Distrikte;
4. die Provinzen;
5. die interkommunalen Zusammenarbeitsverbände;
6. die öffentlichen Sozialhilfezentren und die Vereinigungen im Sinne der Titel 7 und 8 des Dekrets vom 19. Dezember 2008 über die Organisation der öffentlichen Sozialhilfezentren;
7. die Kirchenfabriken und die Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragt sind;
8. die Entwässerungsgenossenschaften und Bewässerungsgenossenschaften;
9. die anderen kommunalen und provinziellen Einrichtungen, einschließlich der Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, in denen eine oder mehrere Gemeinden oder Provinzen wenigstens die Hälfte der Stimmen in einem der Verwaltungsorgane besitzen.

Sie werden nachstehend allesamt als Gewährleistende bezeichnet.

KAPITEL 2. - Auftrag und Verwaltung

Art. 5. § 1. Jeder Gewährleistende ist mit der Archivierung der ihm anvertrauten Archivdokumente beauftragt. Die Archivdokumente sind unveräußerlich und können nicht verjähren.

§ 2. Jeder Gewährleistende bringt die ihm anvertrauten Archivdokumente in einen gut erhaltenen, geordneten und zugänglichen Zustand und bewahrt sie in diesem Zustand während ihrer gesamten Lebensdauer ab der Erstellung oder ab dem Eingang bis zur etwaigen Vernichtung auf.

§ 3. Die Flämische Regierung legt die Modalitäten bezüglich des gut erhaltenen, geordneten und zugänglichen Zustands fest.

Art. 6. § 1. Der Archivauftrag von aufgelösten oder zusammengeschlossenen Gewährleistenden wird durch die Rechtsnachfolger übernommen.

§ 2. Für Archivdokumente von gespaltenen Gewährleistenden vereinbaren die Rechtsnachfolger in gemeinsamem Einvernehmen eine Regelung.

§ 3. Die Archivdokumente von Gewährleistenden ohne Rechtsnachfolger werden einem Gewährleistenden anvertraut, der bei der Auflösung bestimmt wird.

§ 4. Wenn nicht innerhalb einer angemessenen Frist eine Regelung zustande kommt, bestimmt die Flämische Regierung einen Gewährleistenden, dem die Archivdokumente anvertraut werden.

Art. 7. § 1. Die Archivverwaltung entspricht folgenden Kriterien:

1. die Weise, auf die der Gewährleistende seine Archivdokumente in einen gut erhaltenen, geordneten und zugänglichen Zustand bringt und sie in diesem Zustand aufbewahrt, wird in den Verfahren festgelegt;
2. die Archivdokumente werden in öffentlichen Verzeichnissen, die veröffentlicht werden, zugänglich gemacht;
3. die Archivdokumente, die der Gewährleistende nicht aufgrund seiner Tätigkeiten oder Aufgaben oder im Hinblick auf die Wahrung seiner Rechte erhalten oder erstellt hat, sondern von einem Dritten erworben hat und die durch Ausdruck des Willens dieses Dritten nicht oder nur teilweise einsehbar sind, werden in einem öffentlichen Verzeichnis beschrieben, das veröffentlicht wird;
4. die Ausführenden der Archivverwaltung sind ausreichend sachkundig, um diese Aufgabe zu bewältigen;
5. die Ausführenden der Archivverwaltung unterliegen einem Kodex der Berufspflichten.

§ 2. Die Flämische Regierung legt die Modalitäten für die Kriterien im Sinne von Paragraph 1 fest.

Art. 8. Die Gewährleistenden können für ihre Archivverwaltung miteinander zusammenarbeiten unter Einhaltung der geltenden Regelung.

Art. 9. § 1. Die Flämische Regierung kann in Absprache mit den betreffenden Gewährleistenden ein externes Audit der Archivverwaltung bei den Gewährleistenden durchführen.

§ 2. Das Audit umfasst mindestens:

1. die Kontrolle der Einhaltung der Bestimmungen über den Archivauftrag im Sinne der Artikel 5 und 6;
2. die Kontrolle der Archivverwaltung im Sinne von Artikel 7;
3. die Kontrolle der Einhaltung der Auswahllisten im Sinne von Artikel 12;
4. die Kontrolle der Genehmigung für den Zugang zu Archivdokumenten zu wissenschaftlichen Zwecken im Sinne von Artikel 14;
5. eine Bestimmung von Möglichkeiten zur Verbesserung der Wirksamkeit und Effizienz der Archivverwaltung der betreffenden Gewährleistenden.

§ 3. Die Flämische Regierung legt die Modalitäten für die Arbeitsweise, die Finanzierung und die Häufigkeit der Audits fest.

KAPITEL 3. - Unterstützung

Art. 10. Die Flämische Regierung übernimmt im Rahmen der Unterstützung für den Archivauftrag und die Archivverwaltung bei den Gewährleistenden folgenden Aufgaben:

1. administrative Unterstützung der Auswahlkommissionen;
2. Bilderstellung und Kommunikation;
3. Verwaltung des Zentralregisters im Sinne von Artikel 16;
4. praktische Unterstützung;
5. Entwicklung der Praxis;
6. Verwaltung der Kompatibilität der Auswahllisten.

Die Flämische Regierung kann die in Absatz 1 erwähnten Aufgaben konkretisieren oder ergänzen.

KAPITEL 4. - Auswahl und Vernichtung

Art. 11. § 1. Die Flämische Regierung setzt für jede Verwaltungsebene eine Auswahlkommission ein, die damit beauftragt ist, die allgemeine Auswahlliste für diese Verwaltungsebene zu erstellen und regelmäßig zu aktualisieren. Die Auswahlkommission besteht aus Mitgliedern, die in hohem Maße mit der Materie vertraut sind.

§ 2. Wenn ein oder mehrere Archivdokumente oder Kategorien von Archivdokumenten nicht in einer allgemeinen Auswahlliste angeführt sind, kann ein Gewährleistender der betreffenden Auswahlkommission eine ergänzende, spezifische Auswahlliste vorlegen.

Die Auswahlkommission prüft die Übereinstimmung der spezifischen Auswahllisten mit den Bestimmungen von Paragraph 3 und übermittelt sie der Flämischen Regierung.

§ 3. Folgende Elemente müssen bei der Erstellung einer Auswahlliste berücksichtigt werden:

1. die Aufgabe des Gewährleistenden;
2. das Verhältnis der Gewährleistenden zu anderen Gewährleistenden;
3. der Wert der Archivadokumente als Bestandteil des Kulturerbes;
4. die Bedeutung der in den Archivadokumenten enthaltenen Informationen für die Gewährleistenden, die Rechtsuchenden oder Beweissuchenden, oder für wissenschaftliche Zwecke.

Der Auswahlliste wird eine Begründung beigelegt.

§ 4. Die Flämische Regierung bestätigt die Auswahllisten. Die Auswahllisten werden gemäß den Bestimmungen der Flämischen Regierung veröffentlicht.

§ 5. Die Flämische Regierung legt die Modalitäten bezüglich der Auswahllisten, der Zusammensetzung und der Arbeitsweise der Auswahlkommissionen sowie bezüglich der Entschädigungen für die Mitglieder der Kommissionen fest.

Art. 12. § 1. Die Gewährleistenden dürfen die Archivadokumente erst vernichten, wenn sie über eine festgelegte Auswahlliste verfügen und diese Vernichtung den Bestimmungen der festgelegten Liste entspricht.

§ 2. Die Gewährleistenden führen eine datierte Erklärung über die Vernichtung von Archivadokumenten; diese Erklärung enthält zumindest eine genaue Bezeichnung der vernichteten Archivadokumente sowie die Angabe des Grundes für die Vernichtung. Diese Erklärung ist öffentlich und wird gemäß den Bestimmungen der Flämischen Regierung veröffentlicht.

KAPITEL 5. - Zugang zu Archivadokumenten

Art. 13. § 1. Auf die anderen Archivadokumente als die Verwaltungsdokumente im Sinne des Dekrets vom 26. März 2004 über die Öffentlichkeit der Verwaltung findet das vorerwähnte Dekret sinngemäße Anwendung.

§ 2. Das Erfordernis des Nachweises eines Interesses gemäß Artikel 17 § 2 und die Ausnahmegründe, die in den Artikeln 13, 14 und 15 des Dekrets vom 26. März 2004 über die Öffentlichkeit der Verwaltung festgelegt sind, können, mit Ausnahme derjenigen im Sinne von Artikel 13 Nrn. 2 und 6, Artikel 14 Nrn. 2 und 3 und Artikel 15 § 1 Nrn. 1, 5, 6 und 7 des vorerwähnten Dekrets, nach Ablauf von 30 Jahren nach der Erstellung oder dem Empfang nicht mehr geltend gemacht werden, um die Veröffentlichung zu verweigern.

Art. 14. § 1. In Abweichung von Artikel 13 § 2 kann jeder Gewährleistende Zugang zu Archivadokumenten gewähren, wenn der Zugang zu wissenschaftlichen Zwecken beantragt wird. Der Gewährleistende kann für den Zugang besondere und spezifische Bedingungen vorschreiben.

§ 2. Der Antrag auf Zugang enthält mindestens:

1. einen Beweis der Personalien des Antragstellers;
2. die Angabe der einzusehenden Archivadokumente;
3. eine ausführliche Begründung und Beschreibung der wissenschaftlichen Zwecke und der anzuwendenden Forschungsmethoden.

Der Antrag wird an den Gewährleistenden gerichtet, dem die betreffenden Archivadokumente wegen ihrer Beschaffenheit anvertraut werden sollen. Er wird schriftlich oder auf elektronischem Wege oder durch eigenhändige Übergabe eingereicht.

§ 3. Die Entscheidung über den Antrag beruht auf folgenden Kriterien:

1. die wissenschaftliche Beschaffenheit der Forschungsmethode;
2. der wissenschaftliche Mehrwert der Zielsetzung;
3. die Möglichkeit des Gewährleistenden, das nicht veröffentlichte Forschungsergebnis einzusehen;
4. das Maß der Verbreitung des Forschungsergebnisses;
5. die Weise der Verarbeitung sensibler Informationen;
6. die Weise, auf die personenbezogenen Daten anonym gehandhabt werden;
7. das Maß, in dem von den durch Gesetz oder Dekret für die Öffentlichkeit der Verwaltung vorgeschriebenen Einschränkungen abgewichen wird.

§ 4. Unbeschadet einer Ermächtigung wird die Entscheidung über den Antrag getroffen:

1. für administrative Rechtsprechungsorgane: durch den Greffier;
2. für die Gewährleistenden im Sinne von Artikel 4 § 1 Nr. 2: durch den Generalbeamten;
3. für Gemeinden und Distrikte: durch den Sekretär;
4. für Provinzen: durch den Greffier;
5. für die Gewährleistenden im Sinne von Artikel 4 § 1 Nr. 5: durch den Präsidenten der Vereinigung;
6. für die Gewährleistenden im Sinne von Artikel 4 § 1 Nr. 6: durch den Sekretär des ÖSHZ oder den leitenden Beamten der Vereinigung;
7. für die Gewährleistenden im Sinne von Artikel 4 § 1 Nr. 7: durch den Präsidenten;
8. für die Entwässerungsgenossenschaften und Bewässerungsgenossenschaften: durch den Deichgraf der Entwässerungsgenossenschaft oder den Präsidenten der Bewässerungsgenossenschaft;
9. für die Gewährleistenden im Sinne von Artikel 4 § 1 Nr. 9: durch den Verwaltungsratsvorsitzenden.

§ 5. Sofern der Gewährleistende nicht die Zustimmung der betroffenen Parteien erhalten hat, verweigert er jedoch den Zugang zu wissenschaftlichen Zwecken, wenn die Archivadokumente:

1. Bestimmungen über die Geheimhaltung unterliegen;
2. Informationen enthalten, die freiwillig erteilt wurden und durch Dritte ausdrücklich als vertraulich bezeichnet wurden;
3. vertrauliche Informationen kommerzieller und industrieller Art enthalten, die zur Wahrung rechtmäßiger wirtschaftlicher Interessen geschützt werden müssen;
4. auf vertraglicher Basis mit zeitweiliger Vertraulichkeit erworben wurden.

§ 6. Der Gewährleistende beantwortet den Antrag umgehend und spätestens innerhalb von sechzig Kalendertagen schriftlich oder auf elektronischem Weg. Eine ablehnende oder teilweise befürwortende Entscheidung enthält die Begründung der Verweigerung. Die Begründungspflicht darf jedoch nicht:

1. der äußeren Sicherheit des Staates schaden;
2. die öffentliche Ordnung stören;
3. der Achtung des Privatlebens schaden;

4. den Bestimmungen über die Schweigepflicht schaden.

Art. 15. Die Einsichtnahme von Archivdokumenten ist kostenlos, doch für die Aushändigung einer Kopie kann die Zahlung eines Grundbetrags zu einem angemessenen Preis verlangt werden.

KAPITEL 6. - Zentrale Erschließung von Archivdokumenten

Art. 16. § 1. Die Flämische Regierung richtet ein automatisiertes zentrales Register ein im Hinblick auf die Erschließung der Archivdokumente, die durch die Gewährleistenden ständig aufzubewahren sind, und im Hinblick auf die Optimierung ihrer öffentlichen und wissenschaftlichen Nutzung.

Die in diesem Rahmen erstellten Datenbanken sind öffentlich.

§ 2. Das Register ist Eigentum der Flämischen Gemeinschaft.

§ 3. Die Flämische Regierung legt die Modalitäten für die Eingabe von Daten und die Arbeitsweise des Registers fest.

KAPITEL 7. - Schlussbestimmungen

Art. 17. Die bestehenden Auswahllisten, die aufgrund von Artikel 5 des Archivgesetzes vom 24. Juni 1955 genehmigt worden sind, werden beibehalten bis zu ihrem Ersatz durch Auswahllisten, die aufgrund von Artikel 11 dieses Dekrets festgelegt werden. Solange sie beibehalten werden, können sie durch die Gewährleistenden zur Vernichtung von Archivdokumenten gemäß Artikel 12 genutzt werden.

Art. 18. Dieses Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 9, der an einem durch die Flämische Regierung festzulegenden Datum in Kraft tritt».

In Bezug auf die Zuständigkeit des Gerichtshofes

B.2.1. Der erste Klagegrund der klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5094 ist unter anderem aus einem Verstoß gegen Artikel 35 der Verfassung abgeleitet.

Der in Anwendung von Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof durch den Generalarchivar des Königreichs eingereichte Schriftsatz enthält einen identischen ersten Klagegrund.

B.2.2. Artikel 35 der Verfassung bestimmt:

«Die Föderalbehörde ist für nichts anderes zuständig als für die Angelegenheiten, die die Verfassung und die aufgrund der Verfassung selbst ergangenen Gesetze ihr ausdrücklich zuweisen.

Die Gemeinschaften oder die Regionen, jede für ihren Bereich, sind gemäß den durch Gesetz festgelegten Bedingungen und Modalitäten für die anderen Angelegenheiten zuständig. Dieses Gesetz muss mit der in Artikel 4 letzter Absatz bestimmten Mehrheit angenommen werden.

Übergangsbestimmung

Das in Absatz 2 erwähnte Gesetz legt das Datum fest, an dem dieser Artikel in Kraft tritt. Dieses Datum darf nicht vor dem Datum des Inkrafttretens des in Titel III der Verfassung einzufügenden neuen Artikels liegen, der die ausschließlichen Zuständigkeiten der Föderalbehörde festlegt».

Solange Artikel 35 der Verfassung nicht in Kraft getreten ist, ist der Gerichtshof nicht zuständig, über dessen Einhaltung zu urteilen.

B.2.3. Insofern sie aus einem Verstoß gegen Artikel 35 der Verfassung abgeleitet sind, sind der erste Klagegrund der klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5094 und der erste Klagegrund der intervenierenden Partei unzulässig.

B.3.1. Aus der in der Nichtigkeitsklageschrift in der Rechtssache Nr. 5094 enthaltenen Darlegung geht hervor, dass der dritte Klagegrund aus einem Verstoß gegen Artikel 3 § 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgeleitet ist.

Der in Anwendung von Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 eingereichte Schriftsatz enthält einen identischen dritten Klagegrund.

B.3.2.1. Artikel 141 der Verfassung bestimmt:

«Das Gesetz gestaltet das Verfahren, um den Konflikten vorzubeugen zwischen dem Gesetz, dem Dekret und den in Artikel 134 erwähnten Regeln, zwischen den Dekreten sowie zwischen den in Artikel 134 erwähnten Regeln».

Artikel 142 Absätze 1 und 2 der Verfassung bestimmt:

«Es gibt für ganz Belgien einen Verfassungsgerichtshof, dessen Zusammensetzung, Zuständigkeit und Arbeitsweise durch Gesetz bestimmt werden.

Dieser Verfassungsgerichtshof befindet im Wege eines Entscheids über:

1. die in Artikel 141 erwähnten Konflikte;

2. die Verletzung der Artikel 10, 11 und 24 durch ein Gesetz, ein Dekret oder eine in Artikel 134 erwähnte Regel;

3. die Verletzung der Verfassungsartikel, die das Gesetz bestimmt, durch ein Gesetz, ein Dekret oder eine in Artikel 134 erwähnte Regel».

B.3.2.2. In Ausführung von Artikel 142 Absatz 1 der Verfassung bestimmt Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof in der durch die Artikel 2 und 27 des Sondergesetzes vom 9. März 2003 und durch Artikel 8 des Sondergesetzes vom 21. Februar 2010 abgeänderten Fassung:

«Der Verfassungsgerichtshof befindet durch Entscheid über Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigkeitsklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer in Artikel 134 der Verfassung erwähnten Regel wegen Verletzung:

1. der Regeln, die durch die Verfassung oder aufgrund der Verfassung für die Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten des Staates, der Gemeinschaften und der Regionen festgelegt sind, oder

2. der Artikel von Titel II ' Die Belgier und ihre Rechte ' und der Artikel 170, 172 und 191 der Verfassung».

Artikel 30bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, eingefügt durch Artikel 10 des Sondergesetzes vom 9. März 2003, bestimmt:

«Für die Anwendung der Artikel 1 und 26 § 1 werden als in Nr. 1 dieser beiden Bestimmungen erwähnte Regeln angesehen: die Konzertierung, die Einbeziehung, die Auskunftserteilung, Stellungnahmen, gleichlautende Stellungnahmen, Vereinbarungen, gemeinsame Vereinbarungen und Vorschläge, die im Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, mit Ausnahme der in Artikel 92bis des besagten Gesetzes vorgesehenen Zusammenarbeitsabkommen, sowie im Sondergesetz vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen oder auch in jeglichem anderen in Ausführung der Artikel 39, 127 § 1, 128 § 1, 129 § 1, 130 § 1, 135, 136, 137, 140, 166, 175, 176 und 177 der Verfassung ergangenen Gesetz vorgesehen sind».

B.3.3. Artikel 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat bestimmt:

«§ 1. Abgesehen von den mit besonderen Gründen versehenen Dringlichkeitsfällen und mit Ausnahme der Entwürfe, die sich auf Haushaltspläne, Rechnungen, Anleihen, Domanialverrichtungen und das Armeekontingent beziehen, legen die Minister, die Mitglieder der Gemeinschafts- und Regionalregierungen und die Mitglieder des Kollegiums der Französischen Gemeinschaftskommission beziehungsweise die Mitglieder des Vereinigten Kollegiums, die in Artikel 60 Absatz 2 beziehungsweise 4 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen

erwähnt sind, jeder für seinen Bereich, der Gesetzgebungsabteilung den Text aller Vorentwürfe von Gesetzen, Dekreten beziehungsweise Ordonnanzen und aller Entwürfe von Erlassen mit Verordnungscharakter zu einer mit Gründen versehenen Begutachtung vor. Im Begutachtungsantrag wird der Name des Beauftragten des Ministers beziehungsweise des vom Minister bezeichneten Beamten angegeben, der der Gesetzgebungsabteilung dienliche Erläuterungen geben kann. Gutachten und Vorentwurf werden der Begründung zu Entwürfen von Gesetzen, Dekreten und Ordonnanzen beigelegt. Das Gutachten wird dem Bericht an den König, an die Regierung, an das Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission beziehungsweise an das Vereinigte Kollegium beigelegt.

Entwürfe von Ordonnanzen und Erlassen der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt oder des Vereinigten Kollegiums, die Zuständigkeiten der Brüsseler Agglomeration, der Französischen Gemeinschaftskommission oder der Flämischen Gemeinschaftskommission betreffen, müssen der Gesetzgebungsabteilung nicht zur Begutachtung vorgelegt werden.

Was das Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission betrifft, werden der Gesetzgebungsabteilung ausschließlich Erlasse, die sich auf die gemäß Artikel 138 der Verfassung übertragenen Angelegenheiten beziehen, zur Begutachtung vorgelegt.

§ 2. Wird für den Vorentwurf eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz die Dringlichkeit geltend gemacht, so ist das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung jedoch erforderlich und bezieht sich auf die Frage, ob der Vorentwurf Angelegenheiten betrifft, die je nach Fall in den Zuständigkeitsbereich des Staates, der Gemeinschaft oder der Region fallen.

Wird die Dringlichkeit für den Vorentwurf eines Gesetzes geltend gemacht, so bezieht sich das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung ebenfalls auf die Frage, ob der betreffende Text eine in Artikel 74, 77 oder 78 der Verfassung erwähnte Angelegenheit betrifft.

§ 3. Wenn die Gesetzgebungsabteilung der Ansicht ist, dass ein Vorentwurf beziehungsweise Vorschlag eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz oder ein Abänderungsantrag beziehungsweise der Entwurf eines Abänderungsantrags die Zuständigkeit des Staates, der Gemeinschaft beziehungsweise der Region überschreitet, wird der betreffende Vorentwurf, Vorschlag beziehungsweise Abänderungsantrag an den in Artikel 31 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Konzertierungsausschuss verwiesen.

§ 4. Der Konzertierungsausschuss gibt binnen vierzig Tagen gemäß dem Konsensverfahren seine Stellungnahme zur Frage der Zuständigkeitsüberschreitung ab; diese Stellungnahme ist mit Gründen versehen.

Ist der Konzertierungsausschuss der Ansicht, dass eine Zuständigkeitsüberschreitung vorliegt, fordert er je nach Fall die Föderalregierung, die zuständige Gemeinschafts- beziehungsweise Regionalregierung, das Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission oder das Vereinigte Kollegium auf, den Vorentwurf zu berichtigen oder bei der Versammlung, die mit dem Vorentwurf beziehungsweise Vorschlag befasst ist, die von ihm bestimmten Abänderungsanträge, die dieser Zuständigkeitsüberschreitung ein Ende bereiten, einzureichen.

Diese Bestimmung führt Artikel 141 der Verfassung aus. Das durch sie eingeführte Verfahren hat unter anderem zum Zweck, den «Zuständigkeitskonflikten» im Sinne dieser Verfassungsbestimmung vorzubeugen.

Artikel 3 § 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat ist jedoch keine Vorschrift zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Föderalbehörde, Gemeinschaften und Regionen. Außerdem handelt es sich dabei nicht um eine Konzertierung im Sinne von Artikel 30bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989.

Der Gerichtshof ist demzufolge nicht zuständig, über einen eventuellen Verstoß gegen Artikel 3 § 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze zu befinden.

B.3.4. Der vom Kläger in der Rechtssache Nr. 5094 angeführte dritte Klagegrund und der von der intervenierenden Partei geltend gemachte dritte Klagegrund sind unzulässig.

In Bezug auf das Interesse der Kläger in der Rechtssache Nr. 5093

B.4. Artikel 142 Absatz 3 der Verfassung und Artikel 2 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 erlegen jeder natürlichen oder juristischen Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, die Verpflichtung auf, ein Interesse nachzuweisen.

Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte. Die Popularklage ist nicht zulässig.

Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die sich nicht auf ihr persönliches Interesse beruft, vor dem Hof auftritt, ist es erforderlich, dass ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, dass sie ein kollektives Interesse vertritt, dass die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann und dass es sich schließlich nicht zeigt, dass dieser Vereinigungszweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.5.1. Die erste klagende Partei leitet ihr Interesse an der Beantragung der Nichtigkeitsklärung des Dekrets vom 9. Juli 2010 daraus ab, dass sie gemäß Artikel 2 ihrer heutigen Satzung (veröffentlicht in den Anlagen zum *Belgisches Staatsblatt* vom 2. Januar 2007) «bemüht ist, zu sensibilisieren für die Bewahrung, Benutzung und Verwertung der Archive, die als Verwaltungsinstrumente, als Rechtsgrundlage, als Element des Kulturerbes und als eine der Geschichtsquellen angesehen werden» und «bestrebt ist, den Beruf eines Archivars zu fördern».

B.5.2. Das Dekret vom 9. Juli 2010 regelt die Archivverwaltung von Dokumenten, die im Besitz von Instanzen sind, deren Sitz sich auf dem Gebiet der Flämischen Region befindet oder für die die Flämische Gemeinschaft zuständig ist.

Dessen Bestimmungen enthalten Regeln zur Festlegung der Bedingungen für die Aufbewahrung dieser Dokumente sowie der Bedingungen, unter denen diese ausgewählt und gegebenenfalls vernichtet werden, durch Dritte einsehbar sind und genutzt werden können.

B.5.3. Das Dekret vom 9. Juli 2010 kann sich folglich unmittelbar und ungünstig auf den vorstehend zitierten Vereinigungszweck der ersten klagenden Partei auswirken. Diese weist das erforderliche Interesse zur Beantragung der Nichtigkeitsklärung nach.

B.6. Da das Interesse der ersten klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 5093 angenommen wird, braucht das Interesse der zweiten und der dritten klagenden Partei nicht geprüft zu werden.

B.7. Die Nichtigkeitsklage in der Rechtssache Nr. 5093 ist zulässig.

In Bezug auf den ersten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5094

B.8. Aus der Darlegung des «ersten Teils» des ersten Klagegrunds geht hervor, dass der Gerichtshof gebeten wird, über die Vereinbarkeit von Artikel 3 Nr. 2 des Dekrets vom 9. Juli 2010 mit Artikel 4 Nr. 4, mit Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 1, mit Artikel 6bis § 2 Nr. 4 und mit Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen zu befinden.

Es wird bemängelt, dass die angefochtene Bestimmung die Anwendung der Artikel 5 bis 9, 11 und 12 dieses Dekrets auf die «toten Archive» der in Artikel 4 Nrn. 3 bis 9 desselben Dekrets aufgezählten Einrichtungen ermögliche.

B.9.1.1. Artikel 127 der Verfassung bestimmt:

«§ 1. Die Parlamente der Französischen und der Flämischen Gemeinschaft regeln durch Dekret, jedes für seinen Bereich:

1. die kulturellen Angelegenheiten;

[...]

3. die Zusammenarbeit zwischen den Gemeinschaften sowie die internationale Zusammenarbeit, einschließlich des Abschlusses von Verträgen, in den unter den Nummern 1 und 2 erwähnten Angelegenheiten.

Ein Gesetz, das mit der in Artikel 4 letzter Absatz bestimmten Mehrheit angenommen wird, legt die unter Nummer 1 erwähnten kulturellen Angelegenheiten, die unter Nummer 3 erwähnten Formen der Zusammenarbeit sowie die näheren Regeln für den unter Nummer 3 erwähnten Abschluss von Verträgen fest.

§ 2. Diese Dekrete haben jeweils Gesetzeskraft im französischen Sprachgebiet beziehungsweise im niederländischen Sprachgebiet sowie in Bezug auf die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt errichteten Einrichtungen, die aufgrund ihrer Tätigkeiten als ausschließlich zu der einen oder der anderen Gemeinschaft gehörend zu betrachten sind».

B.9.1.2. Die Übertragung der Zuständigkeit zur Regelung der kulturellen Angelegenheiten auf die Gemeinschaften beruht auf dem früheren Artikel 59bis der Verfassung, der darin eingefügt worden ist durch die Verfassungsrevision vom 24. Dezember 1970, mit der unter anderem die «Kulturgemeinschaften» eingeführt wurden.

Im Bericht des Senatsausschusses über diese Verfassungsrevision heißt es, dass zu den «kulturellen Angelegenheiten» im Sinne der vorerwähnten Verfassungsbestimmung insbesondere der «Schutz des Kulturerbes» gehört (*Parl. Dok.*, Senat, 1969-1970, Nr. 402, SS. 26-27). «Der Minister der Gemeinschaftlichen Beziehungen teilt mit, dass darunter insbesondere die Regelungen über Denkmäler, Landschaften, das bewegliche Kulturerbe wie Kunstwerke, Veröffentlichungen, die verpflichtend hinterlegt werden müssen, Archive, Hörfunk- und Fernsehaufzeichnungen von kulturhistorischer Bedeutung zu verstehen sind» (ebenda, S. 26).

B.9.2.1. Artikel 2 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 21. Juli 1971 «über die Zuständigkeit und die Arbeitsweise der Kulturräte für die Niederländische Kulturgemeinschaft und für die Französische Kulturgemeinschaft», aufgehoben durch Artikel 93 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, bestimmte:

«Die kulturellen Angelegenheiten, auf die sich Artikel 59bis § 2 Nr. 1 der Verfassung bezieht, sind:

[...]

4. das Kulturerbe, Museen und sonstige wissenschaftlich-kulturelle Einrichtungen,

5. Bibliotheken, Diskotheken und ähnliche Dienste,

[...]».

Diese kulturellen Angelegenheiten sind unter Berücksichtigung der Präzisierungen in dem in B.9.1.2 zitierten Bericht zu definieren (*Ann.*, Senat, 7. Juli 1971, SS. 2342 und 2384; *Parl. Dok.*, Kammer, 1970-1971, Nr. 1053/4, SS. 5 und 7).

Während der Vorarbeiten vor der Annahme des Sondergesetzes vom 21. Juli 1971 wurde das «Kulturerbe» in dem Sinne definiert, dass es sich insbesondere auf das «bewegliche Erbe» bezog und «unter anderem die Regelung über den Export von Kunstwerken; die Verpflichtung der Hinterlegung eines oder mehrerer Exemplare jeder Publikation gleich welcher Art, die durch Drucken oder durch phonographische oder kinematographische Verfahren vervielfältigt wird, bei einer öffentlich-rechtlichen Einrichtung; die verpflichtende Aufbewahrung von Hörfunk- und Fernsehaufnahmen von kulturhistorischer Bedeutung; die Verpflichtung, die Archive öffentlich-rechtlicher Personen in ein Inventar aufzunehmen und zu hinterlegen; die Festlegung der Regeln für die Hinterlegung von Archiven durch privatrechtliche Personen» umfasst (*Parl. Dok.*, Senat, 1970-1971, Nr. 400, SS. 4-5).

Die «Museen und sonstigen wissenschaftlich-kulturellen Einrichtungen» wurden in dem Sinne umschrieben, dass sie «insbesondere die Einrichtung von Museen, die Festlegung der Bedingungen für die Vergabe von Subventionen zur Schaffung, zum Erwerb, zum Erhalt von Gebäuden und Sammlungen, für den Empfang von Besuchern, die Prospektion (Grabungen), die Erstellung von Inventaren und die Organisation von Verleihdiensten; die Bedingungen, unter denen Sammlungen ausgeliehen werden können, usw.» umfassen (ebenda, S. 5).

Die Begriffe «Bibliotheken, Diskotheken und ähnliche Dienste» betrafen «alle Formen von Sammlungen, die der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt werden: Bibliotheken, darunter fahrbare Bibliotheken, Sammlungen von Zeitschriften und Zeitungen, Sammlungen von Ton- und Bildaufzeichnungen», wobei präzisiert wurde, dass «diese Zuständigkeit die Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für die Schaffung und die Erhaltung von Einrichtungen, den Erwerb von Werken, die Förderung der erforderlichen Ausbildung des Personals (zum Beispiel Bibliothekare), usw. umfasst» (ebenda, S. 5).

Auf die Frage, welche Bedeutung den Wörtern «kulturelle Einrichtungen» beizumessen sei, präziserte der Minister der niederländischen Kultur, dass es sich um «Einrichtungen handelt, von denen einige derzeit gemeinsam sind, wie die großen Museen von Brüssel» (*Parl. Dok.*, Senat, 1970-1971, Nr. 497, S. 3). Der Minister der Gemeinschaftlichen Beziehungen teilte hingegen mit, dass «die in Brüssel niedergelassenen nationalen kulturellen Einrichtungen ausschließlich der Zuständigkeit des nationalen Gesetzgebers unterliegen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1970-1971, Nr. 1053/4, S. 7).

B.9.2.2. Artikel 4 Nrn. 4 und 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, ergänzt durch Artikel 1 § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1988, bestimmt:

«Die kulturellen Angelegenheiten, auf die sich Artikel 59bis § 2 Nr. 1 [nunmehr Artikel 127 § 1 Absatz 1 Nr. 1] der Verfassung bezieht, sind:

[...]

4. das Kulturerbe, Museen und sonstige wissenschaftlich-kulturelle Einrichtungen mit Ausnahme der Denkmäler und Landschaften,

5. Bibliotheken, Diskotheken und ähnliche Dienste».

Während der Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 8. August 1980 bemerkte der Minister der Französischen Gemeinschaft, dass die in Artikel 4 Nr. 5 des Gesetzes vom 8. August 1980 erwähnte Angelegenheit «ausdrücklich sämtliche Methoden zur Gewährleistung des Erhalts und der Verbreitung von Kulturgütern» betraf, wobei er präzisierte, dass «nicht gleich welche Art von Datenbanken dafür in Frage kommen» konnte (*Parl. Dok.*, Senat, 1979-1980, Nr. 434/2, S. 99).

Anlässlich der Behandlung eines Abänderungsantrags, der bezweckte, ausdrücklich die «Archive» im Titel dieser Angelegenheit zu vermerken, bemerkten der Minister der Französischen Gemeinschaft und der Minister der Institutionellen Reformen (F), dass die «Archive in dem Sinn, wie sie im Gesetz über das Allgemeine Staatsarchiv vorgesehen sind, Bestandteil der nationalen Zuständigkeit bleiben und außerhalb der Zuständigkeit der Kulturräte liegen» (ebenda, S. 100).

Der Minister der Französischen Gemeinschaft erklärte außerdem bezüglich der Bibliotheken:

«In der notwendigen Aufteilungsarbeit sind für Bibliotheken nicht nur der Gemeinschaftsaspekt, sondern auch andere Faktoren zu berücksichtigen. Die zentralen Stellen können nämlich veranlasst sein, für eigene Zwecke Bibliotheken einzurichten, die ihrem ordnungsgemäßen Funktionieren dienen; diese Bibliotheken sollten nicht zum Zuständigkeitsbereich der Gemeinschaften gehören» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1979-1980, Nr. 627/10, SS. 37-38).

Er fügte hinzu:

«Das Gleiche gilt für die Ausbildung der Jugendlichen. Der Fernunterricht ist hingegen ein Sektor, der durch die Gemeinschaften übernommen wird. Die gleiche Antwort kann für das Problem der Archive erteilt werden. Die Verwaltung der königlichen Bibliothek beispielsweise bleibt im nationalen Bereich. Es würde nämlich nicht dem gesunden Menschenverstand entsprechen, die königliche Bibliothek aufzuteilen. Für das Staatsarchiv ist das gemeinschaftliche Interesse zu berücksichtigen» (ebenda, S. 38).

Auf die Frage, ob die Nationalbehörde für die Regelung des Statuts der «anderen Archive als das Staatsarchiv» zuständig bleibe, antwortete derselbe Minister:

«[...] selbstverständlich können Archive oder Datenbanken eines der notwendigen Mittel zur Aufbewahrung eines Bestandes von Kunstwerken beispielsweise sein.

Wenn es sich um Archive im Zusammenhang mit Kulturgütern handelt, werden die Gemeinschaften dafür zuständig sein» (ebenda, S. 38).

Im Zusammenhang mit dem Archivwesen erklärte der Premierminister, «die Gemeinschaften sind zuständig für die Angelegenheiten, die nicht im Gesetz über das Allgemeine Staatsarchiv enthalten sind» (ebenda, S. 38).

B.10.1. Artikel 6bis § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, eingefügt durch Artikel 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1988 und ersetzt durch Artikel 3 § 1 des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 «zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur», bestimmt:

«Die Gemeinschaften und Regionen sind im Rahmen ihrer jeweiligen Zuständigkeiten für die wissenschaftliche Forschung einschließlich der Forschung zur Ausführung internationaler oder überstaatlicher Abkommen oder Rechtsakte zuständig».

Artikel 6bis § 2 Nr. 4 desselben Gesetzes, eingefügt durch Artikel 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1988 und ersetzt durch Artikel 3 § 2 des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993, bestimmt:

«Die Föderalbehörde ist jedoch zuständig für:

[...]

4. die föderalen wissenschaftlichen und kulturellen Einrichtungen, einschließlich deren Forschungstätigkeit und Tätigkeit als öffentlicher Dienst. Der König bestimmt diese Einrichtungen durch einen im Ministerrat beratenen Erlass. Für jede nachträgliche Abänderung dieses Erlasses ist eine gleichlautende Stellungnahme der Gemeinschafts- und Regionalregierungen erforderlich».

Diese Bestimmungen begrenzen ebenfalls die Zuständigkeit für die wissenschaftliche Forschung der Region Brüssel-Hauptstadt (Artikel 4 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 «über die Brüsseler Institutionen»), der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission (Artikel 63 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989) und der Französischen Gemeinschaftskommission (Artikel 4 Nr. 1 des Dekrets III der Französischen Gemeinschaftskommission vom 22. Juli 1993 «über die Übertragung der Ausübung bestimmter Befugnisse der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und auf die Französische Gemeinschaftskommission»).

B.10.2. Aufgrund von Artikel 6bis § 2 Nr. 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 «behält» die Föderalbehörde ihre Zuständigkeit für die Forschungstätigkeit und die Tätigkeit als öffentlicher Dienst des Allgemeinen Staatsarchivs, wobei präzisiert wird, dass «die Bemühungen zur Sicherung der Kontinuität der Forschungstätigkeiten dieser föderalen wissenschaftlichen Einrichtungen, zur Unterstützung ihres Auftrags als öffentlicher Dienst und in Zusammenarbeit mit den Forschungszentren der Universitäten fortgesetzt werden» (*Parl. Dok.*, Senat, 1992-1993, Nr. 558/1, SS. 30-32). Es handelt sich um eine «spezifische Zuständigkeit» der Föderalbehörde, die zur «parallelen Zuständigkeit» für die wissenschaftliche Forschung, die sie in den Angelegenheiten besitzt, für die sie befugt ist, hinzukommt (ebenda, Nr. 558/5, S. 69).

B.10.3. In Ausführung von Artikel 6bis § 2 Nr. 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmte Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 30. Oktober 1996 «zur Bestimmung der föderalen wissenschaftlichen und kulturellen Einrichtungen» vor seiner Abänderung durch die Artikel 1 und 2 Nr. 1 des königlichen Erlasses vom 9. April 2007 «zur Abänderung des königlichen Erlasses vom 30. Oktober 1996 zur Bestimmung der föderalen wissenschaftlichen und kulturellen Einrichtungen»:

«Die föderalen wissenschaftlichen und kulturellen Einrichtungen sind:

1. Wissenschaftliche Einrichtungen des Staates, die dem für Wissenschaftspolitik zuständigen Minister unterstehen:

a) das Allgemeine Staatsarchiv und das Staatsarchiv in den Provinzen;

[...].»

Diese Bestimmung - die eine kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Föderalbehörde, Gemeinschaften und Regionen festgelegte Vorschrift im Sinne von Artikel 1 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 ist - ist am Tag ihrer Veröffentlichung, das heißt am 7. Dezember 1996 in Kraft getreten (Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 30. Oktober 1996).

B.10.4. An diesem Datum gehörten «das Allgemeine Staatsarchiv und das Staatsarchiv in den Provinzen» zu den «wissenschaftlichen Einrichtungen des ersten Niveaus» (Artikel 1 erster Gedankenstrich des königlichen Erlasses vom 21. April 1965 «zur Festlegung der Liste und des Niveaus der wissenschaftlichen Einrichtungen, die der Verwaltung für Wissenschaftliche Forschung des Ministeriums des nationalen Unterrichtswesens und der Kultur unterstehen», vor dessen Aufhebung durch Artikel 3 § 1 Nr. 1 des königlichen Erlasses vom 5. September 2001 «zur Festlegung des Niveaus und der Struktur der föderalen wissenschaftlichen Einrichtungen, die dem für Wissenschaftspolitik zuständigen Minister unterstehen»).

Diese Einrichtung übte damals «wissenschaftliche Forschungstätigkeiten und mit diesen Tätigkeiten verbundene Aufgaben des öffentlichen Dienstes» aus (Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 20. April 1965 «über das Statut der wissenschaftlichen Einrichtungen des Staates»), wobei ihre «Zuständigkeiten» und ihre «allgemeinen Befugnisse» durch den König festzulegen waren (Artikel 2 Absatz 2 desselben königlichen Erlasses vor seiner Ersetzung durch Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 26. Mai 1999 «zur Abänderung des königlichen Erlasses vom 20. April 1965 über das Statut der wissenschaftlichen Einrichtungen des Staates»).

B.10.5.1. Die Föderalbehörde ist folglich alleine befugt, nicht nur die Organisation und die Arbeitsweise der wissenschaftlichen Einrichtung mit der Bezeichnung «Allgemeines Staatsarchiv und Staatsarchiv in den Provinzen» sondern auch die «Forschungstätigkeit und Tätigkeit als öffentlicher Dienst», die diese Einrichtung am 7. Dezember 1996 ausübte, zu regeln.

An diesem Datum waren einige dieser Tätigkeiten im Archivgesetz vom 24. Juni 1955 beschrieben worden - in dem Wortlaut vor seiner Abänderung durch die Artikel 126 bis 132 des Gesetzes vom 6. Mai 2009 «zur Festlegung verschiedener Bestimmungen».

Dieses Gesetz vom 24. Juni 1955 wurde damals durch den königlichen Erlass vom 12. Dezember 1957 ausgeführt, der später durch Artikel 30 des königlichen Erlasses vom 18. August 2010 «zur Ausführung der Artikel 1, 5 und 6bis des Archivgesetzes vom 24. Juni 1955» aufgehoben wurde.

B.10.5.2. Damals bestimmte Artikel 1 des Gesetzes vom 24. Juni 1955:

«Außer bei ordnungsgemäßer Befreiung werden Archivalien, die älter als hundert Jahre sind und von den Gerichten der rechtsprechenden Gewalt, dem Staatsrat, den Staatsverwaltungen und den Provinzen aufbewahrt werden, ins Staatsarchiv überführt.

Archivalien, die älter als hundert Jahre sind und von den Gemeinden und den öffentlichen Einrichtungen aufbewahrt werden, können ins Staatsarchiv überführt werden.

Was die Archive der Gemeinden betrifft, ist die Überführung bei Nichtbeachtung der Bestimmungen von Artikel 100 des Gemeindegesetzes jedoch obligatorisch.

Archivalien, die jünger als hundert Jahre sind und keinen administrativen Nutzen mehr haben, können auf Antrag der Behörden, denen sie gehören, ins Staatsarchiv überführt werden.

Archive von Privatpersonen und privaten Vereinigungen können auf Antrag der Betreffenden ebenfalls ins Staatsarchiv überführt werden.

Der König bestimmt die Modalitäten der Überführung und die Bedingungen, unter denen die in Absatz 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Behörden von der Überführung ihrer Archive befreit werden».

Am 7. Dezember 1996 war der Text von Artikel 100 des Gemeindegesetzes vom 30. März 1836 infolge der Koordinierung durch den königlichen Erlass vom 24. Juni 1988 zu Artikel 132 des neuen Gemeindegesetzes geworden, der im Anschluss an seine Abänderung durch Artikel 2 § 3 des Gesetzes vom 27. Mai 1989 dann bestimmte:

«Dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium obliegt die Aufbewahrung der Archive, der Urkunden und der Personenstandsregister; es stellt davon sowie von den Charten und sonstigen alten Dokumenten der Gemeinde Inventare in doppelter Ausfertigung auf und verhindert den Verkauf oder die Entwendung der hinterlegten Unterlagen».

Die Gerichtshöfe und Gerichte, der Staatsrat, die meisten Staatsverwaltungen und die Provinzen waren damals verpflichtet, ihre mehr als hundertjährigen Dokumente alle zehn Jahre je nach Fall ins «Allgemeine Staatsarchiv», ins «Staatsarchiv in den Provinzen» oder in die «Bezirksdepots», die auf Vorschlag des Generalarchivars des Königreichs in gewissen Gemeinden eingerichtet worden waren, zu überführen (Artikel 1 und 2 des königlichen Erlasses vom 12. Dezember 1957; Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 28. November 1963 «zur Schaffung von Archivdepots in den Gemeinden, die mit dem Minister des nationalen Unterrichtswesens und der Kultur ein Abkommen über die Bereitstellung der für die Aufbewahrung und Einsichtnahme dieser Archive notwendigen Räume an das Allgemeine Staatsarchiv abgeschlossen haben»; Artikel 1 und 5 des königlichen Erlasses vom 28. November 1963).

Die - fakultativen oder verpflichtenden - Überführungen von mehr als hundert Jahre alten Dokumenten durch die Gemeinden und die öffentlichen Einrichtungen sowie die fakultativen Überführungen von weniger als hundertjährigen Dokumenten, die gleich welcher Behörde gehörten und keinen administrativen Nutzen mehr hatten, erfolgten an den gleichen Orten (Artikel 6 § 1 des königlichen Erlasses vom 12. Dezember 1957).

Das Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten und des Außenhandels und das Ministerium der Landesverteidigung waren von der Überführung ihrer Archivalien befreit (Artikel 4 § 1 des königlichen Erlasses vom 12. Dezember 1957).

Außerdem brauchte keine der vorerwähnten Behörden «Dokumente, die von unbestrittenem administrativem Nutzen für die betreffenden Behörden sind oder Objekte für ihre Dokumentar- oder didaktischen Museen darstellen» sowie «Duplikate oder Kopien von Dokumenten» zu hinterlegen (Artikel 4 § 2 Nrn. 1 und 2 des königlichen Erlasses vom 12. Dezember 1957). Die Gerichte erster Instanz brauchten ebenfalls nicht «die Duplikate der Personenstandsregister nach dem Erlass vom 29. Prairial des Jahres IV (17. Juni 1796), die sich im Besitz ihrer Kanzlei befinden» zu hinterlegen (Artikel 4 § 2 Nr. 3 des königlichen Erlasses vom 12. Dezember 1957).

B.10.5.3. Am 7. Dezember 1996 bestimmte Artikel 2 des Gesetzes vom 24. Juni 1955:

«Ins Staatsarchiv überführte Archivalien dürfen ohne Einwilligung der zuständigen Behörde oder der Privatperson, die die Überführung vorgenommen hat, nicht vernichtet werden».

B.10.5.4. Artikel 3 des Gesetzes vom 24. Juni 1955 bestimmte:

«Aufgrund von Artikel 1 Absatz 1 ins Staatsarchiv überführte Archivalien sind öffentlich. Eine vom Minister des Öffentlichen Unterrichtswesens festgelegte Hausordnung bestimmt die Modalitäten, nach denen sie den Forschern zur Einsichtnahme vorgelegt werden.

Ausfertigungen oder Auszüge werden von den Archivleitern ausgestellt, nachdem sie von ihnen unterzeichnet und mit dem Siegel des Archivlagers versehen wurden; sie haben somit vor Gericht Beweiskraft».

B.10.5.5. Artikel 4 des Gesetzes vom 24. Juni 1955 bestimmte:

«Die vom Minister des Öffentlichen Unterrichtswesens festgelegte Hausordnung bestimmt ebenfalls die Bedingungen, unter denen die aufgrund von Artikel 1 Absatz 4 und 5 ins Staatsarchiv überführten Archivalien einsehbar sind».

B.10.5.6. Artikel 5 des Gesetzes vom 24. Juni 1955 bestimmte:

«In Artikel 1 Absatz 1 und 2 erwähnte Behörden dürfen Archivalien ohne Erlaubnis des Generalarchivars des Königreichs oder seiner Beauftragten nicht vernichten».

Ohne dieses Verbot könnte das Ziel des Gesetzes, nämlich die Organisation eines «ordnungsgemäßen Archivdienstes im Interesse der historischen Forschung», nicht erreicht werden (*Parl. Dok.*, Senat, 1951-1952, Nr. 282, SS. 3-5; *Parl. Dok.*, Kammer, 1954, Nr. 84/2, S. 1). Das Verbot, Dokumente ohne vorherige Erlaubnis zu vernichten, galt nicht nur für die Behörden, die zur Überführung ihrer Dokumente ins Staatsarchiv verpflichtet waren. Es galt ebenfalls für Behörden, die nicht zu einer solchen Überführung verpflichtet waren, nämlich die Gemeinden und die öffentlichen Einrichtungen.

B.10.5.7. Am 7. Dezember 1996 bestimmte Artikel 6 des Gesetzes vom 24. Juni 1955:

«Archivalien, die von den in Artikel 1 Absatz 1 und 2 erwähnten Behörden aufbewahrt werden, stehen unter der Aufsicht des Generalarchivars des Königreichs oder seiner Beauftragten».

Diese Regel galt ebenfalls für die Behörden, die nicht zur Überführung ihrer Archive verpflichtet waren, wie die Gemeinden und die öffentlichen Einrichtungen.

B.11.1. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass nur die Föderalbehörde befugt ist, Regeln zur Gewährleistung der langfristigen Aufbewahrung der Dokumente anzunehmen, die keinen administrativen Nutzen mehr aufweisen und die den Provinzen, den Gemeinden und den öffentlichen Einrichtungen gehören. Diese Regeln betreffen insbesondere die Aufsicht über diese Dokumente, die Auswahl der Dokumente, die vernichtet werden dürfen oder nicht, sowie die Bedingungen und Modalitäten einer etwaigen Vernichtung.

B.11.2. Ein Distrikt im Sinne von Artikel 4 Nr. 3 des Dekrets vom 9. Juli 2010 ist ein «intra-kommunales territoriales Organ» im Sinne von Artikel 41 Absätze 2 und 3 der Verfassung, das in diesem Falle einer Gemeinde gleichzustellen ist.

Ein öffentliches Sozialhilfezentrum ist eine öffentliche Einrichtung im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 24. Juni 1955. Das gleiche gilt für Kirchenfabriken und andere Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragt sind, sowie für die Entwässerungsgenossenschaften und Bewässerungsgenossenschaften.

Einige dieser «anderen kommunalen und provinziellen Einrichtungen» im Sinne von Artikel 4 Nr. 9 des Dekrets vom 9. Juli 2010 können ebenfalls als öffentliche Einrichtungen bezeichnet werden.

Andere «kommunale und provinzielle Einrichtungen» im Sinne dieser letztgenannten Bestimmung sowie die interkommunalen Zusammenarbeitsverbände im Sinne von Artikel 4 Nr. 5 desselben Dekrets und die in Titel VIII des Dekrets vom 19. Dezember 2008 über die Organisation der öffentlichen Sozialhilfezentren erwähnten Vereinigungen, auf die sich Artikel 4 Nr. 6 desselben Dekrets bezieht, sind hingegen keine öffentlichen Einrichtungen im Sinne des Gesetzes vom 24. Juni 1955.

B.12. Das Dekret vom 9. Juli 2010 findet Anwendung auf die Dokumente, die den Gemeinden, den Provinzen und den in B.11 erwähnten öffentlichen Einrichtungen gehören.

Die Definition der «Archivdokumente» in Artikel 3 Nr. 2 dieses Dekrets umfasst sowohl die Dokumente, die noch einen administrativen Nutzen haben, als auch diejenigen, die keinen administrativen Nutzen mehr haben.

Die in den Artikeln 5 bis 9, 11 und 12 desselben Dekrets enthaltenen Regeln gelten also insbesondere für die langfristige Aufbewahrung der Dokumente, die keinen administrativen Nutzen mehr haben.

Insofern Artikel 3 Nr. 2 des Dekrets vom 9. Juli 2010 zur Folge hat, dass die Artikel 5 bis 9, 11 und 12 desselben Dekrets für die Dokumente gelten, die keinen administrativen Nutzen mehr haben und die den vorerwähnten öffentlichen Behörden gehören, regelt er eine föderale Angelegenheit.

B.13.1. Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt:

«Dekrete können Rechtsbestimmungen enthalten, die sich auf Angelegenheiten beziehen, die nicht in die Zuständigkeit der Parlamente fallen, sofern diese Bestimmungen für die Ausübung ihrer Befugnis erforderlich sind».

Diese Bestimmung ermächtigt insbesondere die Flämische Region und die Flämische Gemeinschaft, ein Dekret zur Regelung einer föderalen Angelegenheit anzunehmen, sofern dieses Übergreifen für die Ausübung von regionalen oder gemeinschaftlichen Zuständigkeiten notwendig ist, die föderale Angelegenheit sich für eine differenzierte Regelung eignet und dieses Übergreifen nur marginale Auswirkungen hat.

B.13.2. Während der Vorarbeiten zum Dekret vom 9. Juli 2010 erklärte der zuständige Minister diesbezüglich Folgendes:

«Diese Befugnisüberschreitung ist zunächst notwendig, um die eigenen Befugnisse ausüben zu können. Der flämische Dekretgeber besitzt unbestritten bedeutende Zuständigkeiten für die Organisation des Archivwesens. So ist er nicht nur zuständig für die Organisation der Archive seiner eigenen Einrichtungen, sondern auch der Archive der Einrichtungen, für die er eine grundlegende Zuständigkeit infolge der Staatsreform besitzt, und dies insbesondere für dynamische Archive. Hinsichtlich des Zugangs zu den Archivdokumenten dieser dezentralisierten Verwaltungen ist und bleibt der flämische Dekretgeber ebenfalls zuständig, wenn es um die Organisation des Zugangs zu Verwaltungsdokumenten und die Auferlegung von Grenzen der Öffentlichkeit geht, sofern diese Grenzen Angelegenheiten des Dekretgebers betreffen, und ebenfalls für die Archivdokumente, die zu den statischen Archiven gehören. Um eine kohärente Politik für alle Archive der Einrichtungen führen zu können, für deren Organisation der flämische Dekretgeber zuständig ist, ist dessen Eingreifen notwendig für alle Archive, ungeachtet ihrer Situation.

Außerdem bietet die föderale Zuständigkeit die Möglichkeit eines differenzierten Ansatzes. Die Zuständigkeit der Föderalbehörde für bestimmte Aspekte der Organisation des Archivwesens schließt nicht aus, dass die Dekretgeber ihre eigenen Normen festlegen, die bessere Garantien für das Aufbewahren und Erschließen von Archivdokumenten der Einrichtungen bieten, für deren Organisation der flämische Dekretgeber zuständig ist. Insofern also der föderale Gesetzgeber bereits zuständig ist, verletzt der flämische Dekretgeber im Übrigen nicht die Mindestnormen des föderalen Gesetzgebers.

Die Auswirkungen auf die etwaige föderale Zuständigkeit sind marginal in dem Sinne, dass der Dekretgeber nicht auf die Organisation des Allgemeinen Staatsarchivs und des Staatsarchivs in den Provinzen übergreift. Der Dekretgeber verletzt ebenfalls nicht die Zuständigkeit des föderalen Gesetzgebers für die Archivdokumente der Einrichtungen, die durch ihn organisiert werden. Außerdem verletzt der flämische Dekretgeber nicht die bestehenden Mindestnormen, die durch die Föderalbehörde zur Organisation der Archivdokumente der dezentralisierten Einrichtungen angenommen wurden, die durch den flämischen Dekretgeber organisiert werden» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2009-2010, Nr. 547/1, S. 8).

B.13.3.1.1. Artikel 128 der Verfassung bestimmt:

«§ 1. Die Parlamente der Französischen und der Flämischen Gemeinschaft regeln durch Dekret, jedes für seinen Bereich, die personenbezogenen Angelegenheiten sowie in diesen Angelegenheiten die Zusammenarbeit zwischen den Gemeinschaften und die internationale Zusammenarbeit, einschließlich des Abschlusses von Verträgen.

Ein Gesetz, das mit der in Artikel 4 letzter Absatz bestimmten Mehrheit angenommen wird, legt diese personenbezogenen Angelegenheiten sowie die Formen der Zusammenarbeit und die näheren Regeln für den Abschluss von Verträgen fest.

§ 2. Diese Dekrete haben jeweils Gesetzeskraft im französischen Sprachgebiet beziehungsweise im niederländischen Sprachgebiet sowie, außer wenn ein Gesetz, das mit der in Artikel 4 letzter Absatz bestimmten Mehrheit angenommen wird, etwas anderes festlegt, in Bezug auf die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt errichteten Einrichtungen, die aufgrund ihrer Organisation als ausschließlich zu der einen oder der anderen Gemeinschaft gehörend zu betrachten sind».

Artikel 5 § 1 II des Sondergesetzes vom 8. August 1980, ersetzt durch Artikel 1 des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993, bestimmt:

«Die personenbezogenen Angelegenheiten, auf die sich Artikel 59bis § 2bis [nunmehr Artikel 128 § 1] der Verfassung bezieht, sind:

[...]

II. was den Personenbeistand betrifft:

[...]

2. die Sozialhilfepolitik einschließlich der grundlegenden Rechtsvorschriften über die öffentlichen Sozialhilfzentren mit Ausnahme:

a) der Festlegung des Mindestbetrags, der Bedingungen für die Gewährung und der Finanzierung des gesetzlich garantierten Einkommens gemäß den Rechtsvorschriften zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum,

b) der Angelegenheiten mit Bezug auf die öffentlichen Sozialhilfzentren, die in den Artikeln 1 und 2 und in den Kapiteln IV, V und VII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren geregelt sind, unbeschadet der Befugnis der Gemeinschaften, zusätzliche oder ergänzende Rechte zu gewähren,

c) der Angelegenheiten mit Bezug auf die öffentlichen Sozialhilfzentren, die im Gesetz vom 2. April 1965 bezüglich der Übernahme der von den öffentlichen Unterstützungskommissionen gewährten Hilfeleistungen geregelt sind,

d) der Regeln mit Bezug auf die öffentlichen Sozialhilfzentren der in den Artikeln 6 und 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten erwähnten Gemeinden und der Gemeinden Comines-Warneton und Voeren, die in den Artikeln 6 § 4, 11 § 5, 18ter, 27 § 4 und 27bis § 1 letzter Absatz des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren und im Gesetz vom 9. August 1988 zur Abänderung des Gemeindegesetzes, des Gemeindewahlgesetzes, des Grundlagengesetzes über die öffentlichen Sozialhilfzentren, des Provinzialgesetzes, des Wahlgesetzbuches, des Grundlagengesetzes über die Provinzialwahlen und des Gesetzes zur Organisation von gleichzeitigen Wahlen für die gesetzgebenden Kammern und die Provinzialräte angeführt sind.

[...]».

B.13.3.1.2. Die Zuständigkeit der Flämischen Gemeinschaft für die «grundlegenden Rechtsvorschriften über die öffentlichen Sozialhilfzentren» beinhaltet grundsätzlich diejenige, die Aufbewahrung der Dokumente zu regeln, die noch einen administrativen Nutzen haben und den im niederländischen Sprachgebiet befindlichen Einrichtungen dieses Typs gehören.

B.13.3.2.1. Artikel 39 der Verfassung bestimmt:

«Das Gesetz überträgt den regionalen Organen, die es schafft und die sich aus gewählten Vertretern zusammensetzen, die Zuständigkeit, innerhalb des von ihm bestimmten Bereichs und gemäß der von ihm bestimmten Weise die von ihm bezeichneten Angelegenheiten zu regeln unter Ausschluss derjenigen, die in den Artikeln 30 und 127 bis 129 erwähnt sind. Dieses Gesetz muss mit der in Artikel 4 letzter Absatz bestimmten Mehrheit angenommen werden».

Artikel 41 Absätze 2 bis 4 der Verfassung bestimmt:

«Die in Artikel 134 erwähnte Regel bestimmt die Befugnisse, die Regeln für die Arbeitsweise und den Modus der Wahl intrakommunaler territorialer Organe, die Angelegenheiten kommunalen Interesses regeln können.

Diese intrakommunalen territorialen Organe werden auf Initiative des Gemeinderates in Gemeinden mit mehr als 100.000 Einwohnern geschaffen. Ihre Mitglieder werden direkt gewählt. In Ausführung eines mit der in Artikel 4 letzter Absatz bestimmten Mehrheit angenommenen Gesetzes regelt das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel die anderen Bedingungen und den Modus für die Schaffung solcher intrakommunaler territorialer Organe.

Dieses Dekret und diese in Artikel 134 erwähnte Regel werden mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen angenommen, vorausgesetzt, die Mehrheit der Mitglieder des betreffenden Parlaments ist anwesend».

B.13.3.2.2. Artikel 6 § 1 III Nr. 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch Artikel 4 § 5 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung bestimmt:

«Die Angelegenheiten, auf die sich Artikel 107quater [nunmehr Artikel 39] der Verfassung bezieht, sind:

[...]

III. was die ländliche Erneuerung und die Erhaltung der Natur betrifft:

[...]

10. die Entwässerungsgenossenschaften und Bewässerungsgenossenschaften».

B.13.3.2.3. Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, ersetzt durch Artikel 4 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 «zur Übertragung verschiedener Befugnisse an die Regionen und Gemeinschaften », bestimmt:

«Die Angelegenheiten, auf die sich Artikel 107quater [nunmehr Artikel 39] der Verfassung bezieht, sind:

[...]

VIII. was die untergeordneten [Behörden] betrifft:

1. die Zusammensetzung, Organisation, Befugnis und Arbeitsweise der provinziellen und kommunalen Einrichtungen mit Ausnahme:

- der Regeln, die aufgrund des Gesetzes vom 9. August 1988 zur Abänderung des Gemeindegesetzes, des Gemeindewahlgesetzes, des Grundlagengesetzes über die öffentlichen Sozialhilfzentren, des Provinzialgesetzes, des Wahlgesetzbuches, des Grundlagengesetzes über die Provinzialwahlen und des Gesetzes zur Organisation von gleichzeitigen Wahlen für die gesetzgebenden Kammern und die Provinzialräte im Gemeindegesetz, Gemeindewahlgesetz, Grundlagengesetz über die öffentlichen Sozialhilfzentren, Provinzialgesetz, Wahlgesetzbuch, Grundlagengesetz über die Provinzialwahlen und im Gesetz zur Organisation von gleichzeitigen Wahlen für die gesetzgebenden Kammern und die Provinzialräte aufgenommen sind,

- der in den Artikeln 5, 5bis, 70 Nr. 3 und 8, 126 Absatz 2 und 3 und Titel XI des Provinzialgesetzes aufgenommenen Regeln,

- der in den Artikeln 125, 126, 127 und 132 des neuen Gemeindegesetzes aufgenommenen Regeln, insofern sie die Personenstandsregister betreffen,

- der Organisation der Polizei und der Politik mit Bezug auf die Polizei, einschließlich des Artikels 135 § 2 des neuen Gemeindegesetzes, und mit Bezug auf die Feuerwehrdienste,

- der Pensionsregelung für Personal und Mandatsinhaber.

Die Regionen üben diese Befugnis unbeschadet der Artikel 279 und 280 des neuen Gemeindegesetzes aus.

Die Gemeinde- oder Provinzialräte regeln alles, was von kommunalem oder provinziellm Interesse ist; sie beraten und entscheiden über jeden Gegenstand, der ihnen von der Föderalbehörde oder von den Gemeinschaften unterbreitet wird.

Die Provinzgouverneure, der Gouverneur und der Vizegouverneur des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt, der Beigeordnete des Gouverneurs der Provinz Flämisch-Brabant, die Bezirkskommissare und die beigeordneten Bezirkskommissare werden aufgrund einer gleichlautenden Stellungnahme des Ministerrats von der betreffenden Regionalregierung ernannt und entlassen.

Wenn eine Regional- oder Gemeinschaftsregierung Informationen aus den Personenstandsregistern anfragt, leistet der Standesbeamte dieser Anfrage unmittelbar Folge».

Zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Textes bestimmte Artikel 132 des neuen Gemeindegesetzes, der den Wortlaut von Artikel 100 Absatz 1 des Gemeindegesetzes vom 30. März 1836 wiedergibt:

«Dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium obliegt die Aufbewahrung der Archive, der Urkunden und der Personenstandsregister; es stellt davon sowie von den Charten und sonstigen alten Dokumenten der Gemeinde Inventare in doppelter Ausfertigung auf und verhindert den Verkauf oder die Entwendung der hinterlegten Unterlagen».

Die in Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 erwähnte Angelegenheit umfasst unter anderem die «Regelung bezüglich der Aufbewahrung der Dokumente der Provinzen und Gemeinden in den provinziellen und kommunalen Archiven» (*Parl. Dok., Senat, 2000-2001, Nr. 2-709/1, S. 9*).

B.13.3.2.4. Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, eingefügt durch Artikel 4 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001, bestimmt:

«Die Angelegenheiten, auf die sich Artikel 107^{quater} [nunmehr Artikel 39] der Verfassung bezieht, sind:

[...]

VIII. was die untergeordneten [Behörden] betrifft:

[...]

6. die Kirchenfabriken und die Einrichtungen, die damit beauftragt sind, die weltlichen Güter der anerkannten Kulte zu verwalten, mit Ausnahme der Anerkennung der Kulte und der Gehälter und Pensionen der Diener der Kulte,

[...]».

B.13.3.2.5. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Flämische Region grundsätzlich befugt ist, die Aufbewahrung der Dokumente zu regeln, die noch einen administrativen Nutzen haben und die den Entwässerungsgenossenschaften und Bewässerungsgenossenschaften, den Kirchenfabriken und den anderen Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragt sind, sowie den provinziellen Einrichtungen, den kommunalen Einrichtungen und intrakommunalen territorialen Organen gehören.

B.13.3.3. Es kann zwar als wünschenswert angesehen werden, dass die Anwendung der in B.13.3.1.2 und in B.13.3.2.5 angeführten Regeln problemlos mit derjenigen der föderalen Regeln bezüglich der Aufbewahrung der Dokumente, die keinen administrativen Nutzen mehr haben und die auch diesen öffentlichen Behörden gehören, kompatibel ist.

Dennoch ist es im vorliegenden Fall zur Ausübung der vorerwähnten gemeinschaftlichen und regionalen Zuständigkeiten nicht notwendig, dass die Flämische Gemeinschaft oder die Flämische Region Regeln annimmt, die durch die Föderalbehörde anzunehmen sind.

B.13.4. Außerdem hat die Anwendung der Artikel 5 bis 9, 11 und 12 des Dekrets vom 9. Juli 2010 auf die Dokumente, die keinen administrativen Nutzen mehr haben und die den in B.13.3.1.2 und in B.13.3.2.5 erwähnten öffentlichen Behörden gehören, mehr als marginale Auswirkungen auf die Ausübung der eigenen Zuständigkeit durch die Föderalbehörde.

Die Einhaltung der Regeln bezüglich der Aufbewahrung, der Auswahl und der Vernichtung dieser Dokumente scheint nicht mit der Ausübung gewisser Tätigkeiten der wissenschaftlichen Einrichtung mit der Bezeichnung «Allgemeines Staatsarchiv und Staatsarchiv in den Provinzen» vereinbar zu sein, so wie sie in den Artikeln 1, 5 und 6 des Gesetzes vom 24. Juni 1955 in der am 7. Dezember 1996 geltenden Fassung beschrieben sind.

B.13.5. Folglich könnte, selbst wenn angenommen würde, dass die betreffende föderale Angelegenheit sich für eine differenzierte Regelung eignet, die aus Artikel 3 Nr. 2 des Dekrets vom 9. Juli 2010 sich ergebende Zuständigkeitsüberschreitung nicht auf der Grundlage von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 gerechtfertigt werden.

B.14. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die vorerwähnte Bestimmung in dem in B.12 angegebenen Maße nicht mit den Artikeln 6^{bis} und 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in Verbindung mit Artikel 1 Nr. 1 Buchstabe a) des königlichen Erlasses vom 30. Oktober 1996 «zur Bestimmung der föderalen wissenschaftlichen und kulturellen Einrichtungen» vereinbar ist.

B.15. Der erste Teil des ersten Klagegrunds ist begründet.

B.16. Die Prüfung des zweiten Teils des ersten Klagegrunds könnte nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5094

B.17. Aus der Darlegung des zweiten Klagegrunds geht hervor, dass der Gerichtshof gebeten wird, über die Vereinbarkeit von Artikel 3 Nr. 2 und von Artikel 4 Nrn. 3 und 4 des Dekrets vom 9. Juli 2010 mit Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 und mit Artikel 6 § 1 VIII Absatz 2 desselben Gesetzes, gegebenenfalls in Verbindung mit dem Verhältnismäßigkeitsgrundsatz und mit Artikel 143 § 1 der Verfassung, zu befinden.

Es wird bemängelt, dass die angefochtenen Bestimmungen die Anwendung der Gesamtheit der Bestimmungen des Dekrets vom 9. Juli 2010 auf die Aufbewahrung des «lebenden Archivs» der Provinzen und der Gemeinden bezüglich der föderalen Angelegenheiten im Sinne von Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 1 dritter, vierter und fünfter Gedankenstrich des Sondergesetzes vom 8. August 1980 und von Artikel 6 § 1 VIII Absatz 2 desselben Gesetzes ermöglichen.

B.18.1. Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 1 dritter, vierter und fünfter Gedankenstrich des vorerwähnten Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt:

«Die Angelegenheiten, auf die sich Artikel 107^{quater} [nunmehr Artikel 39] der Verfassung bezieht, sind:

[...]

VIII. was die untergeordneten [Behörden] betrifft:

1. die Zusammensetzung, Organisation, Befugnis und Arbeitsweise der provinziellen und kommunalen Einrichtungen mit Ausnahme:

[...]

- der in den Artikeln 125, 126, 127 und 132 des neuen Gemeindegesetzes aufgenommenen Regeln, insofern sie die Personenstandsregister betreffen,

- der Organisation der Polizei und der Politik mit Bezug auf die Polizei, einschließlich des Artikels 135 § 2 des neuen Gemeindegesetzes, und mit Bezug auf die Feuerwehrdienste,

- der Pensionsregelung für Personal und Mandatsinhaber».

B.18.2. Artikel 6 § 1 VIII Absatz 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, eingefügt durch Artikel 4 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001, bestimmt:

«Die Angelegenheiten, auf die sich Artikel 107^{quater} [nunmehr Artikel 39] der Verfassung bezieht, sind:

[...]

VIII. was die untergeordneten [Behörden] betrifft:

[...]

Die Handlungen, Regelungen und Verordnungen der Behörden der Provinzen, Gemeinden, Agglomerationen und Gemeindeföderationen und der anderen Verwaltungsbehörden dürfen nicht gegen die Gesetze und Erlasse der Föderalbehörde oder gegen die Dekrete und Erlasse der Gemeinschaften verstoßen, die diese Behörden auf jeden Fall mit der Ausführung davon und mit anderen Aufgaben einschließlich der Abgabe von Stellungnahmen beauftragen können sowie damit, alle Ausgaben, die sie diesen Behörden auferlegen, in den Haushaltsplan einzutragen».

B.19. Die regionale Zuständigkeit zur Regelung der «Organisation» und «Arbeitsweise» der Provinzen und der Gemeinden beinhaltet insbesondere diejenige, die «Organisation der kommunalen und provinziellen Dienste» und die «Aufbewahrung der Dokumente der Provinzen und Gemeinden in den provinziellen und kommunalen Archiven» zu regeln (*Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-709/1, SS. 8-9).

Es obliegt jedoch der Föderalbehörde, diese Aspekte der «Organisation» und der «Arbeitsweise» der Provinzen und der Gemeinden zu regeln, wenn sie sich auf die «in den Artikeln 125, 126, 127 und 132 des neuen Gemeindegesetzes aufgenommenen Regeln, insofern sie die Personenstandsregister betreffen», die Organisation der Polizei und der Feuerwehren, die Politik bezüglich der Polizei und der Feuerwehren, die Pensionsregelungen des Provinz- und Gemeindepersonals sowie der provinziellen und kommunalen Mandatsträger (ebenda, SS. 9-10), sowie die Ausführung der föderalen Regelung und der durch die Föderalbehörde anvertrauten Aufträge beziehen.

In diesen Angelegenheiten ist nur die Föderalbehörde befugt, die Aufbewahrung der Dokumente, die den Provinzen und Gemeinden gehören und die noch einen administrativen Nutzen haben, zu regeln.

B.20. Das Dekret vom 9. Juli 2010 findet Anwendung auf alle Dokumente, die noch einen administrativen Nutzen haben und den Provinzen und den Gemeinden gehören (Artikel 3 Nr. 2 und Artikel 4 Nrn. 3 und 4).

Die Regeln desselben Dekrets über die Aufbewahrung dieser Art von Dokumenten gelten also für die Dokumente, die eine regionale Angelegenheit, eine gemeinschaftliche Angelegenheit oder eine föderale Angelegenheit betreffen.

Insofern Artikel 3 Nr. 2 und Artikel 4 Nrn. 3 und 4 des Dekrets vom 9. Juli 2010 zur Folge haben, dass die Bestimmungen desselben Dekrets über die Aufbewahrung von Dokumenten auf die Dokumente der Provinzen und Gemeinden Anwendung finden, die noch einen administrativen Nutzen haben und sich auf eine föderale Angelegenheit beziehen, regeln sie eine föderale Angelegenheit.

B.21. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die angefochtenen Bestimmungen, insofern sie die Anwendung der Bestimmungen des Dekrets vom 9. Juli 2010 über die Aufbewahrung der Dokumente, die den Provinzen und den Gemeinden gehören, die noch einen administrativen Nutzen haben und sich auf die föderalen Angelegenheiten im Sinne von Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 1 dritter, vierter und fünfter Gedankenstrich des Sondergesetzes vom 8. August 1980 und von Artikel 6 § 1 VIII Absatz 2 desselben Gesetzes beziehen, nicht mit diesen beiden letztgenannten Bestimmungen des Sondergesetzes vom 8. August 1980 vereinbar sind.

B.22. Der zweite Klagegrund ist begründet.

In Bezug auf die Rechtssache Nr. 5093

B.23. Da die in der Rechtssache Nr. 5093 angeführten Klagegründe nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen können, brauchen sie nicht geprüft zu werden.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 3 Nr. 2 des flämischen Dekrets vom 9. Juli 2010 «über die verwaltungsmäßig-administrative Archivorganisation» für nichtig, insofern er zur Folge hat, dass die Artikel 5 bis 9, 11 und 12 desselben Dekrets auf Archivalien, die keinen administrativen Nutzen mehr haben und die den Gemeinden, den Provinzen und den in B.11 erwähnten öffentlichen Einrichtungen gehören, Anwendung finden;

- erklärt Artikel 3 Nr. 2 und Artikel 4 Nrn. 3 und 4 desselben Dekrets für nichtig, insofern sie zur Folge haben, dass die Bestimmungen dieses Dekrets auf die Aufbewahrung von Archivalien Anwendung finden, die den Provinzen und den Gemeinden gehören, die noch einen administrativen Nutzen haben und die die föderalen Angelegenheiten im Sinne von Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 1 dritter, vierter und fünfter Gedankenstrich des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und von Artikel 6 § 1 VIII Absatz 2 desselben Gesetzes betreffen;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 3. Mai 2012.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleul.

Der Präsident,

R. Henneuse.